

A large, abstract yellow graphic composed of several overlapping, rounded shapes that resemble a stylized arrow or a series of overlapping pages, pointing towards the right. It is positioned behind the main title text.

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2024



LA POSTE
GROUPE

SOMMAIRE

1

**RAPPORT
SEMESTRIEL
D'ACTIVITÉ**

Page 3

2

**ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS
RÉSUMÉS**

Page 54

3

**RAPPORT DES
COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR
L'INFORMATION
FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE**

Page 108

4

**ATTESTATION
DE LA PERSONNE
RESPONSABLE**

Page 112

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière et des résultats

SOMMAIRE

1.	FAITS MARQUANTS	6
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	6
1.2	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	7
1.3	DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS ET ACQUISITIONS	12
1.4	UN GROUPE ENGAGE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE.....	15
1.5	LA POSTE, ENTREPRISE ATTENTIVE, QUALIFIANTE ET ENGAGEE DANS L'INNOVATION SOCIALE ET LA PERFORMANCE	17
2.	INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE	19
2.1	PROPOS INTRODUCTIF	19
2.2	DEFINITIONS DES IAP.....	19
3.	SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE.....	21
3.1	PRODUITS OPERATIONNELS	22
3.2	RESULTAT D'EXPLOITATION	23
3.3	RESULTAT NET.....	23
3.4	VARIATION DE LA DETTE NETTE	24
4.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	25
4.1	SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE.....	25
4.2	SERVICES-COURRIER-COLIS	26
4.3	GEOPOST.....	28
4.4	LA BANQUE POSTALE	30
4.5	GRAND PUBLIC ET NUMERIQUE.....	34
4.6	AUTRES SECTEURS.....	36
5.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	38
5.1	RESULTAT FINANCIER	38
5.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE	39
6.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	41
6.1	FREE CASH-FLOW	42
6.2	VARIATION DE LA DETTE NETTE	45
6.3	VARIATION DE LA TRESORERIE.....	47
6.4	DETTE BRUTE	49
6.5	DETTE NETTE.....	50
6.6	CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE.....	51

6.7	NOTATION FINANCIERE	52
7.	PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE	53
7.1	PERSPECTIVES	53
7.2	EVENEMENTS POST-CLOTURE.....	53

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants

1.1 Environnement économique et financier

Le groupe est impacté dans ses différents métiers par la conjoncture économique et notamment par l'inflation qui se traduit par une évolution du coût du travail en France et chez ses principaux voisins européens et par une modification des comportements de consommation. Le groupe est également sensible, pour ses activités bancaires et assurantielles, à l'évolution des taux d'intérêt en Europe (dont les taux de l'épargne réglementée en France) et à celle des marchés financiers. Enfin, l'évolution des taux de change, vis-à-vis de la livre sterling et du réal brésilien notamment, et des cours du pétrole ont également un impact important pour les activités logistiques et internationales du groupe.

Un frémissement économique à confirmer en Europe

Au 1^{er} trimestre 2024, la croissance économique en zone euro (+0,3 %) s'est raffermie après un an de stagnation. Cependant, le climat des affaires était encore en demi-teinte au 2^{ème} trimestre. S'il s'est amélioré dans les services, il est resté encore relativement dégradé dans l'industrie. Les entreprises européennes font face à une concurrence internationale intense multidimensionnelle : une déflation industrielle en Chine liée en partie à la surproduction dans certains secteurs comme l'automobile qui pousse les entreprises chinoises à exporter, le maintien d'une politique monétaire ultra-accommodante au Japon à contrecourant des autres grandes banques centrales qui s'est traduit par un effondrement du yen (le dollar s'est apprécié d'environ 60 % contre la monnaie nipponne depuis début 2021) et un volontarisme des autorités américaines pour renforcer l'attractivité de leur territoire. En outre, la détente de l'inflation s'est poursuivie en zone euro, avec +2,5 % sur un an en juin, même si la hausse des prix des services reste élevée, reflétant la dynamique passée des salaires. La Banque Centrale Européenne (BCE) a ainsi décidé en juin d'atténuer le caractère restrictif de sa politique monétaire, en baissant de 25 points de base (pb) ses taux directeurs (à 3,75 % pour le taux de dépôt). La Fed n'a pour l'instant pas fait de même, ce qui a un peu pesé sur l'euro (il atteignait 1,07 \$/€ fin juin contre 1,10 \$/€ fin décembre). Bien que montrant quelques signes d'affaiblissement, l'économie américaine est restée résiliente sur la première partie de l'année. L'inflation est tout juste passée sous la barre des 3,5 %.

En France, le PIB a progressé de 0,2 % au 1^{er} trimestre. L'inflation est en baisse (+2,1 % sur un an en juin pour la mesure nationale) avec des prix de l'énergie revenus sur les marchés mondiaux à proximité de leur niveau d'avant la guerre en Ukraine. Le marché du travail résiste bien malgré une activité encore molle. Les difficultés de recrutement demeurent d'ailleurs élevées. Même si la consommation de biens reste atone, les ventes à distance (en volume), toujours très au-dessus de leur niveau de 2019, se sont redressées sur les quatre premiers mois de l'année, après plus de deux ans de recul.

Globalement, après avoir beaucoup reflué fin 2023 dans le sillage d'anticipations de fortes baisses des taux directeurs de la BCE et de la Fed, les taux d'intérêt à long terme se sont redressés sur la première partie de l'année. L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale française s'est traduite par un écartement du rendement de l'OAT vis-à-vis du *Bund*, qui est toutefois resté encore contenu à ce jour (environ 70 pb au 9 juillet contre 50 pb un mois auparavant), pour un taux français à 10 ans à 3,26 % (3,11 % le 7 juin).

De par l'activité de ses filiales, le groupe La Poste est exposé plus spécifiquement à certaines variables économiques :

- Dans le sillage des autres taux européens, le rendement du taux à 10 ans italien (BTP) a suivi une trajectoire plutôt haussière au 1^{er} semestre 2024, malgré un resserrement du spread avec le *Bund*. Après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale française, le *spread* a un peu augmenté. Fin juin, le rendement du BTP atteignait 4,06 % contre 3,72 % fin 2023.

- Les craintes d'un déséquilibre des comptes publics ont augmenté au Brésil en raison de la hausse continue des dépenses obligatoires, ce qui a pesé sur le réal au printemps (5,59 BRL/\$ contre 4,85 BRL/\$ fin 2023).
- Le Royaume-Uni a renoué avec la croissance début 2024 et les indicateurs les plus récents (climat des affaires, confiance des ménages) sont encourageants. Des élections générales anticipées ont conduit à la victoire des travaillistes début juillet. L'environnement économique plutôt favorable et l'absence de baisse du taux directeur de la Banque d'Angleterre ont favorisé une légère appréciation de la livre sterling contre l'euro (à 0,84 £/€ fin juin contre 0,87 £/€ fin décembre).

1.2 Environnement réglementaire

1.2.1 Evolution de l'environnement bancaire

Conditions d'octroi du crédit immobilier

La décision du HCSF¹ (D-HCSF-2021-7) du 29 septembre 2021 relative aux conditions d'octroi de crédits immobiliers établit deux critères que les établissements de crédit doivent appliquer en matière de crédit immobilier :

- Le taux d'effort des emprunteurs ne doit pas excéder 35 % ;
- La durée maximale de crédit ne doit pas excéder 25 ans (avec une tolérance de 2 ans de différé d'amortissement dans des cas où l'entrée en jouissance du bien est décalée par rapport à l'octroi du crédit).

La décision n° D-HCSF-2023-6 du HCSF datée du 18 décembre 2023 assouplit les règles pour les emprunteurs effectuant un prêt relais et pour ceux dont le projet comporte des travaux :

- La durée maximale de crédit fixée à 25 ans peut être portée à 27 ans dès lors que le coût des travaux de rénovation constitue plus de 10 % du montant total de l'opération contre 25 % précédemment. Cette mesure vise à inciter à la rénovation.
- Les crédits relais avec une quotité de financement inférieure ou égale à 80 % sont exclus du calcul du taux d'effort.

Ces nouvelles règles s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 2024 pour tous les nouveaux crédits immobiliers. Ces changements visent à faciliter l'accès au crédit immobilier tout en maintenant la stabilité financière.

Rehaussement du taux du coussin contracyclique²

Le HCSF a décidé le 27 décembre 2022 (décision n° D-HCSF-2022-6) de relever le taux du coussin contracyclique de 0,5 % à 1,0 %. Les banques doivent se conformer à cette exigence depuis le 2 janvier 2024.

Révision des taux directeurs de la BCE³

La BCE a décidé le 6 juin 2024 de baisser les trois taux directeurs de 25 points de base. Cette décision vise à stimuler la croissance économique en facilitant l'accès au crédit pour les ménages et les entreprises. Les nouveaux taux sont effectifs depuis le 12 juin 2024 et viennent remplacer les taux précédents en vigueur depuis le 20 septembre 2023. Concrètement, le taux d'intérêt des opérations de refinancement passe de 4,50 % à 4,25 %, le taux d'intérêt de facilité de prêt passe de 4,75 % à 4,50 %

¹ Haut Conseil de la Stabilité Financière.

² Le coussin de fonds propres contracyclique est défini comme une surcharge en fonds propres CET1. C'est une exigence réglementaire en capital, calibrée entre 0% et 2,5% des actifs pondérés du risque.

³ Banque Centrale Européenne

et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt passe de 4,00 % à 3,75 %. Cette mesure reflète une approche prudente et réactive de la BCE face à l'évolution de l'économie et de l'inflation dans la zone euro.

Réduction de la pondération en risque de l'exposition sur les collectivités locales

Dans sa décision du 21 juin 2024, l'ACPR⁴ a annoncé que la pondération en risque des expositions sur les collectivités locales françaises passait à 0 % au lieu de 20 % précédemment. Cette pondération signifie que la dette émise par les collectivités locales est reconnue comme appartenant à la catégorie présentant le plus faible niveau de risque parmi les différents émetteurs. Ainsi, la pondération à 0 % de la dette des collectivités :

- rend cette dette plus attractive, plus liquide en période de crise, et donc moins couteuse ;
- permet la qualification des titres émis par la banque au HQLA⁵ de niveau 1.

1.2.2 Evolution de la gamme de services d'envois de courrier et de colis

Depuis le 1^{er} janvier 2023, suite à l'avis favorable de l'Arcep n° 2022-1139 en date du 2 juin 2022 et au décret n° 2022-1110 du 3 août 2022 modifiant la définition de l'envoi prioritaire figurant à l'article R. 1 du CPCE, La Poste propose une nouvelle gamme de services d'envois de courrier et de colis dans le cadre du service universel postal.

Cette modification traduit la demande exprimée le 22 juillet 2021 par le Premier ministre lors du comité de suivi de haut niveau du contrat d'entreprise.

Cette nouvelle gamme se compose notamment de la Lettre verte, distribuée en J+3, pour les envois courants, de la Lettre Services Plus, distribuée en J+2, pour les envois importants, et de la e-Lettre rouge, distribuée en J+1, pour les envois les plus urgents. Simultanément, la Lettre prioritaire J+1, qui ne représentait que moins de trois envois par ménage et par an, a été supprimée.

Le 7 décembre 2023, la Commission européenne a déclaré compatible avec le marché intérieur la contribution versée par l'État à La Poste dans le cadre de sa mission de service universel postal pour la période 2021-2025.

1.2.3 Evolution des tarifs du courrier et du colis

L'encadrement tarifaire défini pour la période 2024-2025⁶ prend en compte le contexte économique marqué par un niveau d'inflation très élevé durant les années 2022 et 2023. C'est dans ce cadre que les évolutions tarifaires des produits du service universel postal pour 2024 ont été fixées. La Lettre verte est le cœur de la gamme courrier pour les particuliers. En 2024, après un gel des tarifs en 2023, la hausse tarifaire de la Lettre verte TP reste maîtrisée, à 1,29 euro pour la première tranche de poids. Le tarif de la Lettre Services Plus est porté à 2,99 euros sur la première tranche. Le tarif de la e-Lettre rouge reste fixé à 1,49 euro pour le format S (tarif du premier format – small), inchangé depuis 2022.

La grille tarifaire des offres de courrier en nombre et industriel croît uniformément de + 6,8 % sur l'ensemble des offres G2, G3 et G4⁷. Sur la tranche 0-50g, l'offre G2 est positionnée à 1,31 euro, l'offre G3 à 0,705 euro et l'offre G4 à 0,605 euro. Les tarifs du courrier publicitaire augmentent de + 5,1 %, soit une hausse moindre qu'en 2023, afin de soutenir la compétitivité du média courrier.

⁴ Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

⁵ High Quality Liquid Assets

⁶ Arcep : Décision n° 2023-1298 du 15 juin 2023 relative aux caractéristiques d'encadrement pluriannuel des tarifs des prestations du service universel postal sur la période 2024-2025

⁷ Offres de courriers en nombre principalement émis par les entreprises et distribués en J+2 (G2), J+3 (G3) et J+4 (G4)

Au 1^{er} janvier 2024, pour préserver la compétitivité de l'offre Colissimo France, l'évolution tarifaire est limitée à + 5,6 %, soit une hausse inférieure à celles des autres offres du service universel. Ainsi, le tarif d'entrée de gamme (Colissimo France de moins de 250g) est maintenu en dessous du seuil de 5 euros, à 4,99 euros (+ 0,04 %).

Ces évolutions tarifaires du courrier et du colis pour la métropole, l'outre-mer et l'international ont eu lieu le 1^{er} janvier 2024 après avis de l'Arcep n°2023-1562 en date du 18 juillet 2023.

1.2.4 Evolution de l'offre de la presse

Faisant suite à la mission confiée par le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance et la ministre de la Culture à M. Emmanuel Giannesini, magistrat à la Cour des comptes, un protocole d'accord relatif à la réforme du transport de la presse a été signé le 14 février 2022 entre l'État, les organisations représentatives des familles de presse, La Poste et l'Arcep.

Ce protocole d'accord définit les conditions jusqu'au 31 décembre 2026 du transport postal de la presse dans le cadre de la mission de service public confiée à La Poste. Il introduit trois principales mesures :

- le système de soutien public à la distribution de la presse est rénové, en instituant une aide directe aux éditeurs pour les exemplaires postés, de façon à favoriser une meilleure répartition des trafics entre portage et postage ;
- le tarif postal de presse est unifié pour toutes les catégories de presse ;
- le financement de la mission de service public de La Poste est conforté, notamment par la confirmation d'une contribution publique versée par l'Etat.

Le 5 décembre 2022, la Commission européenne a déclaré compatible avec le marché intérieur la contribution versée par l'État à La Poste dans le cadre de cette mission de transport et de distribution de la presse pour la période 2023-2026. La réforme est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023. Dans ce cadre, par le décret n°2023-132 du 24 février 2023, l'Etat a institué une aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés ou portés.

Pour la mise en œuvre de cet accord, l'Etat a souhaité confier à La Poste, qui l'a accepté, la liquidation et le paiement de l'aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés, au nom et pour le compte de l'État. A cet effet, une convention de mandat a été signée le 6 mars 2023 entre l'Etat et La Poste.

1.2.5 Evolution tarifaire de la presse

Pour l'année 2024, La Poste a fait application des termes de l'accord du 14 février 2022 qui plafonnent à 2 % l'augmentation des tarifs des prestations de transport et de distribution de la presse assurées dans le cadre de la mission de service public de La Poste pour toutes les familles de presse : la généralité des publications titulaires d'un certificat d'inscription à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP), les publications d'information politique et générale (PIPG), et les quotidiens à faibles ressources publicitaires (QFRP).

Les tarifs proposés ont été homologués par un arrêté du ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique du 28 décembre 2023, prise après l'avis de l'Arcep⁸.

1.2.6 Le contrat d'entreprise 2023-2027

Les engagements de La Poste et de l'État sont définis dans un contrat d'entreprise pluriannuel. Après qu'ils ont signé le 18 mai 2022 un avenant au contrat d'entreprise 2018-2022, l'Etat et La Poste ont signé un nouveau contrat d'entreprise pour la période 2023-2027, au terme de plusieurs mois d'échanges et de discussions.

Ce nouveau contrat prend notamment en considération les éléments suivants : le groupe La Poste s'est doté d'un nouveau plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », avec des objectifs

⁸ Avis du 14 décembre 2023, n°2023-2830

ambitieux de développement, de transformation et de participation à quatre transitions majeures de la société ; l'Etat a conforté son soutien aux quatre missions de service public, concrétisé dans l'avenant signé le 18 mai 2022 et conforté par trois récentes décisions de la Commission européenne ; la désignation de La Poste par la loi de 2010 comme opérateur du service universel pour une durée de 15 ans arrive à échéance fin 2025.

Ce nouveau contrat est structuré autour de trois objectifs : entériner la consolidation récente et significative des missions de service public ; acter une méthode et un calendrier pour évaluer et si besoin envisager des évolutions des missions de service public afin qu'elles continuent de répondre aux besoins des citoyens ; exposer les contributions que La Poste peut apporter au déploiement des politiques publiques majeures autour de quatre thématiques (autonomie à domicile, mobilité, confiance numérique et cohésion territoriale).

Ce contrat d'entreprise a fait l'objet de consultation le 19 janvier 2023 auprès de la Commission Supérieure du Numérique et des Postes (CSNP) et le 23 janvier 2023 auprès de l'Arcep, qui ont chacune rendu un avis public.

Le conseil d'administration du groupe La Poste a autorisé, le 23 février 2023, le Président-Directeur général du groupe à le signer. La signature du Contrat d'entreprise par les ministres concernés et le Président-Directeur général de La Poste est intervenue le 26 juin 2023.

Les principales dispositions de ce nouveau contrat d'entreprise sont les suivantes.

Service universel postal

La Poste met en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2023 la nouvelle gamme courrier du service universel postal. Elle réalise un haut niveau de qualité de service conformément aux objectifs fixés par arrêté ministériel. L'Etat compense une partie du coût net de cette mission, au travers d'une dotation annuelle de 520 millions d'euros⁹, modulée en fonction de la qualité de service de la Lettre verte en J+3.

Taux de Lettres vertes distribuées en J+3	<94,5 %	≥94,5 % et < 95,5 %	≥95,5 %
Compensation publique versée à La Poste	500 M€	510 M€	520 M€

Une clause de rendez-vous est prévue en 2024 afin d'établir un bilan à date et donner à La Poste une visibilité sur les modalités de la désignation de l'opérateur de service universel postal à partir du 1^{er} janvier 2026.

Au titre de 2022, La Poste a perçu en 2023 une compensation de 520 millions d'euros.

La loi de finance 2024 a prévu une compensation de 500 millions d'euros au titre de l'année 2023, bien que le taux de Lettres vertes distribuées en J+3 a été supérieur à 95,5 %.

Transport et distribution de la presse

L'Etat et La Poste mettent en œuvre au 1^{er} janvier 2023 le protocole du 14 février 2022 réformant le régime des aides à la presse, suite à la décision de compatibilité de la Commission européenne du 5 décembre 2022¹⁰. La Poste réalise un haut niveau de qualité de service. Elle participera au comité de

⁹ Cette aide a été déclarée compatible avec le marché intérieur par la Commission européenne dans sa décision du 7 décembre 2023 : Aide d'Etat SA 100746 (2023/N)

¹⁰ Aide d'Etat SA.102817 (2022/N)

suivi de l'Observatoire de la qualité de la distribution de la presse abonnée qui sera constitué par l'Arcep.

L'Etat compense une partie du coût net de la mission de transport et distribution de la presse. En 2024, cette compensation s'élève à 42,8 millions d'euros.

Au titre du protocole, l'Etat a souhaité donner mandat à La Poste d'assurer la liquidation et le paiement, en son nom et pour son compte, de l'aide à l'exemplaire versée aux éditeurs pour les titres de presse postés. A cette fin, l'Etat met préalablement à disposition de La Poste les sommes nécessaires correspondantes.

Une clause de rendez-vous est prévue pour un bilan en 2024.

Aménagement du territoire

L'Etat et La Poste confirment leur engagement pour l'exercice de cette mission, dans des conditions qui s'adapteront aux attentes des citoyens en concertation avec les élus. La Poste conforte et adapte la présence territoriale de son réseau, avec le soutien de l'Etat et en concertation avec les élus locaux. La mutualisation des offres de services au sein des points de contact postaux est recherchée et promue.

La Poste perçoit une compensation annuelle maximale de 177 millions d'euros. Cette compensation est financée, à hauteur de 174 millions d'euros maximum par an, par des abattements prévus par la loi sur les bases de taxes locales dues par La Poste, par une dotation budgétaire et, en tant que de besoin, par tout autre dispositif. Un financement complémentaire de 3 millions d'euros maximum par an peut être mis en œuvre. Il est issu d'un abattement sur les bases de taxes foncières dues au titre des immeubles consacrés aux activités postales et détenus par des filiales de La Poste. Ce dispositif d'aides a été déclaré compatible par la Commission européenne au regard du régime des aides d'Etat. En 2023, la compensation perçue par La Poste s'est élevée à 168 millions d'euros.

Une clause de rendez-vous est prévue pour un bilan en 2024.

Accessibilité bancaire

L'Etat et La Poste constatent que l'accessibilité bancaire appuyée sur le livret A, exercée par La Banque Postale demeure un dispositif essentiel de l'inclusion bancaire.

A cette fin, La Banque Postale assure avec le réseau de La Poste un accompagnement humain d'accueil et de conseil pour la réalisation de toutes les opérations autorisées sur le livret A.

La contribution publique est assurée sous forme de dotation budgétaire, en lieu et place d'un complément de rémunération versé par le Fonds d'épargne¹¹. La compensation annuelle¹² versée par l'Etat à La Banque Postale pour l'année 2024 est fixée à 287 millions d'euros.

Les moyens d'une amélioration de l'efficacité de la mission seront recherchés par La Banque Postale et par l'Etat.

Une clause de rendez-vous est prévue pour établir un bilan en 2024 et, à cette occasion, envisager les conditions d'un renouvellement de la mission au-delà de 2026 qui est l'échéance de la décision de compatibilité au régime des aides d'Etat rendue par la Commission le 25 juillet 2021 pour la période 2021-2026.

¹¹ Cette disposition figure à l'article L221-6 du COMOFI, modifié par la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023.

¹² Sa trajectoire pluriannuelle est précisée par l'arrêté du 9 août 2021 qui fixe la rémunération complémentaire de La Banque Postale au titre des obligations qui lui incombent en matière de distribution et de fonctionnement du Livret A

L'évaluation des missions de service public

L'Etat et La Poste s'engagent à mener une évaluation des missions de service public à la lumière de leur utilité sociale, de leurs coûts, de leurs modalités d'exercice et de leurs instruments de mesure. Des premiers travaux techniques ont été conduits en ce sens avec les services de l'Etat dont les principaux résultats ont donné lieu à une présentation devant les instances de gouvernance de La Poste.

Volet complémentaire au contrat d'entreprise : les contributions de La Poste aux politiques publiques, en appui à la population et aux territoires

Dans son plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », le groupe La Poste s'engage pour la réussite de quatre transitions majeures : la transition démographique, la transition écologique, la transition numérique, la transition territoriale.

Dans ce volet complémentaire du contrat d'entreprise, le groupe La Poste propose et indique avoir l'intention de développer à destination de ses clients des solutions innovantes, distinctives et performantes dans les quatre domaines suivants : autonomie à domicile, mobilité durable, confiance numérique, cohésion territoriale.

Chacune de ces thématiques donne lieu à l'expression de propositions concrètes, incarnant les contributions que La Poste et ses filiales peuvent apporter à la réussite des politiques publiques dans ces domaines, et donc à l'intérêt général.

1.3 Développements, partenariats et acquisitions

1.3.1 Services-Courrier-Colis

1.3.1.1 Lancement d'une nouvelle ligne commerciale

Depuis janvier 2024, La Poste opère la livraison de colis par drone avec une troisième ligne commerciale dans le Vercors, avec des vols deux fois par semaine. En partenariat avec Atechsys le drone est conçu pour minimiser l'impact écologique avec un terminal de livraison autonome grâce à l'énergie solaire. Cette avancée offre un gain de temps pour les livreurs et une réception garantie pour les clients, même en cas d'intempéries, sans émission de CO₂.

1.3.1.2 Acquisition de LineUP7

En juin 2024, Isoskèle a acquis 75% de la société LineUP7, une agence de marketing technologique qui met la Data (et la technologie pour la collecter et l'activer) au service des nouveaux enjeux marketing. LineUP7 propose une gamme de services pour accompagner les entreprises dans leur transformation data et digitale. Elle aide les marques à mieux appréhender leurs enjeux marketing et les accompagne pour penser des expériences de marque plus personnalisées et des stratégies toujours plus performantes.

Avec un chiffre d'affaires de 9,5 millions d'euros en 2023, LineUP7 renforce encore Isoskèle dans son offre.

1.3.2 Geopost

1.3.2.1 Inauguration d'un nouveau hub au Portugal

En juin 2024, DPD Portugal a ouvert un nouveau centre logistique disposant d'un système de tri innovant. Ce nouveau dispositif va permettre à Geopost de continuer à se développer au Portugal. Le bâtiment du nouveau hub a reçu l'une des plus hautes certifications BREEAM. Elle mesure la viabilité environnementale des bâtiments, ce qui s'inscrit dans l'engagement de Geopost en faveur de la durabilité et de la décarbonation de sa flotte.

1.3.3 La Banque Postale

1.3.3.1 *Absorption de Tocqueville Finance par La Financière de l'Échiquier*

La Financière de l'Échiquier (LFDE) a annoncé le 23 avril 2024 l'intégration juridique de Tocqueville Finance, une filiale de gestion actions de LBP AM, marquant la naissance d'un leader européen de la gestion de conviction. Avec 27 milliards d'euros d'encours et l'une des équipes de gestion les plus étoffées de la Place de Paris, LFDE se positionne désormais comme un acteur majeur, notamment dans les actions européennes, en alliant performances financières et extra-financières sur le long terme. Cette opération s'inscrit dans la continuité de l'acquisition de LFDE par LBP AM en juillet 2023 et vise à enrichir la gamme de LFDE avec de nouvelles expertises, notamment en termes de styles, de thèmes et de géographies, tout en proposant des solutions dédiées sur les actifs cotés et réels, et en s'appuyant sur des approches ESG sur-mesure.

1.3.3.2 *Arrêt des activités de Ma French Bank*

Le 20 décembre 2023, La Banque Postale avait annoncé avoir engagé une procédure pour étudier un projet de cessation des activités de Ma French Bank, la banque 100% mobile du Groupe La Banque Postale. Après une période de dialogue social qui s'est terminée le 25 avril 2024, Ma French Bank, filiale à 100% de La Banque Postale, a entériné la cessation de ses activités et les modalités de sa mise en œuvre qui se fera suivant un processus progressif, sur une durée de 12 à 15 mois, à compter du mois de juin 2024 jusqu'à l'été 2025.

1.3.3.3 *Déploiement de dépôts à terme verts et sociaux par La Banque Postale*

La Banque Postale a annoncé le 23 avril 2024 avoir enrichi son offre engagée avec le lancement d'une nouvelle solution de placement, les dépôts à terme verts et sociaux. Ces placements, destinés aux associations, aux bailleurs sociaux, aux entreprises publiques locales et aux entreprises, permettent de financer des projets responsables tels que les énergies renouvelables, la transition énergétique, la mobilité durable, l'accès au soin, l'éducation, le logement ou encore la finance inclusive, avec des durées allant d'un mois à dix ans. Il existe deux formules de placement : les DAT sociaux avec un premier placement de la SAREMM qui a investi 3,5 millions d'euros ; les DAT verts avec un premier dépôt à terme vert de 17 millions d'euros souscrit par Seqens, reflétant leur engagement envers la transition énergétique et sociale.

1.3.3.4 *Renforcement de la position de CNP Assurances dans l'assurance du régime Préfon Retraite*

Depuis le 1^{er} janvier 2024, CNP Assurances a consolidé sa position dans l'assurance du régime Préfon Retraite en France, à travers sa filiale CNP Retraite. Ce contrat était jusqu'à présent réassuré en quote-part par quatre acteurs : CNP Assurances, Axa, Groupama Gan Vie et Allianz. À la suite de la conclusion d'un accord pour la commutation de la quote-part réassurée par Groupama Gan Vie, la quote-part de CNP Retraite est passée de 37% à 58%. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise de renforcer son modèle multi-partenarial et de développer des solutions de protection sociale et de préparation à la retraite.

1.3.3.5 *Signature d'accords engageants entre CNP Assurances et La Mutuelle Générale pour la création d'un acteur majeur dans la protection sociale*

Entrés en négociations exclusives le 29 février 2024, le Groupe CNP Assurances et La Mutuelle Générale ont annoncé le 15 juillet 2024 la signature d'accords engageants pour former un partenariat stratégique dans le domaine de la protection sociale (santé et prévoyance individuelles et collectives). L'ambition est de créer un leader sur le marché français et se traduirait par une prise de participation majoritaire du Groupe CNP Assurances dans une société anonyme, aujourd'hui dans laquelle La Mutuelle Générale aurait préalablement transféré ses activités d'assurance santé et prévoyance existantes (hors contrats statutaires et activités mutualistes). Ce projet est soumis à l'obtention des agréments et autorisations des autorités compétentes. Ce partenariat s'inscrit dans les objectifs de

développement des deux entités, visant à renforcer leur présence et leur impact dans le secteur de la protection sociale.

1.3.3.6 *Signature d'un accord de distribution exclusif entre CNP Assurances et Banco de Brasilia*

CNP Assurance a annoncé le 1^{er} juillet 2024 avoir signé un accord exclusif d'une durée de 20 ans avec Banco de Brasília (BRB) pour la distribution des produits consórcio et d'épargne auprès des 7,8 millions de clients du réseau de BRB. Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie d'expansion de CNP Assurances en Amérique latine et vise à renforcer sa diversification au Brésil. La réalisation de l'opération est soumise à la validation de l'autorité de la concurrence brésilienne.

1.3.3.7 *Entrée en négociations exclusives pour la cession de la filiale CNP Cyprus Insurance Holdings à Hellenic Bank Public Company Ltd*

CNP Assurances a signé le 9 juillet 2024, un contrat de cession de ses activités d'assurance à Chypre et en Grèce au profit de Hellenic Bank Public Company Ltd. Cette transaction, qui devrait être finalisée d'ici le premier trimestre 2025, s'aligne sur la stratégie de CNP Assurances de se recentrer sur ses marchés clés tout en poursuivant son expansion en Europe. La vente est conditionnée à l'approbation réglementaire et devrait avoir un impact marginal sur le ratio de couverture du SCR de CNP Assurances, de l'ordre de 0,7 point.

1.3.4 **Grand Public et Numérique**

1.3.4.1 *Lancement d'un partenariat avec Vinted*

En janvier 2024, Colissimo s'est associé à Vinted afin d'offrir de nouvelles options de livraison pour les achats de seconde main. Un nouveau service attractif de livraison où les acheteurs bénéficieront d'une livraison rapide et les vendeurs pourront expédier depuis chez eux ou en bureau de poste. La Poste pionnière en matière d'économie circulaire et de réemploi soutient le marché de la seconde main.

1.3.4.2 *Négociation en vue de la cession de La Poste Telecom*

En février 2024, La Poste est entrée en négociation exclusive avec Bouygues Telecom pour la vente de La Poste Telecom. Le partenariat stratégique fort et durable envisagé inclut l'acquisition de La Poste Telecom par Bouygues, un contrat de distribution exclusif et un contrat de licence pour la marque La Poste Mobile. Ce partenariat permettrait à La Poste de capitaliser sur le succès de La Poste Mobile tout en continuant sa commercialisation dans le réseau postal. Ce projet sera soumis aux instances représentatives du personnel de La Poste Telecom, puis aux instances de gouvernance du groupe La Poste, au droit de préemption de SFR et aux autorités compétentes.

1.3.4.3 *Lancement de la première offre de Cybersécurité*

En mars 2024, Docaposte a annoncé le lancement de la première offre complète "clé en main" de cybersécurité, adaptée aux besoins et aux moyens des TPE, PME, ETI, des collectivités territoriales et des établissements de santé. L'offre vise à simplifier l'accès à la cybersécurité pour toutes les organisations, en particulier celles qui sont vulnérables aux cyberattaques en raison de ressources limitées. Elle regroupe des solutions de prévention, protection et réaction face aux cyberattaques, ainsi qu'un service de conseil en cybersécurité pour aider à construire un dispositif personnalisé. Docaposte intègre également deux partenariats privilégiés pour des solutions d'assurance cybersécurité (CNP Assurances et DATTAK) et de réponse à incident (Formind) pour accompagner ses clients dans toutes les situations.

1.4 Un groupe engagé en faveur du développement responsable

1.4.1 Une entreprise engagée qui agit pour le climat

- Mise en place du budget carbone au niveau des branches du groupe¹³ afin de piloter la réduction des émissions en lien avec la trajectoire carbone et la gestion rigoureuse des moyens, coûts et investissements associés ;
- 100% des colis livrés par Colissimo sont en mode décarboné à Paris intra-muros. Ce même objectif est désormais visé pour l'ensemble du Grand Paris avant fin 2024 ;
- Le groupe continue de renforcer sa flotte de véhicules électriques en Europe. Au 30 juin 2024, le parc de véhicules électriques piloté par Véhiposte¹⁴ comprend 23 531 véhicules et celui de Geopost plus de 9 300 véhicules alternatifs ;
- Pickup, filiale Geopost et réseau n°1 de relais et consignes en France, innove avec le lancement des premières consignes alimentées par énergie solaire en France (objectif 1 000 en 2026) ;
- Signature en juillet 2024 d'un nouveau partenariat entre La Banque Postale et la Banque Européenne d'Investissement pour soutenir les entreprises françaises dans le financement de leurs projets de mobilité et de transition énergétique, dans une enveloppe de 600 millions d'euros ;
- La Banque Postale a lancé en juillet 2023 son crédit immobilier à impact pour accompagner ses clients dans la rénovation énergétique de leurs logements. Les financements des acquisitions avec travaux de rénovation énergétique ont depuis été multipliés par 6.

1.4.2 Une entreprise innovante qui œuvre pour la prise en compte des limites planétaires

- La Poste a créé au 1^{er} janvier 2024 la première offre de collecte et recyclage des vêtements professionnels avec sa filiale Recygo. Cette filière permettra aux entreprises de se conformer à la réglementation, qui rendra obligatoire le tri et la valorisation des vêtements professionnels à partir du 1^{er} janvier 2025 ;
- La nouvelle charte data & IA de La Poste a été présentée à VivaTech 2024, en cohérence avec ses valeurs de confiance et d'intégrité.

1.4.3 Une entreprise attentive qui inclut, sécurise et fait évoluer

- Le nouvel accord d'intéressement, conclu en juin 2024, intègre pour la première fois des indicateurs de responsabilité sociale et environnementale tels que le taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt de La Poste SA et le taux de réduction des gaz à effet de serre (GES) du groupe ;
- Assurance emprunteur : CNP Assurances annonce la suppression des surprimes et des exclusions liées au cancer du sein. Les personnes ayant surmonté cette maladie pourront dorénavant souscrire un contrat d'assurance emprunteur sans attendre le délai légal de 5 ans fixé par le droit à l'oubli ;

¹³ Les budgets carbone sont en cours de déploiement dans l'ensemble des branches du groupe.

¹⁴ Le parc géré par Véhiposte n'inclut pas les vélos à assistance électriques.

- Franchissement du seuil de 20 000 collaborateurs formés à la fresque du climat en avril, avec pour objectif son déploiement auprès de 50 000 postiers acteurs de la transition écologique.

1.4.4 Une entreprise de proximité qui contribue au développement des territoires et à l'accessibilité des services

- La Poste expérimente un modèle de bureau itinérant dans les zones isolées de 5 régions. Le groupe illustre ainsi sa volonté de dynamiser sa présence au cœur des zones rurales et, plus largement, de participer au maintien des services publics sur l'ensemble du territoire ;
- Le groupe La Poste et les Chambres d'agriculture s'associent pour développer les circuits courts et soutenir la vitalité des campagnes à travers le transport des produits frais des 10 000 agriculteurs du réseau Bienvenue à la ferme par Chronofresh, et le développement de relais La Poste dans les fermes et les communes rurales.

1.4.5 Un engagement et un leadership reconnus

- En janvier 2024, La Poste Immobilier a reçu le label Engagé RSE niveau 3 confirmé, qui atteste de son engagement en matière de responsabilité sociétale des entreprises. Ce label délivré par l'AFNOR signifie que l'entreprise a mis en place une stratégie RSE cohérente et ambitieuse, qu'elle évalue régulièrement ses impacts et qu'elle communique de manière transparente sur ses résultats. Il récompense les efforts de La Poste Immobilier pour concilier performance économique, sociale et environnementale, dans le respect de ses parties prenantes ;
- Reconnaissance du leadership ESG du groupe La Poste avec l'approbation par SBTi de ses objectifs de réduction des émissions carbone dans les domaines du transport, de la logistique et de la banque, vise « zéro émission nette » à horizon 2040, avec une décennie d'avance sur les objectifs de l'Accord de Paris ;
- CNP Assurances n°1 des 23 plus grands assureurs vie mondiaux dans le classement de l'ONG britannique ShareAction 2024, avec un score de 51/100, grâce ses engagements climat et biodiversité.

1.5 La Poste, entreprise attentive, qualifiante et engagée dans l'innovation sociale et la performance

1.5.1 Un nouveau cadre social, levier de performance

Conformément à la loi du 22 novembre 2022, La Poste a négocié avec les Organisations Syndicales le passage aux instances représentatives du personnel (IRP) de droit commun.

Le 21 juin 2024 avec la signature du dernier accord social sur le fonctionnement du CSE¹⁵-Central, La Poste aura terminé la négociation de dix accords collectifs, marquant l'installation des CSE avant le 31 octobre 2024.

Ces nouvelles IRP lui permettent de passer d'un système hybride de représentation du personnel, fondé sur le droit de la fonction publique avec les comités techniques et sur le droit du travail avec les CHSCT, à une représentation de droit commun avec 32 CSE d'établissement, des commissions, des représentants de proximité, des délégués syndicaux et un CSE central.

Les élections des membres des 32 CSE par les collaborateurs se dérouleront avant le 31 octobre 2024.

1.5.2 Associer les postiers aux résultats économiques de l'entreprise

La Poste a signé le 17 juin 2024 avec les Organisations Syndicales un nouvel accord d'intéressement pour les exercices 2024 à 2026, qui se décline selon quatre axes

- La performance économique de l'entreprise
- La qualité de la relation avec les clients
- La mobilisation pour l'environnement
- La qualité de vie professionnelle des postières et postiers.

1.5.3 Préparer les postiers aux métiers et compétences de demain

La Poste souhaite renforcer les parcours de formation diplômants et certifiants répondant aux besoins de demain : 500 itinéraires balisés et parcours pionniers disponibles à fin avril 2024.

L'entreprise souhaite également promouvoir la mobilité interne

- Mars 2024, mois de la mobilité du Groupe La Poste intitulé « 1.2.3. J'active ma carrière » : 10 000 participants
- Avril 2024 : participation à la 1ère semaine de la mobilité Groupe CDC
- Déploiement de nouveaux dispositifs pour accélérer la mobilité
 - Mobilité RH : à l'aide d'une technologie d'IA développée par La Poste proposer des postes correspondants aux compétences connues au travers des données des CV, parcours professionnels, entretiens annuels et entretiens professionnels ;
 - Proxijobs : expérimentation d'un outil permettant de proposer aux collaborateurs des postes à proximité de leur domicile
- Formation des postiers aux usages du numérique, de la DATA et de l'IA : 65% des postiers formés à fin mai 2024 (objectif de 100% à fin 2025) et déploiement d'une formation sur la DATA/IA spécifique pour les cadres dirigeants
- Ecole de la DATA&IA : une nouvelle promotion de 50 élèves postiers et non postiers pour se former aux métiers de Data Scientist, Data Ingénieur...

1.5.4 Promouvoir la diversité et l'inclusion

La Poste poursuit ses actions en faveur de l'intégration des jeunes dans l'emploi avec 5 000 jeunes accueillis à La Poste au 1^{er} semestre 2024 (CDI, CDD, alternants et stagiaires).

¹⁵ Comité social et économique

- Pour favoriser l'accueil des stagiaires de seconde, La Poste a signé le 11 avril 2024 une convention de coopération avec le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
- Employeur de choix : label Engagement jeunes obtenu en 2024 avec 80% de satisfaction des jeunes interrogés (label évaluant la qualité de l'accueil / insertion des jeunes en entreprises, la fierté d'appartenance, la qualité des politiques RH, la culture d'entreprise ...)

La Poste a renouvelé sa participation au baromètre de L'Autre Cercle du 22 janvier au 14 février 2024 (non- discrimination des personnes LGBT+), près de 2 300 postiers y ont participé.

Avec 9,33% de personnes en situation de handicap, La Poste est le premier handi-employeurs de France. Elle a pour la 3^{ème} année consécutive, réalisé une enquête sur le ressenti des postiers Bénéficiaires d'Obligation d'Emploi. Selon les résultats d'une enquête BVA réalisée en avril-mai 2024, 84% des postiers en situation de handicap estiment qu'ils sont bien intégrés dans l'entreprise (en progression de + 4 points par rapport à 2023).

La Poste est le premier employeur d'aidants en France avec plus de 5 200 postières et postiers aidants. La Poste et les organisations syndicales ont signé le 11 juillet 2024 un accord majoritaire pour la période 2024-2026 permettant aux postiers aidants de mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie personnelle.

1.5.5 Politique logement social

A fin juin 2024, 1 600 nouveaux postiers ont été logés par La Poste, en augmentation de 19% par rapport à juin 2023.

La 1^{ère} édition du salon virtuel du logement a été organisée pour les postiers du 28 au 30 mai 2024 : 3 200 postiers se sont connectés et 1 200 ont suivi les conférences de La Banque Postale sur l'accession à la propriété.

2. Indicateurs alternatifs de performance

2.1 Propos introductif

Le groupe utilise certains indicateurs alternatifs de performance (IAP), c'est à dire ne relevant pas du référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards). Ces IAP sont utilisés par le management du groupe La Poste qui les considère comme pertinents pour mesurer et analyser la performance du groupe. Toutefois ces IAP doivent être considérés comme des compléments n'ayant pas davantage de prééminence que les agrégats GAAP issus des états financiers consolidés et non comme des substituts à ceux-ci. Conformément à la position AMF DOC-2015-12, chaque IAP est défini ci-dessous.

2.2 Définitions des IAP

2.2.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est composé de l'ensemble des produits opérationnels du périmètre hors La Banque Postale, duquel sont retranchées les charges de fonctionnement et charges de personnel, hors dotations aux dispositifs de fin de carrière, de ce même périmètre hors La Banque Postale. Cet ensemble est complété par les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et dividendes reçus de La Banque Postale au cours de la période au titre des résultats de l'année précédente.

2.2.2 Free cash-flow

Le free cash-flow est constitué des éléments suivants EBITDA ajusté + variation du besoin en fonds de roulement + flux de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels nets des cessions d'actifs correspondantes + flux de trésorerie liés aux impôts + intérêts financiers nets versés + remboursement des passifs de location et charges d'intérêt sur passifs de location.

Chacun des agrégats du free cash-flow est additionné pour sa valeur en termes de flux de trésorerie (positif pour les entrées de cash et négatif pour les sorties de cash).

2.2.3 Dette nette

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières courantes et non courantes diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments dérivés liés au financement du groupe. Il comprend également la dette financière née de l'application de la norme IFRS 16 portant sur les contrats de location, les placements financiers court-terme sans risque de changement de valeur significatif mais dont l'échéance à la date de souscription est supérieure à trois mois à l'origine et la créance financière nette envers La Banque Postale.

La dette nette du groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle l'indicateur n'est pas pertinent.

2.2.4 Evolution à périmètre et change constants (évolution organique)

L'évolution à périmètre et change constants résulte de la différence entre le résultat obtenu au cours de la période et celui d'une période comparative, après avoir retraité l'incidence des acquisitions et cessions survenues entre-temps sur chacune des périodes. Les périodes comparées sont ainsi retraitées à périmètres de consolidation identiques. Les transactions en devises de la période comparative ont été valorisées au taux moyen de la période de référence.

2.2.5 Résultat d'exploitation y compris quote-part des sociétés sous contrôle conjoint

Le résultat d'exploitation est égal au résultat net de l'ensemble consolidé, retraité de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, de la charge d'impôt et du résultat financier.

2.2.6 Dette nette / Capitaux propres

Le ratio dette nette / capitaux propres est obtenu en rapportant la dette nette aux capitaux propres part du groupe.

2.2.7 Dette nette / EBITDA ajusté

Le ratio dette nette / EBITDA ajusté est obtenu en rapportant la dette nette à l'EBITDA ajusté.

2.2.8 Ratio Common Equity Tier 1 (CET1)

Ce ratio est le fruit du calcul des Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) rapportés au montant total d'exposition au risque (i.e. au total des actifs pondérés par les risques – RWA – au titre du risque de crédit et de contrepartie, risque de marché et risque opérationnel).

Le ratio CET1 est la référence permettant au superviseur d'apprécier la solvabilité d'un établissement bancaire.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (y compris CNP Assurances).

2.2.9 Liquidity Coverage Ratio (LCR)

Le LCR est un ratio mensuel de liquidité à court terme qui mesure la capacité de la banque à résister pendant 30 jours à une dégradation sévère de sa situation dans un contexte de choc systémique. En cible il doit être supérieur à 100 %.

Ce ratio est calculé en divisant la somme des actifs liquides de qualité et libres de tout engagement par le besoin de liquidités sous stress à horizon de 30 jours.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (hors CNP Assurances).

2.2.10 Net Stable Funding Ratio (NSFR)

Le NSFR garantit que les banques disposent de suffisamment de ressources « stables » (c'est-à-dire des ressources de maturité initiale supérieure à un an) pour financer leurs activités. Ce ratio structurel de liquidité à long terme sur une période d'un an, vise à fournir une structure viable des échéances des actifs et passifs.

Le NSFR correspond au montant du financement stable disponible rapporté au montant du financement stable exigé. Ce ratio devrait, en permanence, être au moins égal à 100 %.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (hors CNP Assurances).

2.2.11 Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation se calcule en divisant les frais de gestion par le produit net bancaire corrigé des intérêts douteux. Les frais de gestion représentent la somme des charges générales d'exploitation et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

Ce ratio est calculé pour La Banque Postale et ses filiales (y compris CNP Assurances).

2.2.12 Taux de couverture du SCR (Solvency capital requirement)

Le SCR correspond au niveau de fonds propres éligibles permettant à un assureur d'absorber des pertes significatives, et donnant une assurance raisonnable que les engagements envers les assurés et les bénéficiaires seront honorés lorsqu'ils seront dus.

Le Taux de couverture du SCR se calcule en divisant les fonds propres éligibles à la couverture du SCR par le SCR. Cet indicateur permet de mesurer la solvabilité pondérée par les risques : plus le taux de couverture du SCR est élevé, plus l'assureur est en mesure d'absorber des pertes potentielles.

Ce ratio est calculé pour CNP Assurances et les filiales qu'elle consolide.

3. Synthèse des résultats consolidés du groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2024 du groupe La Poste.

	Semestre clos le 30 juin					
	2024.06	2023.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Performance opérationnelle du Groupe						
Produits opérationnels	16 985	17 086	-102	-0,6	-155	-0,9
Résultat d'exploitation (après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	1 127	1 166	-39	-3,4	-137	-11,1
Marge opérationnelle	6,6%	6,8 %	-		-	
Résultat net part du Groupe	495	461	+34	+7,3	-57	-10,6
Marge nette	2,9%	2,7%	-	0,2 pt	-	-0,3 pt
Free cash-flow	-261	-128	-132	n.s.		
EBITDA ajusté	1 134	1 480	-346	-23,4		
Chiffres clés - La Banque Postale						
Produit Net Bancaire	3 649	3 864	-215	-5,6	-265	-6,9
Coefficient d'exploitation ^(a)	69,9 %	63,8 %	-	6,0 pts		

(a) Périmètre La Banque Postale & CNP Assurances

	Semestre clos le 30 juin			
	2024.06	2023.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Indicateurs financiers clés				
Dettes nettes	12 359	11 997	+362	+3,0
Dettes nettes / EBITDA ajusté ^(a)	7,8	6,2		
Capitaux Propres Part du Groupe	22 680	22 424	+256	+1,1
Dettes nettes / CP	54,5 %	53,5%	-	+1,0 pt
Résultat net ^(b) / CP	2,4%	2,3%	-	+0,1 pt
Common Equity Tier 1	19,0 %	18,1 %	-	+0,8 pt
LCR	169 %	146 %	-	+23 pts
NSFR ^(c)	133 %	132 %	-	+1 pt
Ratio crédits sur dépôts	89,8 %	88,4 %	-	+1,4 pt
Taux de Couverture du SCR	263 %	253 %	-	+10 pts

(a) EBITDA ajusté calculé sur 12 mois glissants

(b) Résultat net calculé sur 12 mois glissants

(c) Donnée estimée

3.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du groupe La Poste s'établissent à 16 985 millions d'euros à fin juin 2024, et baissent de 102 millions d'euros par rapport à fin juin 2023 soit -0,6 %, dans un contexte de recul de l'inflation, de faible croissance et de début de desserrement des taux d'intérêt en Europe. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des produits de CNP Assurances.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin					
	2024.06	2023.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
		<i>retraité sectoriel</i>	<i>vs n-1</i>		<i>vs n-1</i>	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	4 983	4 989	-6	-0,1	-6	-0,1
Geopost	7 741	7 639	+102	+1,3	+111	+1,5
La Banque Postale	3 649	3 864	-215	-5,6	-265	-6,9
Grand Public Numérique	3 209	3 337	-128	-3,8	-142	-4,3
Autres secteurs et intercos	-2 597	-2 743	+145	-5,3	+147	-5,4
PRODUITS OPERATIONNELS	16 985	17 086	-102	-0,6	-155	-0,9

Les effets périmètre s'élèvent à 18 millions d'euros, répartis entre La Banque Postale (+66 millions d'euros), Grand Public Numérique (+14 millions d'euros), Services-Courrier-Colis (+1 million d'euros) et Geopost (-61 millions d'euros). Les effets change s'élèvent à +36 millions d'euros dont essentiellement +32 millions d'euros sur la livre sterling, +28 millions d'euros sur le zloty polonais, -15 millions d'euros sur le peso argentin et -12 millions d'euros sur le rouble.

A périmètre et change constants, les produits opérationnels du groupe baissent de 155 millions d'euros par rapport à fin juin 2023, soit -0,9 %.

Cette évolution est marquée par les éléments suivants :

- Chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 4 983 millions d'euros, en baisse organique de 6 millions d'euros, soit -0,1 %. La croissance du e-commerce poussée par Colissimo et Logissimo, le développement des nouveaux services tiré par la filiale EDE et la hausse du pôle Santé & Autonomie ne parviennent pas à compenser la baisse du courrier traditionnel (chiffre d'affaires du Courrier en recul de -55 millions d'euros) ;
- Chiffre d'affaires de la branche Geopost à 7 741 millions d'euros, en croissance organique de 111 millions d'euros (+1,5 %). Cette croissance s'explique principalement par la hausse du chiffre d'affaires de GEOPOST¹⁶ de +133 millions d'euros tirée par la croissance des volumes de colis distribués (en croissance organique de +3 %) et plus particulièrement la croissance du marché du « Hors Domicile » qui progresse dans l'ensemble des pays européens. A noter la fermeture des activités de logistique urbaine d'Urby en 2023 qui génère une baisse du chiffre d'affaires de -14 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023 ;
- Produit Net Bancaire de La Banque Postale à 3 649 millions d'euros, en décroissance organique de 265 millions d'euros. Cette baisse s'explique notamment par la baisse des produits nets bancaires Bancassurance France (-214 millions d'euros) et Bancassurance Internationale (-73 millions d'euros) sous l'effet principalement de la baisse de la marge

¹⁶ Terme défini en section 4.3.

d'assurance impactée par un effet de base lié à des bonis exceptionnels au premier semestre 2023 (-227 millions d'euros d'impact), notamment en emprunteur et prévoyance ;

- Chiffre d'affaires de la branche Grand Public et Numérique à 3 209 millions d'euros, en décroissance organique de 142 millions d'euros (-4,3%), sous l'effet du recul des activités pour compte de tiers en baisse de -128 millions d'euros et du repli des activités commerciales en décroissance de -14 millions d'euros impactées par le recul des activités Courrier.

3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2024 à +1127 millions d'euros. Hors effets périmètre de 107 millions d'euros (dont 76 millions d'euros liés à la sortie de Stuart et dont 36 millions d'euros liés à l'intégration de La Financière de l'Echiquier) et hors effets change de -10 millions d'euros (dont -14 millions sur le peso argentin et +5 millions d'euros sur la livre sterling), la baisse organique du résultat d'exploitation est de -137 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023. Cette évolution intègre un ensemble d'événements non récurrents significatifs dont le détail est présenté en chapitre dédié à l'analyse du Résultat net part du groupe. Retraité de ces éléments, la baisse du résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint du groupe est de -435 millions d'euros à périmètre et change constants.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin					
	2024.06	2023.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			sectoriel retraité	vs n-1	vs n-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	-42	134	-176	n.s.	-176	n.s.
Geopost	333	19	+314	n.s.	+230	n.s.
La Banque Postale	1 111	1 326	-215	-16,2	-231	-17,7
Grand Public Numérique	61	138	-76	-55,6	-74	-54,0
Immobilier	16	7	+9	n.s.	+9	n.s.
Supports et Structures	-159	-116	-43	+37,1	-43	+37,1
Non affecté et éliminations	-194	-341	+148	-43,2	+148	-43,3
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	1 127	1 166	-39	-3,4	-137	-11,1

3.3 Résultat net

Le résultat net part du groupe, à +495 millions d'euros, augmente globalement de 34 millions d'euros par rapport à fin juin 2023. Après retraitement des effets périmètre de 96 millions d'euros liés à la cession de Stuart par Geopost en 2023 et à l'acquisition de La Financière de l'Echiquier par La Banque Postale, et des effets change de -6 millions d'euros, le résultat net part du groupe baisse de 57 millions d'euros. Après retraitement des événements comptables significatifs de 2024 et de 2023 décrits en chapitre dédié à l'analyse du Résultat net part du groupe (chapitre 5.2), il diminue de 272 millions d'euros par rapport à fin juin 2023 à périmètre et change constants, la diminution de la charge d'impôts et la hausse de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (Ninja Van et Yurtici Kargo) compensant une part de la baisse intrinsèque du résultat d'exploitation.

3.4 Variation de la dette nette

La dette nette du groupe à 12 359 millions d'euros à fin juin 2024 est en augmentation de 362 millions d'euros au cours du premier semestre 2024.

La variation de dette du groupe se caractérise par un Free cash-flow généré de -261 millions d'euros, en baisse de 132 millions d'euros sous l'effet de l'enregistrement en 2023 d'une reprise de provision pour avantages postérieurs à l'emploi d'un montant de 293 millions d'euros auquel s'ajoutent le solde net des opérations de croissance externe de 58 millions d'euros et les dividendes versés, et assimilés, pour un montant global de 25 millions d'euros.

4. Résultats opérationnels par secteur d'activité

4.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du groupe La Poste.

Publié 2024.06	Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public & Numérique	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>									
CA & PNB Externes	3 956	7 678	3 625	1 589	59	2	75		16 985
CA & PNB Intersecteurs	1 027	63	23	1 620	411	688	0	-3 832	
Produits opérationnels	4 983	7 741	3 649	3 209	470	690	75	-3 832	16 985
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	-42	334	1 097	51	20	-159	-155	-39	1 107
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-1	14	10	-3	0	0	0	20
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-42	333	1 111	61	16	-159	-155	-39	1 127

Retraité sectoriel 2023.06	Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public & Numérique	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>									
CA & PNB Externes	3 953	7 583	3 840	1 587	54	1	68		17 086
CA & PNB Intersecteurs	1 036	56	24	1 750	387	669	0	-3 923	
Produits opérationnels	4 989	7 639	3 864	3 337	441	670	68	-3 923	17 086
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	134	20	1 324	130	8	-116	-340	-2	1 158
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-1	2	8	-0	0	0	0	9
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	134	19	1 326	138	7	-116	-340	-2	1 166

L'information sectorielle du 1^{er} semestre 2023 a été retraitée afin de prendre en compte le transfert, intervenu sur le 1^{er} semestre 2024, de la société Docaposte BPO IS entre le secteur Grand Public et Numérique et le secteur Services-Courrier-Colis.

4.2 Services–Courrier–Colis

La branche Services–Courrier–Colis regroupe :

- L'activité courrier Entreprise de La Poste SA (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse), l'activité e-PAQ (petits paquets import e-commerce) ainsi que les nouveaux services de proximité (logistique de proximité, connaissance des territoires) ;
- L'activité colis (Colissimo) de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC en France et à l'export ;
- L'ensemble des activités des filiales intervenant sur les marchés de diversification :
 - Marketing direct et data-marketing (Mediaposte) ;
 - Solutions de logistique et e-logistique (Viaposte) ;
 - Prestation de santé à domicile et prévention de la perte d'autonomie (Santé & Autonomie) ;
 - Efficacité énergétique, économie circulaire (Nouveaux Services).

	2024.06	2023.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			retraité sectoriel	vs N-1	vs N-1	vs N-1
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	4 983	4 989	-6	-0,1	-6	-0,1
dont CA Courrier Maison-Mère	3 355	3 410	-55	-1,6	-55	-1,6
dont CA Colis	1 088	1 045	43	+4,1	43	+4,1
dont CA Filiales Services Courrier Colis	540	534	6	+1,1	6	+1,1
Charges opérationnelles	-5 026	-4 856	-170	+3,5	-170	+3,5
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-42	134	-176	n.s.	-176	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	0	-	0	-
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-42	134	-176	n.s.	-176	n.s.

4.2.1 Activité Courrier

Le chiffre d'affaires s'établit à 3 355 millions d'euros, en baisse de -55 millions d'euros, soit -1,6 % par rapport au 30 juin 2023. Cette évolution s'explique notamment par :

- Un effet volume de -216 millions d'euros sur la base du chiffre d'affaires Entreprise donnant lieu à trafic, soit -9,9 %. Cette décroissance est partiellement compensée par la hausse tarifaire entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024 de +6,6 % en moyenne représentant un impact de +144 millions d'euros sur le chiffre d'affaires donnant lieu à trafic ;
- Une augmentation de +49 millions d'euros au titre des élections européennes et du premier tour des élections législatives en 2024 ;
- Une baisse de l'international de -20 millions d'euros.

4.2.2 Activité Colissimo

Le chiffre d'affaires s'établit à 1 088 millions d'euros, en augmentation de +43 millions d'euros, soit +4,1 % par rapport au 30 juin 2023. Cette évolution s'explique principalement par la croissance des volumes de +6,5 % à jours ouvrés équivalents et par des hausses tarifaires. Le volume des colis distribués s'établit à 210¹⁷ millions d'objets.

¹⁷ Périmètre BSCC

4.2.3 Activité Filiales branche Services-Courrier-Colis

Le chiffre d'affaires s'établit à 540 millions d'euros, en hausse de 6 millions d'euros par rapport au 30 juin 2023 soit 1,1 %.

- Les activités du pôle Mediaposte enregistrent une diminution organique de -23 millions d'euros, liée principalement à la baisse d'activité de la distribution des imprimés publicitaires chez Mediaposte France (-24 millions d'euros) ;
- Les filiales du pôle Nouveaux Services affichent un chiffre d'affaires en hausse organique de +20 millions d'euros par rapport au 30 juin 2023, en lien avec la hausse des volumes de trading de CEE¹⁸ chez EDE ;
- Le pôle Santé & Autonomie enregistre une croissance organique de +8 millions d'euros, tirée principalement par le développement commercial d'Asten (+7 millions d'euros) ;
- Le pôle Viaposte affiche une hausse organique de +3 millions d'euros, tirée principalement par la croissance des offres de transport externes de la filiale VTМ.

4.2.4 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est de -42 millions d'euros, en baisse organique de -176 millions d'euros par rapport au 30 juin 2023 qui s'explique principalement par :

- Un résultat d'exploitation de l'activité Courrier en baisse de -162 millions d'euros, sous les effets conjugués du repli de l'activité et de l'inflation, atténués par des mesures de contentions des charges d'exploitation ;
- Un résultat d'exploitation de l'activité Colissimo en baisse de -2 millions d'euros, liée principalement à une évolution défavorable du mix client ;
- Un résultat d'exploitation des filiales en baisse organique de -12 millions d'euros principalement due au repli de l'activité de Mediaposte France, partiellement compensé par la hausse du pôle Viaposte.

¹⁸ Certificat d'économies d'énergie

4.3 Geopost

L'activité de la branche Geopost regroupe :

- GEOPOST, qui opère les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger ;
- Asendia qui propose des solutions de courriers transfrontières ;
- Alturing, qui délivre son expertise SI dans les métiers du colis au service des entités du groupe.

Pour rappel les activités de logistique urbaine d'Urby ont été fermées en 2023.

	2024.06	2023.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs N-1		vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	7 741	7 639	+102	+1,3	+111	+1,5
dont CA GEOPOST	6 498	6 387	+111	+1,7	+133	+2,1
dont CA Asendia	1 239	1 234	+5	+0,4	-7	-0,6
dont CA Urby	0	14	-14	-100,0	-14	-100,0
dont CA Alturing	3	3	-0	-3,0	-0	-3,0
Charges opérationnelles	-7 407	-7 619	+212	-2,8	+119	-1,6
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	334	20	+314	n.s.	+230	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-1	-1	+1	-44,9	+1	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	333	19	+314	n.s.	+230	n.s.

4.3.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la branche Geopost s'élève à 7 741 millions d'euros, en hausse de +102 millions d'euros, soit +1,3 % par rapport au 30 juin 2023. Les effets périmètre de -61 millions d'euros sont essentiellement liés à la cession de Stuart en novembre 2023 et à l'intégration d'Absolutely. Les effets change sont de +52 millions d'euros, dont +33 millions d'euros sur la livre sterling, +28 millions d'euros sur le zloty polonais et -12 millions d'euros sur le rouble. A périmètre et change constants, la croissance est de +111 millions d'euros, soit +1,5 %.

Le chiffre d'affaires de GEOPOST s'établit à 6 498 millions d'euros en progression organique de +133 millions d'euros, soit +2,1 %, dans un contexte macro-économique en légère amélioration mais toujours difficile, caractérisé par des niveaux d'inflation en baisse par rapport au 30 juin 2023 et une croissance limitée du PIB en Europe. Le volume des colis distribués par GEOPOST s'établit à 1 040 millions de colis, en croissance organique de +3 % par rapport au 30 juin 2023. Une croissance tirée principalement par le marché du « Hors Domicile » qui progresse sur l'ensemble des pays européens et plus particulièrement sur les flux en provenance de Chine sur les marchés des pays Baltes et de l'Europe centrale et orientale.

Les dynamiques des principaux pays dans lesquels GEOPOST est présent sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires au Royaume-Uni s'établit à 1 161 millions d'euros, en décroissance organique de -10 millions d'euros. Cette baisse s'explique principalement par un effet mix client défavorable ;

- Le chiffre d'affaires en France s'élève à 1146 millions d'euros, en croissance organique de +45 millions d'euros, portée par des hausses tarifaires et par la croissance des volumes « Hors Domicile » chez Chronopost ;
- Le chiffre d'affaires en Allemagne s'établit à 1067 millions d'euros, en croissance organique de +14 millions d'euros, malgré des volumes en baisse de -6,6 %. Cette évolution s'explique par un mix client favorable induit par la progression des flux internationaux et par les hausses tarifaires ;
- Le chiffre d'affaires en Italie s'élève à 935 millions d'euros, en décroissance organique de -31 millions d'euros qui s'explique principalement par une baisse des volumes de -6,7 % ;
- Le chiffre d'affaires en Pologne s'établit à 477 millions d'euros, en hausse organique de +54 millions d'euros grâce à la croissance de +11 % des trafics ;
- Le chiffre d'affaires d'Asendia s'établit à 1239 millions d'euros, en baisse organique de -7 millions d'euros dont +49 millions d'euros sur l'activité Logistique et -57 millions d'euros sur l'activité Digitale.

4.3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à +333 millions d'euros, en augmentation de +314 millions d'euros. Après retraitement des effets périmètre et change de +84 millions d'euros, principalement liés à la cession de Stuart, la croissance organique est de +230 millions d'euros sous l'effet d'un ensemble d'évènements non récurrents significatifs dont le détail est présenté en chapitre dédié à l'analyse du résultat net part du groupe. Retraité de ces éléments (dont la reprise de dépréciation des actifs de DPD Russie, la cession immobilière vers La Poste Immobilier au premier semestre 2024 et l'impact d'un litige d'une filiale italienne, la dépréciation des actifs de Stuart et l'enregistrement de provisions pour fermeture d'Urby au premier semestre 2023), le résultat d'exploitation est en repli de -103 millions d'euros.

Le résultat net part du groupe de la branche Geopost s'élève à +131 millions d'euros, en croissance de +233 millions d'euros à périmètre et change constants, qui s'explique principalement par la hausse du résultat d'exploitation. L'impact défavorable du résultat financier de -39 millions d'euros à périmètre et change constants est partiellement compensé par une amélioration de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence de +34 millions d'euros en lien avec l'amélioration des résultats de Ninja Van et de la croissance Yurtici Kargo.

4.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale refacturés par La Poste à La Banque Postale, régis par une convention de répartition de frais.

4.4.1 Activités commerciales

	2024.06	2023.06	Variation	
(encours en milliards d'euros)		Proforma	(en Md€)	(en %)
EPARGNE BILAN	199,2	206,2	-7,0	-3,4
Dépôts à vue	78,2	83,4	-5,2	-6,2
Epargne ordinaire	96,9	95,3	+1,7	+1,7
Livret A	68,1	68,5	-0,4	-0,7
LEP	9,0	7,2	+1,8	+25,1
LDD	11,7	10,6	+1,1	+10,2
Autres livrets	8,2	9,0	-0,8	-8,8
Epargne logement	23,1	26,9	-3,8	-14,1
Autres	1,0	0,6	+0,3	+51,8
EPARGNE HORS BILAN	373,7	369,2	+4,5	+1,2
OPCVM ^a	13,0	12,2	+0,8	+6,6
Assurance-Vie ^b	360,7	357,0	+3,7	+1,0
CREDITS CLIENTELE	124,2	124,2	0,0	0,0
Crédits immobiliers	74,7	74,9	-0,2	-0,2
Crédits à la consommation	6,2	6,0	0,3	+4,9
Autres crédits	0,8	0,9	-0,1	-6,4
Financements ^c	42,4	42,5	-0,1	-0,2

(a) Périmètre Bancassurance France y compris Louvre Banque Privée, hors Banque des Entreprises et du Développement Local

(b) Périmètre CNP Assurances (France et International) et autres assureurs LBP – tous distributeurs et réseau

(c) Financements Banque des Entreprises et du Développement Local y compris affacturage

L'activité commerciale est en retrait sur le premier semestre 2024 avec des encours d'épargne bilan en baisse de -3,4 % et des encours de crédits clientèle stables par rapport au premier semestre 2023.

Les encours de dépôt à vue à 78,2 milliards d'euros, sont en diminution de 5,2 milliards d'euros sur un an (-6,2 %). En contrepartie, l'épargne ordinaire est en progression de +1,7 % sur douze mois à 96,9 milliards d'euros. Les encours de livret A sont en baisse de -0,7 % à 68,1 milliards d'euros dont le taux est maintenu à 3,0 % depuis le 1^{er} février 2023. Les encours LEP progressent de +25,1 % (+1,8 milliard d'euros) suite au rehaussement de son plafond, passant de 7 700 euros à 10 000 euros, depuis le 1^{er} octobre 2023.

La collecte brute d'assurance vie CNP Assurances s'établit à 15 milliards d'euros (-2,1 %), malgré une bonne dynamique en France portée par les succès des offres UC « emprunt bancaire », des campagnes Lagarde LBP et des nouvelles offres et campagnes bonus en Europe. Le taux d'unités de compte atteint 48,5 % (+1,3 point par rapport à fin juin 2023).

En Prévoyance / Protection, les primes acquises s'élèvent à 3,8 milliards d'euros à fin juin 2024, -1,4 % par rapport à juin 2023. Le taux d'équipement en assurances non-vie atteint 31 % (+0,7 point sur un an).

Sur le premier semestre 2024, la production de crédit immobilier est de 3,6 milliards d'euros, soit un retrait de 32,8% par rapport à fin juin 2023, lié principalement à la contraction du marché malgré des taux de crédit qui baissent par rapport à l'année dernière. Les encours de crédits immobiliers sont stables à -0,2 % sur un an à 74,7 milliards d'euros.

Dans un contexte de marché en retrait, la production des crédits à la consommation connaît une diminution limitée de 2,2 %. Les encours de crédit à la consommation à 6,2 milliards d'euros progressent, quant à eux, de +0,3 milliard d'euros (+4,9 %) rapport au premier semestre 2023.

Les encours de financement de la Banque de Financement et d'Investissement s'établissent à 42,4 milliards d'euros, en légère baisse de -0,2% sur un an. Les encours de financement aux grandes entreprises atteignent 10,2 milliards d'euros (-1,6 %) et les encours de financement des PME/ETI progressent significativement de 7,8 % à 12,1 milliards d'euros. De plus, les financements aux Institutions financières et aux Grandes institutions sont les plus dynamiques avec une croissance de l'encours de 14,9%, à hauteur de 2,6 milliards d'euros et les encours des financements au Secteur public local sont en recul de 6,1% et s'établissent à 17,5 milliards d'euros.

La production d'affacturage (CA acheté) s'élève à 12,5 milliards d'euros, en progression de 11,6 %.

4.4.2 Performance opérationnelle

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 3 649 millions d'euros sur le premier semestre 2024, en baisse de -215 millions d'euros, dans un contexte économique incertain.

La marge nette d'intérêts (MNI) est en baisse de -8,3 % (-73 millions d'euros) pour atteindre 810 millions d'euros, impactée par la fin de la rémunération des réserves obligatoires par la BCE, le renchérissement du coût des ressources avec toutefois un redressement des marges.

Les commissions sont en légère hausse de +7,1 % (+95 millions d'euros), essentiellement sur les commissions bancaires (+45 millions d'euros) sous l'effet de la hausse de la tarification.

Les revenus de l'assurance sont en recul de -275 millions d'euros impactés par la baisse de la marge d'assurance, en raison d'un premier semestre 2023 intégrant des éléments exceptionnels favorables et non récurrents (227 millions d'euros d'impact), notamment en emprunteur et prévoyance en France et au Brésil.

Les frais de gestion de la branche Banque Postale sont en hausse de 1,5 % par rapport à fin juin 2023, à 2 440 millions d'euros. Hors effets périmètre et change et hors impact du projet de cession des activités de Ma French Bank, les frais de gestion sont stables sous l'effet de la fin de la contribution au FRU et d'une gestion maîtrisée des charges sur le périmètre bancaire en ligne avec le plan d'économies lancé en 2023.

Le résultat brut d'exploitation de la branche, à 1 209 millions d'euros, est en baisse de -17,3%. Le coefficient d'exploitation de La Banque Postale s'établit à 69,9 % en hausse de 6 points.

Le coût du risque, à -100 millions d'euros, est stable (+1 million d'euros) par rapport à fin juin 2023 dans un environnement économique qui reste incertain. Rapporté aux encours de crédit, il se situe à un niveau bas à 11 points de base reflétant la faible exposition aux secteurs les plus impactés par le contexte économique actuel et une gestion prudente des risques.

La contribution de la branche La Banque Postale au résultat net part du groupe s'élève à 554 millions d'euros, en baisse de -10,8 % (-12,4 % à périmètre et change constants).

	2024.06	2023.06	Variation		Variation à périmètre et change constants	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Produit net bancaire	3 649	3 864	-215	-5,6	-265	-6,9
Frais de gestion (a)	-2 440	-2403	-37	+1,5	-3	+0,1
Résultat brut d'exploitation	1 209	1 461	-252	-17,3	-268	-18,6
Coût du risque	-100	-101	1	-1,1	1	-1,1
Gains et pertes sur autres actifs	-12,3	-36,2	24	-66,0	24	n.s.
Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	0	0	0	-	0	-
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	1 097	1 324	-227	-17,2	-243	-18,6
Coefficient d'exploitation LBP	69,9%	63,8%		+6,0 pts		+6,1 pts
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	14	2	12	n.s.	12	n.s.
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	1 111	1 326	-215	-16,2	-231	-17,7
Impôts sur les sociétés	-428	-573	146	-25,4	149	-26,2
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	-	0	-
Intérêts minoritaires	-129	-132	3	-2,3	7	-5,2
Résultat net part du groupe	554	621	-67	-10,8	-76	-12,4
dont Bancassurance France	215	354	-139	-39,3	-139	-39,3
dont Bancassurance international	128	171	-43	-25,0	-36	-21,9
dont Banque Patrimoniale & Gestion d'Actifs	50	34	15	+44,8	-3	-10,3
dont Banque des Entreprises et du Développement Local	104	99	5	+4,8	7	+6,9
dont Hors Pôles	57	-38	95	n.s.	96	n.s.

(a) Le montant des Frais de gestion intègre un effet positif de la refacturation La Poste Services Financiers pour 38,9 millions d'euros 30.06.2024 et un effet positif pour 40,2 millions d'euros au 30.06.2023.

4.4.2.1 Bancassurance France

Le produit net bancaire, à 2742 millions d'euros, est en retrait de -7,2%. Les revenus de l'assurance sont pénalisés par des effets de base liés à la non-reconduction de bonis exceptionnels sur la sinistralité (décès) constatés au premier semestre 2023 en lien avec la réforme des retraites, et une marge financière moins favorable. Les revenus de la banque sont résilients : la baisse de la MNI impactée par la baisse du rendement du stock de crédits immobiliers et la décollecte des dépôts, est partiellement compensée par la croissance des commissions bancaires (effet de la hausse tarifaire) et commissions financières (assurance vie).

Les frais de gestion sont en hausse contenue de +2,0% en lien avec l'inflation et l'augmentation des coûts de distribution.

Le résultat net part du groupe, à 215 millions d'euros, est en recul de -39,3% (139 millions d'euros).

4.4.2.2 Bancassurance International

Le produit net bancaire, à 565 millions d'euros, est en recul de -13,6% (-11,5% à périmètre et change constants) en raison d'effets de base défavorables liés à des événements exceptionnels favorables au premier semestre 2023, notamment sur la prévoyance protection, et la régularisation de sinistres au Brésil. En Italie, les revenus baissent sous l'effet de la hausse des rachats en raison de la concurrence des bons du Trésor italiens (BTP), et ce malgré de bonnes performances commerciales soutenues par les campagnes de bonus.

Les frais de gestion sont en légère baisse de 9,9 millions d'euros (-4,8 % à périmètre et change constants) en lien avec la baisse des coûts liés aux projets et la poursuite de l'internalisation de certains services.

Le résultat net part du groupe, à 128 millions d'euros, est en baisse de 42,8 millions d'euros (-36 millions d'euros à périmètre et change constants).

4.4.2.3 *Banque Patrimoniale et Gestion d'Actifs*

Le produit net bancaire, à 232 millions d'euros, est en progression de +40,1 % (+1,8 % à périmètre constant) portée par les commissions et les placements de trésorerie (+6 millions d'euros). L'intégration de LFDE représente un impact favorable en PNB de 63,5 millions d'euros.

Les frais de gestion sont en hausse de +32,3 % en lien avec l'intégration de LFDE et l'accompagnement au développement de la banque patrimoniale (+23 sites en un an).

Le résultat net part du groupe est de 49,8 millions d'euros, en hausse de +44,8 % (15,4 millions d'euros) dont l'effet entrée de périmètre de LFDE (18,7 millions d'euros).

4.4.2.4 *Banque des Entreprises et du Développement Local*

Le produit net bancaire, à 476 millions d'euros, est en hausse de +4,7 %, portée par une bonne dynamique des financements spécialisés (volumes et développement des commissions up front) et par la réalisation de plus-values sur le premier semestre 2024.

Les frais de gestion sont en hausse de +5,3 % principalement liée au projet GEMO¹⁹.

Le résultat net part du groupe s'élève à 104 millions d'euros (4,8 millions d'euros par rapport à fin juin 2023).

4.4.2.5 *Hors Pôles*

Le résultat net part du groupe du pôle s'élève à 57 millions d'euros versus -38 millions d'euros à fin juin 2023, soit + 95 millions. Les résultats se caractérisent par les éléments suivants :

- le reclassement des charges de distribution associées aux contrats d'assurance, comptabilisées en déduction du PNB en application de la norme IFRS17 (-15 millions d'euros) ;
- une baisse de la contribution FRU et FGDR qui passe de 53,2 millions d'euros à fin juin 2023 à 20,5 millions d'euros à fin juin 2024 dans les frais de gestion (-32,7 millions d'euros).

¹⁹ GEMO, « Gérer Ensemble la Modernisation de l'Organisation », est un projet lancé en février 2023 avec pour objectif de créer une structure organisationnelle plus efficace et collaborative entre les équipes métiers et informatiques.

4.4.3 Structure financière

	2024.06	2023.12	Variation
Bilan (en Mds€)	727,1	738,2	-1,5%
Solvabilité			
Fonds propres CET1 (Mds€)	17,9	17,5	+2,3%
Ratio Common Equity Tier 1	19,0%	18,1%	+0,8 pt
Ratio de solvabilité	23,1%	22,2%	+0,9 pt
Ratio de levier	7,3%	7,3%	0,0 pt
Ratio MREL subordonné (LRE)	10,2%	10,2%	0,0 pt
Ratio MREL subordonné (RWA)	28,7%	27,6%	+1,1 pt
Taux de couverture du SCR ^a	263%	253%	+10 pts
Liquidité			
Ratio LCR	169%	146%	+23 pts
Ratio NSFR ^b	133%	132%	+1 pt
Ratio crédits / dépôts	89,8%	88,4%	+1,4 pt

(a) Au périmètre CNP Assurances Holding

(b) Donnée estimée

La Banque Postale présente une structure financière solide avec un ratio Common Equity Tier 1 estimé à 19,0 % au 30 juin 2024 (+0,8 point par rapport fin juin 2023).

Le ratio global de solvabilité s'établit à 23,1%, en hausse de 0,9 point par rapport à fin juin 2023.

Le taux de couverture du SCR est de 263% au 30 juin 2024 (+10,0 points par rapport au 30 juin 2023 au périmètre CNP Assurances Holding).

À fin juin 2024, le ratio de levier est stable à 7,3% ²⁰, supérieur au minimum réglementaire de 3%.

La position de liquidité du bilan demeure supérieure aux exigences réglementaires et se traduit par un ratio crédits sur dépôts à 89,8 %, reflétant une bonne capacité de financement. Les ratios de liquidité demeurent à un niveau très élevé avec un ratio LCR estimé à 169% et un ratio NSFR estimé à 133%.

4.5 Grand Public et Numérique

La branche Grand Public et Numérique commercialise les produits et services postaux, financiers et téléphoniques auprès des particuliers et des professionnels en s'appuyant sur le Réseau La Poste et sur les solutions et services numériques du groupe, dans le cadre d'une relation client omnicanale. Elle porte également la transformation numérique du groupe.

Les activités de la branche Grand Public et Numérique sont organisées en deux pôles :

- Un premier qui regroupe les activités commerciales de la branche, avec principalement les activités Courrier et Colis ainsi que les filiales numériques Docaposte, LP11 et La Poste Services A la Personne (LPSAP),
- Un second qui rassemble les activités et services pour compte de tiers avec les refacturations du réseau et les projets transverses de la direction numérique.

²⁰ Ratio de levier excluant 100 % de l'épargne centralisée à la Caisse des Dépôts conformément aux dispositions du Règlement CRR2.

	2024.06	2023.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
		retraité sectoriel	vs N-1		vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	3 209	3 337	-128	-3,8	-142	-4,3
dont activités commerciales	1 600	1 600	-0	-0,0	-14	-0,9
dont activités et services pour compte de tiers	1 610	1 738	-128	-7,36	-128	-7,36
Charges opérationnelles	-3 158	-3 207	+49	-1,54	+65	-2,04
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	51	130	-79	-60,6	-76	-58,9
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	10	8	+2	+29,7	+2	+29,7
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	61	138	-76	-55,6	-74	-54,0

4.5.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à 3 209 millions d'euros, en diminution de -128 millions d'euros, soit -3,8 % par rapport à fin juin 2023. Après retraitement des effets périmètre et change de +14 millions d'euros qui concernent Docaposte pour +17 millions d'euros (liés à l'intégration des sociétés Maincare, Weliom, Axona et Acuitude) et LP11 pour -3 millions d'euros (cession d'Optelo), la baisse organique du chiffre d'affaires est de -142 millions d'euros par rapport à fin juin 2023 soit (-4,3 %).

4.5.1.1 Activités commerciales

Le chiffre d'affaires des activités commerciales s'établit à 1 600 millions d'euros, en décroissance organique de -14 millions d'euros qui se décompose de la manière suivante :

- Les activités Grand Public enregistrent une baisse organique de -16 millions d'euros pour un chiffre d'affaires qui s'élève à 1 136 millions d'euros. Cette baisse est principalement due au recul des activités Courrier de -14 millions d'euros sous l'effet d'une baisse des volumes de -14 % compensée par un effet prix de +9 %. Les activités colis ont augmenté de +2 millions d'euros grâce à une croissance des volumes de +5 % stimulée par les envois des petits pros et de l'offre Vinted ;
- Les filiales numériques (Docaposte, LP11, LPSAP et Editique) enregistrent un chiffre d'affaires stable de 453 millions d'euros. LP11 a connu une croissance organique de +6 millions d'euros liée essentiellement à Marketshot et Probayes compensant la contre-performance de Docaposte (-7 millions d'euros) qui malgré le développement des activités dans les Services de Confiance Numérique voit son chiffre d'affaires reculé dans les Entreprises de Services Numériques en lien avec un marché en ralentissement;
- Les autres activités commerciales²¹ augmentent de +3 millions d'euros par rapport à fin juin 2023 et atteignent 11 millions d'euros.

4.5.1.2 Activités et services pour compte de tiers

Les facturations pour compte de tiers s'établissent à 1 610 millions d'euros en diminution de -128 millions d'euros qui s'explique principalement par une baisse de la refacturation vers la Holding Gestion de -170 millions d'euros.

²¹ Chiffre d'affaires externe de Digiposte, de l'identité Numérique et des commissions sur les clients externes du réseau

4.5.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à 61 millions d'euros, en baisse de -74 millions d'euros à périmètre et change constants par rapport au 30 juin 2023.

Cette évolution s'explique principalement par :

- Un résultat d'exploitation du Réseau en baisse de -154 millions d'euros qui s'explique principalement par une variation défavorable des provisions sur le personnel²² ;
- Un résultat d'exploitation Grand Public et Numérique en hausse de +79 millions d'euros sous l'effet de la hausse tarifaire au 1^{er} janvier 2024, qui n'a pas eu lieu en 2023, partiellement compensée par un impact défavorable lié à la baisse structurelle des volumes Courrier ;
- Un résultat d'exploitation des Filiales Numériques en recul de -1 million d'euros à périmètre et change constants impacté par les difficultés de Softeam.

4.6 Autres Secteurs

4.6.1 La Poste Immobilier

La Poste Immobilier regroupe la filiale Poste Immo et la Direction de l'Immobilier de La Poste « maison mère ».

(en millions d'euros)	2024.06	2023.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs N-1		vs N-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	470	441	+28	+6,4	+28	+6,4
Charges opérationnelles courantes	-448	-437	-12	+2,7	-12	+2,7
Résultat de cession	-1	3	-4	n.s.	-4	n.s.
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	20	8	+12	n.s.	+12	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-3	0	-3	n.s.	-3	n.s.
RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	16	7	+9	n.s.	+9	n.s.

Le chiffre d'affaires du pôle Immobilier s'établit à 470 millions d'euros, en hausse de +28 millions d'euros par rapport à fin juin 2023, soit +6,4 %, qui s'explique essentiellement par la progression des loyers sous l'effet de l'application des coefficients d'indexation (+6,3 % soit +19 millions d'euros).

Le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, s'élève à 16 millions d'euros, en augmentation de +9 millions d'euros par rapport à fin juin 2023. Cette évolution s'explique principalement par l'impact de l'indexation des loyers de +9 millions d'euros et par une évolution favorable des dotations nettes aux provisions de +4 millions d'euros, partiellement compensées par une baisse du résultat de cession de -4 millions d'euros.

²² Dont au premier semestre 2023, l'impact de l'incidence de la réforme des retraites sur les dispositifs de fin de carrière et la fin de la rémunération des dépôts à vue des retraités.

4.6.2 Supports et Structures

Le secteur Supports et Structures correspond aux coûts du siège, des directions et des services mutualisés ainsi que de la filiale de gestion de flotte de véhicules Véhiposte. Ces coûts font principalement l'objet de refacturations aux branches.

	2024.06	2023.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	690	670	+20	+2,9
Charges opérationnelles	-849	-786	-63	+8,0
Résultat d'exploitation avant quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-159	-116	-43	+37,1
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	+0	+0,0
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-159	-116	-43	+37,1

Le chiffre d'affaires s'établit à +690 millions d'euros, en augmentation de +20 millions d'euros par rapport à fin juin 2023. Ce chiffre d'affaires est essentiellement composé d'une part, des produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité pour +632 millions d'euros et d'autre part, des frais de siège groupe refacturés au titre des management fees pour +49 millions d'euros. Cette augmentation s'explique par la hausse des charges refacturées sous l'effet de l'inflation.

Le résultat d'exploitation, après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, s'établit à -159 millions d'euros, soit -43 millions d'euros par rapport à fin juin 2023.

4.6.3 Charges non affectées

	2024.06	2023.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Coût net de la présence territoriale	-310	-316	+6	-1,8
Autres produits et charges opérationnelles	156	-24	+180	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION	-155	-340	+185	-54,5

Les charges non affectées comprennent les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et la part de charges liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au groupe et donc non affectés aux branches, ainsi que la part non affectée de la compensation du service universel postal.

L'évolution de +185 millions d'euros du résultat d'exploitation par rapport à fin juin 2023 s'explique essentiellement par une diminution des charges liées aux dispositifs de fin de carrière de +170 millions d'euros.

5. Autres agrégats-clés du compte de résultat

5.1 Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin			
	2024.06	2023.06	Variation	
			<i>vs n-1</i> <i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Charge nette d'intérêt	-121	-95	-26	+26,8
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	3	12	-9	-74,1
Coût de l'endettement financier net	-118	-83	-34	+41,1
Autres éléments du résultat financier	-20	-27	+8	-28,0
RESULTAT FINANCIER	-137	-111	-27	+24,1

Le résultat financier se dégrade de 27 millions d'euros par rapport à fin juin 2023. Il représente au total une charge de 137 millions d'euros avec un coût de l'endettement financier net de 118 millions d'euros en augmentation de 34 millions d'euros et d'autres éléments du résultat financier correspondant à une charge de 20 millions d'euros en variation favorable de 8 millions d'euros par rapport à fin juin 2023.

La charge nette d'intérêts qui est de 121 millions d'euros augmente de 26 millions d'euros par rapport à 2023. La charge d'intérêts sur emprunts et dérivés associés a augmenté de 22 millions d'euros sous les effets conjugués de la hausse de l'encours moyen des emprunts (11 279 millions d'euros au premier semestre 2024 pour 10 821 millions d'euros au premier semestre 2023) et de l'augmentation du coût moyen de la dette obligataire après couverture (1,64% en 2024 pour 1,42% en 2023). La hausse des taux est également à l'origine d'une hausse de 15 millions d'euros de la charge d'intérêt sur passifs de location. Ces hausses de charge d'intérêts ont été en partie compensées par une hausse des produits de trésorerie (12 millions d'euros) avec une hausse du taux de rendement moyen du portefeuille de placements qui passe de 2,5 % au premier semestre 2023 à 4% en 2024.

Les autres éléments du résultat financier (charge de 20 millions d'euros au premier semestre 2024), s'améliorent de 8 millions d'euros par rapport à fin juin 2023. Cette évolution provient notamment de la charge de désactualisation de la provision pour dispositifs de fin de carrière et pour les avantages postérieurs à l'emploi qui baisse en lien avec la diminution des taux d'actualisation utilisés fin décembre 2023 par rapport à décembre 2022.

5.2 Résultat net part du groupe

Semestre clos le 30 juin

	2024.06	2023.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>						
Produits opérationnels	16 985	17 086	-102	-0,6	-155	-0,9
Charges opérationnelles	-15 878	-15 929	+51	-0,3	+6	-0,0
Résultat d'exploitation	1 107	1 158	-51	-4,4	-149	-12,2
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	20	9	+12	n.s.	+12	n.s.
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1 127	1 166	-39	-3,4	-137	-11,1
Résultat financier	-137	-111	-27	+24,1	-25	+23,3
Résultat courant avant impôt	990	1 056	-66	-6,2	-162	-14,5
Impôt sur le résultat	-369	-455	+87	-19,0	+85	-19,1
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	2	-27	+30	n.s.	+32	n.s.
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	623	573	+50	+8,8	-45	-7,0
Résultat net part du Groupe	495	461	+34	+7,3	-57	-10,6
Intérêts minoritaires	128	112	+17	+14,9	+11	+10,5

Le résultat net part du groupe s'établit à 495 millions d'euros à fin juin 2024. Il progresse de 34 millions d'euros par rapport à fin juin 2023.

Les effets périmètre (96 millions d'euros) sont principalement liés à la cession de Stuart fin 2023 par Geopost (83 millions d'euros) et à l'intégration de La Financière De l'Echiquier (19 millions d'euros) au deuxième semestre 2023 par La Banque Postale. Les effets change, à -6 millions d'euros, proviennent essentiellement du Peso argentin et de la livre sterling.

Après retraitement des effets périmètre et change (91 millions d'euros), le résultat net part du groupe est en baisse de 57 millions d'euros (-10,6%).

La principale composante de cette évolution est portée par le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, qui est en décroissance organique de 137 millions d'euros principalement sous l'effet d'un ensemble d'événements non récurrents significatifs survenus au premier semestre 2023 et au premier semestre 2024 pour un solde net de 298 millions d'euros, dont la décomposition est la suivante :

- Enregistrement au premier semestre 2023 d'une charge opérationnelle nette de 162 millions d'euros consécutive à une procédure judiciaire sur des sujets fiscaux et sociaux relatifs à des prestations de sous-traitance impliquant une filiale italienne de Geopost sur des faits antérieurs à la prise de contrôle par le groupe La Poste ;
- Solde net de l'impact de la réforme sur les régimes de retraite et des actions de remédiation déployées par le groupe en 2023 pour un montant de -27 millions d'euros ;
- Cession en 2023 de la société Stuart ayant induit une perte de 65 millions d'euros correspondant aux moins-values sur cession de titres, et provision pour risques et charges

destinée à couvrir les dépenses qui pourront être engagées dans le cadre de la fiducie mise en place dans le cadre de l'opération ;

- Dépréciation et enregistrement de provisions pour risques portant sur l'arrêt de l'activité des structures URBYP en 2023 pour un montant global de 45 millions d'euros et reprise partielle de 2 millions d'euros au premier semestre 2024 ;
- Enregistrement par LBP au premier semestre 2023 d'une reprise de provision de 33 millions d'euros sur Image chèque ;
- Enregistrement par la CNP au premier semestre 2023 d'une charge de 38 millions d'euros correspondant à l'impact de la cession Outlet invest ;
- Charge nette au cours du premier semestre 2024 de 5 millions d'euros induite par la mise en œuvre de la transformation imprimés publicitaire exécutée dans le cadre d'un plan de restructuration des activités de Mediaposte décidé en 2023 ;
- Dépréciation complémentaire en 2024 de 9 millions d'euros consécutive à la décision d'arrêt de l'offre Ma French Bank prise fin 2023 ;
- Reprise de dépréciation d'actifs de la filiale DPD Russie au premier semestre 2024 pour un montant de 22 millions d'euros ;
- Reprise de 32 millions d'euros en 2024 de provisions sur réductions tarifaires sur les centres de vacances par suite de l'accord signé par La Poste dans le cadre du futur CSE.

Retraité de ces éléments, le résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, est en décroissance intrinsèque de -435 millions d'euros.

La charge d'impôt sur le résultat est en baisse organique de 85 millions d'euros, dont 58 millions d'euros d'écarts défavorables générés par des événements comptables en 2023 et en 2024 dont :

- Effet sur l'impôt sur les sociétés de l'impact de la réforme des retraites et de la reprise de provision pour prime de fidélité pour un montant de + 55 millions d'euros au premier semestre 2023 ;
- Effet sur l'impôt sur les sociétés de la reprise de provision sur réductions tarifaires d'un montant de -4 millions d'euros au premier semestre 2024 ;
- Impact sur impôts des autres événements non récurrents significatifs survenus au premier semestre 2024 pour un montant de + 1 million d'euros.

Retraité de ces événements comptables survenus en 2023 et 2024, la charge d'impôt du groupe baisse de 143 millions d'euros à périmètre et change constants, dont 95 millions d'euros pour CNP Assurances et 54 millions d'euros pour La Banque Postale.

Le résultat financier qui représente une charge de 137 millions d'euros, se dégrade de 27 millions d'euros par rapport à fin juin 2023. Hors effets périmètre et change et hors incidence des événements non récurrents significatifs, il se dégrade de 25 millions d'euros, sous les effets conjugués d'une hausse de l'encours moyen des emprunts (11 279 millions d'euros pour 10 821 millions d'euros au premier semestre 2023) et d'une hausse du coût moyen de la dette obligataire qui passe de 1,42% au premier semestre 2023 à 1,64% en 2024. La charge financière correspondant aux contrats de location financement est également impactée par la hausse des taux. La hausse du taux moyen de rendement des placements de trésorerie atténue partiellement ces effets.

La quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence s'établit à 2 millions d'euros en variation organique favorable de 32 millions d'euros, dont Ninja Van avec +18 millions d'euros, Yurtici Kargo avec 11 millions d'euros, et Aramex pour 4 millions d'euros

Enfin, la part de résultat net revenant aux intérêts minoritaires, augmente de 17 millions d'euros A périmètre et change constants, elle augmente de 11 millions d'euros

Hors éléments non récurrents, le résultat net part du groupe baisse intrinsèquement de 272 millions d'euros.

6. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du groupe. La Poste, en tant que maison mère du groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variation du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides ATI) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités ;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par La Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

6.1 Free Cash-Flow

Le free cash-flow généré par le groupe à fin juin 2024 est de -261 millions d'euros. Il baisse de 132 millions d'euros par rapport à fin juin 2023, malgré une hausse de l'excédent brut d'exploitation de 106 millions d'euros que la baisse des dividendes reçus de La Banque Postale (de 131 millions d'euros) compense.

La hausse des flux de trésorerie est liée aux remboursements d'impôt sur les bénéfices de 518 millions d'euros consécutive à l'incidence favorable de l'entrée de CNP Assurances dans le dispositif d'intégration du groupe mais est compensée par des écarts défavorables provenant de 2023 de variation de BFR (234 millions d'euros) et de provisions RH hors dispositifs de fin de carrière (321 millions d'euros).

	Semestre clos le 30 juin			
	2024.06	2023.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Excédent Brut d'Exploitation	733	628	+106	+16,8
Dividendes reçus des SME	367	498	-131	-26,3
Provisions RH hors dispositifs de fin de carrière	33	354	-321	-90,6
EBITDA Ajusté	1 134	1 480	-346	-23,4
Variation du BFR	-707	-472	-234	+49,6
Achats d'actifs corporels et incorporels	-634	-638	+4	-0,6
Cessions d'actifs corporels et incorporels	24	33	-9	-27,0
Intérêts financiers nets versés (Hors IFRS 16)	-74	-28	-46	n.s.
Impôts sur les bénéfices	484	-34	+518	n.s.
CICE Imputé / Généré	0	-0	-0	n.s.
Remboursement des passifs de location	-421	-420	-1	+0,2
Charge d'intérêts sur passifs de location	-68	-49	-18	+36,7
FREE CASH-FLOW	-261	-128	-132	n.s.

6.1.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est de 1134 millions d'euros à fin juin 2024. Il baisse de 346 millions d'euros principalement sous l'effet d'un écart défavorable sur les provisions RH hors dispositifs de fin de carrière de 321 millions d'euros dont 293 millions d'euros en lien avec une reprise de provision au premier semestre 2023, consécutive à la suppression d'un avantage postérieur à l'emploi au bénéfice des retraités de La Poste.

Les dividendes reçus des SME, sont également en baisse de 131 millions d'euros, incluant une régularisation au 1^{er} semestre 2024 d'un acompte sur dividende versé par La Banque Postale au cours du second semestre 2023.

L'excédent brut d'exploitation, à 733 millions d'euros, progresse de 106 millions d'euros (dont branche Geopost à +92 millions d'euros). Cette progression se caractérise par une hausse du chiffre d'affaires du périmètre hors banque de 134 millions d'euros et une hausse contenue à 29 millions d'euros des

charges, l'EBE de l'année 2023 ayant été impacté par l'enregistrement d'une charge de 176 millions d'euros consécutive à l'enregistrement d'une amende subie par GEOPOST en Italie.

6.1.2 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les décaissements de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels baissent de 4 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023 pour s'établir à 634 millions d'euros. Cette évolution est composée d'une diminution de 72 millions d'euros des investissements réalisés et d'une variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations en écart défavorable de 68 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2024.06	2023.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Services - Courrier - Colis	-118	-115	-2	+2,1
Geopost	-152	-188	+36	-19,1
Grand Public Numérique	-79	-74	-5	+6,4
Immobilier	-118	-161	+43	-26,9
Supports & Autres	-167	-99	-68	+69,2
Achat d'actifs incorporels et corporels	-634	-638	+4	-0,6
Variation des fournisseurs d'immobilisations	163	96	+68	+70,7
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	-471	-542	+72	-13,2

Les achats d'actifs incorporels et corporels concernent :

- Branche Services-Courrier-Colis : 118 millions d'euros, en augmentation de 2 millions d'euros. Les investissements réalisés, relativement stables, sont en lien avec la maintenance de l'outil industriel et les investissements informatiques ;
- Branche Geopost : 152 millions d'euros, en diminution de 36 millions d'euros. Les projets de l'année 2024 se concentrent sur le développement de la capacité de traitement de la livraison, l'élargissement du réseau de distribution et le développement des nouveaux services. Les projets les plus importants concernent le déploiement de consignes en France et en Pologne et les investissements dans un centre de tri en Croatie et un dépôt au Portugal ;
- Branche Grand Public Numérique : 79 millions d'euros, en hausse de 5 millions d'euros avec un effet défavorable du poste de variation des fournisseurs d'immobilisation, le volume d'actifs immobilisés étant en baisse de 17 millions d'euros. Ces investissements sont en lien avec les projets de transformation du Réseau, le lancement de nouveaux services à destination des PRO et les investissements informatiques ;
- Pôle Immobilier : 118 millions d'euros, en diminution de 43 millions d'euros. Les investissements accompagnent les branches et les projets menés par le groupe, tels que la modernisation des bureaux de poste, le développement de la logistique urbaine ainsi que l'entretien et la mise en conformité du parc immobilier ;
- Supports et autres : 167 millions d'euros en augmentation de 68 millions d'euros, en lien avec une livraison tardive en 2024 des investissements engagés en 2023.

6.1.3 Cessions d'actifs corporels et incorporels

Les cessions d'actifs corporels et incorporels diminuent de 9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023 et s'élèvent à 24 millions d'euros, évolution marquée par une baisse des volumes de cession du pôle immobilier de 8 millions d'euros.

6.1.4 Autres éléments du Free Cash-Flow

La variation de besoin en fonds de roulement qui génère au premier semestre 2024 un flux de trésorerie négatif de 707 millions d'euros est en écart défavorable de 234 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023. Pour rappel, Geopost avait enregistré en 2023 une dette vis à vis de l'état italien pour un montant de 137 millions d'euros dans le cadre d'un litige, ce qui avait induit un effet favorable en termes de besoin en fonds de roulement, sans lien toutefois avec l'évolution de l'activité opérationnelle.

Les flux de trésorerie sur intérêts financiers nets versés (74 millions d'euros au premier semestre 2024) augmentent de 46 millions d'euros principalement sous l'effet d'une variation défavorable des intérêts courus non échus (45 millions d'euros).

Les flux de trésorerie générés par les impôts qui représentent un flux positif de trésorerie de 484 millions d'euros sont en écart favorable de 518 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023 essentiellement en raison du remboursement par la DGFIP d'un excédent de versement d'impôt sur les sociétés par CNP Assurances en 2023, première année de son entrée dans le dispositif d'intégration fiscale du groupe.

La baisse des remboursements de passifs de location (1 million d'euros) et la hausse de la charge d'intérêt sur passifs de location (18 millions d'euros) résultent notamment d'une hausse des dettes de location financement de 183 millions d'euros par rapport à juin 2023 principalement portée par Geopost (hausse de 193 millions d'euros).

6.2 Variation de la dette nette

La dette nette du groupe s'établit à 12 359 millions d'euros à fin juin 2024, en augmentation de 362 millions d'euros au premier semestre 2024 avec pour principaux éléments de variation, un free-cash-flow négatif de 261 millions d'euros, auquel s'ajoutent le solde net des opérations de croissance externe (58 millions d'euros), les dividendes versés (25 millions d'euros) et la neutralisation du solde des provisions RH hors DFC inclus dans le calcul du free cash-flow (-33 millions d'euros). Le flux de trésorerie sur augmentation de capital de 41 millions d'euros correspond à la quote-part des actionnaires minoritaires sur une augmentation de capital de 103 millions d'euros conduite par la filiale Asendia.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin			
	2024.06	2023.06	Variation	
			<i>vs n-1</i>	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Free cash-flow	-261	-128	-132	n.s.
Dividendes versés	-25	-129	+103	-80,5
Croissance externe et actifs financiers nets	-58	-433	+375	-86,7
Variation des dettes de location financement	-24	-50	+26	-51,3
Variation des ICNE sur instruments financiers	27	-17	+44	n.s.
Augm. / Réduc. Capital	41	0	+41	n.s.
Financement perpétuel	0	0	+0	-
Incidence des Var. périmètre et change sur dette	-8	-9	+1	-11,1
Neutralisation Prov RH hors DFC	-33	-354	+321	-90,6
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-26	-41	+15	-36,5
Autres éléments de variation de la dette nette	5	+37	-33	-87,6
Var. Dette Nette	-362	-1 124	+762	-67,8
Dette nette à l'ouverture	11 997	10 191	+1 806	+17,7
Dette nette Clôture (Publié)	12 359	11 314	+1 045	+9,2

6.2.1 Incidence des opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers sur la dette nette du groupe

Le solde net des flux liés à la croissance externe et aux mouvements sur actifs financiers est de -58 millions d'euros, en baisse de 375 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023, avec pour composantes

les éléments suivants :

- acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise pour un montant de 20 millions d'euros;
- acquisitions d'actifs financiers pour un montant de 29 millions d'euros, et cessions pour un montant de 12 millions d'euros (dépôts et cautionnements) ;
- achats d'intérêts minoritaires pour un montant de 21 millions d'euros, provenant majoritairement de rachat de minoritaires Asten Santé et MN Santé et d'une cession partielle de titres C Chez Vous.

6.2.2 Dividendes versés par le groupe en 2024

Le groupe a versé en 2024 un montant global de 25 millions d'euros au titre des dividendes ou assimilés.

Ce montant se décompose de la manière suivante :

- 2 millions d'euros versés aux actionnaires minoritaires présents dans les filiales du groupe,
- 23 millions d'euros inscrits en dividendes versés et correspondant à la rémunération de titres subordonnés hybrides perpétuels souscrits en 2018 et inscrits aux fonds propres du groupe.

6.3 Variation de la trésorerie

La trésorerie du groupe à fin juin 2024 a diminué de 220 millions d'euros. Elle atteint ainsi 3 430 millions d'euros, pour une position à l'ouverture de l'exercice de 3 650 millions d'euros.

Semestre clos le 30 juin				
	2024.06	2023.06	Variation	
			vs n-1	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Free cash-flow	-261	-128	-132	n.s.
Dividendes versés	-25	-129	+103	-80,5
Croissance externe et actifs financiers nets	-58	-433	+375	-86,7
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	503	2 018	-1 515	-75,1
Remboursement des emprunts (Hors passifs de location)	-499	-1 391	+892	-64,1
Augm. / Réduc. Capital	41	0	+41	n.s.
Financement perpétuel	0	0	+0	-
Var actifs financiers de gestion de trésorerie	48	281	-233	-82,9
Autres flux liés aux opérations de financement	13	-57	+70	n.s.
Effet change et changement de méthode	14	6	+8	n.s.
Flux de trésorerie intragroupe	63	-337	+400	n.s.
Neutralisation Prov RH hors DFC	-33	-354	+321	-90,6
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-26	-41	+15	-36,5
Variation de la Trésorerie	-220	-565	+345	-61,1
Trésorerie à l'ouverture	3 650	4 537	-887	-19,6
Trésorerie à la clôture	3 430	3 972	-542	-13,6

Cette variation de trésorerie provient principalement des éléments suivants :

- Une consommation de trésorerie de 335 millions d'euros issue du solde net du Free cash-flow généré (261 millions d'euros) net des provisions RH hors dispositifs de fin de carrière (33 millions d'euros) , des dividendes versés (25 millions d'euros correspondant à la rémunération de titres hybrides souscrits par le groupe), des flux de trésorerie liés aux variations de capital (41 millions d'euros) et de la consommation de trésorerie liée aux opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers (58 millions d'euros) ;
- Une variation nette de trésorerie provenant des encaissements liés aux nouveaux emprunts et aux remboursements des emprunts hors IFRS16 de 4 millions d'euros avec principaux mouvements des tombées de billets de trésorerie de 450 millions d'euros compensés par des

émissions d'un montant identique (Encours des billets de trésorerie stable à 200 millions d'euros à fin juin 2024) ;

- Un flux de trésorerie intragroupe de 63 millions d'euros correspondant à l'évolution de la situation financière nette envers La Banque Postale et principalement due à l'évolution du solde des comptes courants de La Poste SA à La Banque Postale à 45 millions d'euros à fin juin 2024 pour une position à 122 millions d'euros fin 2023, à laquelle il convient d'ajouter une variation de la dette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de la position globale des dettes / créances intragroupe de -6 millions d'euros ;
- Une hausse de trésorerie provenant des mouvements sur actifs financiers de gestion de trésorerie de 48 millions d'euros, liée aux variations de l'encours des placements à plus de trois mois ;
- Une hausse induite par les autres flux liés aux opérations de financement de 13 millions d'euros.

6.4 Dette brute

L'endettement brut du groupe est demeuré globalement stable à 16 063 millions d'euros, soit une évolution de 40 millions d'euros au cours du premier semestre 2024.

Le détail de l'endettement brut est présenté ci-dessous :

	Semestre clos le 30 juin			
	2024.06	2023.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Obligations	11 269	11 261	+8	+0,1
Obligations Court terme	1 749	1 000	+749	+74,9
Obligations Moyen et long terme	9 520	10 261	-741	-7,2
Bons La Poste	50	51	-0	-0,5
Bons La Poste Court terme	50	51	-0	-0,5
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Billets de trésorerie	200	200	+0	+0,0
Billets de trésorerie Court terme	200	200	+0	+0,0
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Dépôts et cautionnements reçus	56	58	-3	-4,5
Dépôts et cautionnements reçus Court terme	4	6	-2	-40,2
Dépôts et cautionnements reçus Moyen Long terme	52	52	-0	-0,4
Intérêts courus	86	112	-26	-23,2
Intérêts courus	86	112	-26	-23,2
Dette subordonnée	0	-0	+0	n.s.
Passifs de location	4 102	4 078	+24	+0,6
Passifs de location Court terme	819	812	+7	+0,9
Passifs de location Moyen Long terme	3 283	3 266	+17	+0,5
Autres hors passifs de location	301	264	+37	+14,0
Autres Court terme	189	145	+45	+30,9
Autres Moyen Long terme	111	119	-8	-6,4
ENDETTEMENT BRUT	16 063	16 023	+40	+0,3
Endettement Brut Court terme	3 097	2 325	+772	+33,2
Endettement Brut Moyen Long terme	12 966	13 698	-732	-5,3

La dette obligataire du groupe à fin juin 2024 (11 269 millions d'euros, hors emprunts hybrides et y compris green bond) est constituée de 14 lignes obligataires à taux fixe d'origine, variabilisées pour certaines, puis à nouveau invariabilisées le cas échéant en fonction des anticipations de remontée des taux.

6.5 Dette nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin			
	2024.06	2023.12	Variation	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
			<i>vs n-1</i>	
Dette brute à la clôture	16 063	16 023	+40	+0,3
Trésorerie	-3 430	-3 649	+219	-6,0
Autres éléments d'actif	-274	-376	+102	-27,2
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	12 359	11 997	+362	+3,0

L'endettement net du groupe s'élève à 12 359 millions d'euros à fin juin 2024. Il augmente de 362 millions d'euros au cours du premier semestre 2024 avec une dette brute qui augmente de 40 millions d'euros, une trésorerie en baisse de 219 millions d'euros (voir chapitre dédié) et les autres éléments d'actifs en baisse également de 102 millions d'euros

Les autres éléments d'actifs qui s'élèvent à -274 millions d'euros sont essentiellement constitués des éléments suivants :

- Dérivés actifs associés à la dette avec une juste valeur de 5 millions d'euros, en baisse de 3 millions d'euros,
- Placements à échéance supérieurs à trois mois à l'origine pour un montant de 161 millions d'euros, qui sont en baisse de 47 millions d'euros par rapport à décembre 2023,
- Situation financière nette envers La Banque Postale en position créditrice de 90 millions d'euros pour une position créditrice de 152 millions d'euros à fin décembre 2023.

6.6 Capitaux propres et structure financière

	Semestre clos le 30 juin			
	2024.06	2023.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Capitaux Propres part du groupe (ouverture)	22 424	21 381	1 042	+4,9
Augmentation de capital	0	316	-316	-100,0
Résultat net part du groupe	495	514	-19	-3,7
Distribution de dividendes	0	-421	421	-100,0
Rémunération de titres hybrides subordonnés perpétuels	-87	-151	63	-42,1
Rés. recyclables et non recyclables	39	753	-714	-94,8
Ecart de conversion	-255	108	-363	n.s.
Écarts actuariels	15	-24	39	n.s.
Transactions avec les intérêts minoritaires	0	-7	7	-100,0
Autres éléments	49	-46	95	n.s.
Capitaux Propres part du groupe (clôture)	22 680	22 424	256	+1,1
Intérêts minoritaires	7 905	8 345	-440	-5,3
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	30 585	30 769	-184	-0,6

Les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 22 680 millions d'euros à fin juin 2024. Ils augmentent de 256 millions d'euros sous l'effet principalement du résultat net part du groupe (495 millions d'euros) et de la variation des écarts de conversion (-255 millions d'euros) essentiellement portée par CNP Assurances. Les réserves, recyclables et non recyclables, varient de 39 millions d'euros, avec une hausse de 199 millions d'euros pour les réserves recyclables et une diminution de 160 millions d'euros pour les réserves non recyclables.

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 7 905 millions d'euros, en diminution de 440 millions d'euros.

6.7 Notation financière

A la suite de l'abaissement de la note de l'Etat français, S&P Global Ratings a révisé le 4 juin 2024 la notation du groupe La Poste à « A », Perspective stable.

La notation financière par l'agence Fitch Ratings reste inchangée.

Agences	Notation long terme	Notation court terme	Perspective	Dernière publication
Fitch Ratings	A+	F1+	Stable	15 décembre 2023
S&P Global	A	A-1	Stable	4 juin 2024

7. Perspectives et événements post clôture

7.1 Perspectives

La croissance mondiale devrait se situer aux alentours de 3,2% en 2024 et en 2025²³, en raison notamment du niveau élevé des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation. Pour la zone euro, celle-ci se limiterait à 0,8% en 2024, dont 0,7% en France, tirée par une consommation des ménages renforcée à mesure que l'inflation ralentit.

Dans ce contexte, le groupe poursuivra en 2024 le déploiement de son plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », notamment des quelques axes prioritaires suivants :

- Etendre le cœur de métier de Geopost sur le « hors domicile », poursuivre son développement sur le BtoB et les marchés en croissance de la livraison alimentaire et consolider sa présence hors Europe ;
- Renforcer le modèle de la banque de détail de La Banque Postale et l'alignement des objectifs du Réseau pour accélérer sa dynamique de développement rentable ;
- Poursuivre la transformation de son dialogue social, avec la mise en place des Comités Sociaux et économiques (CSE) avant fin octobre 2024 ;
- Rester leader du marketing relationnel en poursuivant la transformation de Mediaposte et développer les nouveaux services de logistique de proximité de Log'issimo ;
- Être le partenaire de référence des acteurs du soin et de l'autonomie pour améliorer les parcours de santé sur tout le territoire.

Le groupe La poste continuera d'assurer les missions de service public qui lui sont confiées et de poursuivre son ambition d'amplifier ses impacts positifs au service du bien commun, en conjuguant performance économique et intérêt général.

7.2 Evènements post-clôture

Néant

²³ Cf rapport du Fonds Monétaire International « Perspectives de l'économie mondiale » mis à jour en avril 2024.



**ÉTATS
FINANCIERS
CONSOLIDÉS
RÉSUMÉS**

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat	56
État du résultat global	57
Bilan	58
Variation des capitaux propres	60
Tableau des flux de trésorerie	63

GENERALITES

Note 1	Événements significatifs du semestre	64
Note 2	Base de préparation et méthodes comptables	66
Note 3	Information sectorielle	67

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 4	Chiffre d'affaires	69
Note 5	Produit net bancaire	69
Note 6	Achats et autres charges	70
Note 7	Charges de personnel et effectifs	70
Note 8	Autres charges et produits opérationnels	71
Note 9	Résultat financier	72
Note 10	Impôts sur le résultat	73

NOTES SUR LE BILAN

Note 11	Écarts d'acquisition (goodwill)	74
Note 12	Immobilisations incorporelles et corporelles	76
Note 13	Contrats de location (preneur)	77
Note 14	Sociétés mises en équivalence	79
Note 15	Autres actifs des activités industrielles et commerciales	80
Note 16	Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	81
Note 17	Provisions pour risques et charges	82
Note 18	Emprunts obligataires et autres dettes financières	83
Note 19	Dettes nettes du groupe	85
Note 20	Avantages du personnel	86
Note 21	Dettes fournisseurs et autres dettes	86
Note 22	Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	87
Note 23	Actifs et passifs destinés à être cédés	88

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Note 24	Informations complémentaires sur les instruments financiers	89
Note 25	Transactions avec les parties liées	91
Note 26	Engagements hors bilan et passifs éventuels	91
Note 27	Événements postérieurs à la clôture	91
Note 28	Exposition au risque de crédit	92
Note 29	Contrats d'assurance et de réassurance	97

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	S1 2024	S1 2023	2023
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	13 360	13 246	26 888
Produit net bancaire	5	3 625	3 840	7 185
Produits opérationnels		16 985	17 086	34 073
Achats et autres charges	6	(7 563)	(7 624)	(16 053)
Charges de personnel	7	(7 078)	(6 794)	(13 605)
Impôts et taxes	8	(214)	(363)	(505)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(1 253)	(1 419)	(2 904)
Autres charges et produits opérationnels	8	241	295	689
Résultat des cessions d'actifs		(11)	(24)	(50)
Charges opérationnelles nettes		(15 878)	(15 929)	(32 428)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	14	20	9	35
Résultat d'exploitation		1 127	1 166	1 680
Coût de l'endettement financier net	9.1	(117)	(84)	(211)
Autres éléments du résultat financier	9.2	(20)	(27)	(28)
Résultat financier	9	(137)	(111)	(239)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	14	2	(27)	(169)
Résultat avant impôt		992	1 028	1 272
Impôt sur le résultat	10	(369)	(455)	(496)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		623	573	776
Part des minoritaires		128	112	262
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		495	461	514

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>Montants nets d'impôt (en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023	2023
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	623	573	776
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables	(749)	(559)	(577)
Variation des résultats latents sur instruments financiers	(3 119)	2 177	8 334
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	565	786	2 300
Écart de conversion	(591)	470	322
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>			
Quote part des autres éléments recyclables du résultat global des sociétés mises en équivalence	22	(16)	(44)
Réévaluation des contrats d'assurance et réassurance	2 939	(3 190)	(9 189)
Éléments non recyclables	214	1 533	1 659
Écarts actuariels sur avantages du personnel	18	(16)	(27)
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur	2	5	(1)
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	197	1 553	1 684
Quote part des autres éléments non recyclables du résultat global des sociétés mises en équivalence	(3)	(8)	3
Réévaluation des contrats d'assurance avec éléments de participation directe		(1)	
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	(535)	974	1 082
RESULTAT GLOBAL	88	1 547	1 858
Résultat global part des minoritaires	(206)	375	507
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	294	1 172	1 351

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	30/06/2024	31/12/2023
Écarts d'acquisition	11	5 961	5 942
Immobilisations incorporelles	12	5 168	5 513
Immobilisations corporelles	12	6 818	6 865
Droits d'utilisation	13	3 642	3 628
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14	1 863	1 811
Autres actifs financiers non courants	15	603	582
Impôts différés actifs		2 098	1 920
Actifs non courants		26 153	26 261
Stocks et encours	15	209	215
Créances clients et autres créances	15	5 661	5 670
Autres actifs financiers courants	15	252	283
Créance d'impôt sur les bénéfices		505	921
Autres comptes de régularisation - Actif		212	160
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	3 430	3 650
Actifs destinés à être cédés	23	823	53
Actifs courants		11 092	10 952
Caisse, banques centrales	16	31 285	40 577
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16	214 850	218 089
Instruments dérivés de couverture	16	736	677
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16	210 914	212 678
Titres au coût amorti	16	34 062	33 104
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	16	69 839	70 914
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	16	128 666	125 999
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16	(110)	181
Contrats d'assurance émis - Actif	16	1 199	1 343
Contrats de réassurance détenus - Actif	16	6 450	8 891
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	16	11 900	8 596
Immeubles de placement	16	7 043	7 262
Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		716 834	728 311
TOTAL ACTIF		754 079	765 524

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	30/06/2024	31/12/2023
Capital social et prime d'émission		7 104	7 104
Réserves		18 955	18 264
Réserves recyclables sur instruments financiers et contrats d'assurance / réassurance		(4 072)	(3 910)
Réserve de conversion		(546)	(292)
Titres subordonnés hybrides perpétuels		744	744
Résultat de l'exercice part du Groupe		495	514
Capitaux propres part du Groupe		22 680	22 424
Intérêts minoritaires		7 905	8 345
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		30 585	30 769
Emprunts obligataires et dettes financières ^(a)	18.1	11 961	11 945
Passifs de location ^(a)	18.1	4 102	4 078
Provisions pour risques et charges ^(a)	17	881	953
Avantages du personnel ^(a)	20	1 944	2 143
Impôts différés passifs (non courant)		1 363	1 563
Dettes fournisseurs et autres dettes ^(a)	21	9 211	10 140
État - Impôt sur les bénéfices (courant)		302	199
Autres comptes de régularisation - Passif (courant)		345	262
Passifs destinés à être cédés (courant)	23	651	64
Passifs non-courants		15 808	16 869
Passifs courants		14 952	14 478
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	22	16 620	13 585
Instruments dérivés de couverture	22	1 848	2 183
Dettes envers les banques centrales, les étab. de crédit et assimilés	22	27 732	33 576
Dettes envers la clientèle	22	226 622	224 995
Dettes représentées par un titre	22	28 494	34 314
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	22	(328)	(331)
Contrats d'assurance émis et de réassurance détenus	22	376 539	378 485
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	22	5 806	7 151
Dettes subordonnées	22	9 401	9 450
Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		692 734	703 408
TOTAL PASSIF		754 079	765 524
<i>(a) Dont part courante :</i>			
Emprunts obligataires et dettes financières		2 278	1 513
Passifs de location		819	812
Provisions pour risques et charges		762	828
Avantages du personnel		588	663
Dettes fournisseurs et autres dettes		9 207	10 137

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2024

1^{er} semestre 2024

Montants nets d'impôt <i>(en millions d'euros)</i>	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Réserves recyclables sur contrats d'assurance et réassur.	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	TOTAL PART DU GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2023	7 104	514	(292)	(19 463)	15 553	744	18 264	22 424	8 345	30 769
Distribution de dividendes									(287)	(287)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)							(87)	(87)		(87)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							9	9	20	29
Transactions avec intérêts minoritaires							(12)	(12)	(8)	(20)
Affectation du résultat 2023		(514)					514			
Résultat global de la période		495	(255)	(3 062)	2 902		214	294	(206)	88
Dont :										
- Résultat net		495						495	128	623
- Réserves recyclables			(255)	(3 062)	2 902			(415)	(334)	(749)
- Réserves non recyclables sur instruments financiers							199	199		199
- Réserves non recyclables sur contrats d'assurance et réassurance										
- Ecart actuariels							15	15		15
Autres				(2)			54	52	41	93
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2024	7 104	495	(546)	(22 527)	18 455	744	18 955	22 680	7 905	30 585

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (26 millions d'euros) et CNP Assurances (38 millions d'euros).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2023

1^{er} semestre 2023

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Réserves recyclables sur contrats d'assurance et réassur.	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	TOTAL PART DU GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2022 publiés	6 788	1 203	(422)	(3 301)		744	12 534	17 546	7 767	25 313
Effet lié à la 1 ^{ère} application d'IFRS 17 ^(a)		(192)	38	(24 312)	24 708		3 593	3 835	320	4 155
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2022	6 788	1 011	(384)	(27 613)	24 708	744	16 127	21 381	8 087	29 468
Distribution de dividendes ^(b)	316						(421)	(105)	(215)	(320)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(c)							(85)	(85)		(85)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							(5)	(5)	(1)	(6)
Transactions avec intérêts minoritaires			(16)	6			(50)	(60)	(58)	(118)
Affectation du résultat 2022		(1 011)					1 011			
Résultat global de la période		461	212	2 122	(3 156)		1 533	1 172	375	1 547
Dont :										
- Résultat net		461						461	112	573
- Réserves recyclables			212	2 122	(3 156)			(822)	263	(559)
- Réserves non recyclables sur instruments financiers							1 558	1 558		1 558
- Réserves non recyclables sur contrats d'assurance et réassur.							(1)	(1)		(1)
- Ecart actuariels							(24)	(24)		(24)
Autres					(76)		83	7	168	175
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2023	7 104	461	(188)	(25 486)	21 476	744	18 194	22 305	8 356	30 661

(a) Comptes retraités en application de la norme IFRS 17.

(b) Distribution de dividendes de La Poste pour 421 millions d'euros. La distribution a été réalisée en numéraire pour 105 millions d'euros et par augmentation de capital pour 316 millions d'euros (y compris prime d'émission).

(c) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (26 millions d'euros) et CNP Assurances (36 millions d'euros).

Exercice 2023

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Réserves recyclables sur contrats d'assurance et réassurance.	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	TOTAL PART DU GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2022 publiés	6 788	1 203	(422)	(3 301)		744	12 534	17 546	7 767	25 313
Effet lié à la 1ère application d'IFRS 17 ^(a)		(192)	38	(24 312)	24 708		3 593	3 835	320	4 155
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2022	6 788	1 011	(384)	(27 613)	24 708	744	16 127	21 381	8 087	29 468
Distribution de dividendes ^(b)	316						(421)	(105)	(358)	(463)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(c)							(151)	(151)		(151)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							31	31	(3)	28
Transactions avec intérêts minoritaires			(16)	3			(25)	(38)	(61)	(99)
Affectation du résultat 2022		(1 011)					1 011			
Résultat global de la période		514	108	8 146	(9 076)		1 659	1 351	507	1 858
Dont :										
- Résultat net		514						514	262	776
- Réserves recyclables			108	8 146	(9 076)			(822)	245	(577)
- Réserves non recyclables sur instruments financiers							1 683	1 683		1 683
- Réserves non recyclables sur contrats d'assurance et réassurance										
- Ecart actuariels							(24)	(24)		(24)
Autres				1	(79)		33	(45)	173	128
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2023	7 104	514	(292)	(19 463)	15 553	744	18 264	22 424	8 345	30 769

(a) Comptes retraités en application de la norme IFRS 17.

(b) Distribution de dividendes de La Poste pour 421 millions d'euros. La distribution a été réalisée en numéraire pour 105 millions d'euros et par augmentation de capital pour 316 millions d'euros (y compris prime d'émission).

(c) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (52 millions d'euros) et de CNP Assurances (76 millions d'euros).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	SI 2024			SI 2023			2023		
	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assurances	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assurances	Groupe	Activités industrielles et commer.	Activités bancaires et assurances
<i>(en millions d'euros)</i>									
Excédent brut d'exploitation	2 181	733	1 448	2 261	628	1 633	4 319	977	3 342
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(34)	(34)		(42)	(42)		(49)	(49)	
Produits et charges financières divers	8	8		1	1		17	17	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	2 155	707	1 448	2 220	587	1 633	4 287	945	3 342
Variation du besoin en fonds de roulement	(786)	(709)	(77)	(290)	(473)	183	132	67	65
Variation du solde des emplois et ressources bancaires et d'assurance	(9 678)		(9 678)	11 216		11 216	147		147
Impôts payés	(46)	485	(531)	(313)	(34)	(279)	(643)	(77)	(566)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		348	(348)		476	(476)		576	(576)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	23	20	3	22	22		105	25	80
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(8 332)	851	(9 183)	12 855	578	12 277	4 028	1 536	2 492
Achat d'actifs corporels et incorporels	(805)	(632)	(173)	(854)	(638)	(216)	(1 946)	(1 471)	(475)
Achat d'actifs financiers	(36)	(29)	(7)	(79)	(67)	(12)	(135)	(84)	(51)
Encaissements générés par les cessions d'actifs corporels et incorporels	33	24	9	33	33		119	119	
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	12	12		5	5		32	25	7
Incidences des variations de périmètre	(21)	(21)		(251)	(344)	93	(959)	(472)	(487)
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	48	48		281	281		380	380	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(769)	(598)	(171)	(865)	(730)	(135)	(2 509)	(1 503)	(1 006)
Augmentation de capital	41	41		172	1	171	178	1	177
Dividendes versés et rémunération des titres subordonnés hybrides	(369)	(25)	(344)	(401)	(129)	(272)	(615)	(135)	(480)
Rachat d'intérêts minoritaires	(21)	(21)		(91)	(27)	(64)	(127)	(63)	(64)
Intérêts financiers versés	(141)	(141)		(78)	(78)		(157)	(157)	
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	503	503		2 518	2 018	500	3 159	2 659	500
Remboursements des emprunts	(499)	(499)		(1 591)	(1 391)	(200)	(2 444)	(2 244)	(200)
Remboursements des passifs de location	(437)	(421)	(16)	(444)	(419)	(25)	(892)	(850)	(42)
Autres flux liés aux opérations de financement	13	13		(57)	(57)		(49)	(49)	
Flux intragroupe		63	(63)		(337)	337		(86)	86
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(910)	(487)	(423)	28	(419)	447	(947)	(924)	(23)
Dim. (aug.) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des var. de périmètre	9 777		9 777	(12 589)		(12 589)	(1 463)		(1 463)
Incidence des filiales destinées à être cédées	14	14		2	2		1	1	
Incidence des variations des cours des devises	1	1		4	4		3	3	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	(219)	(219)		(565)	(565)		(887)	(887)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 649	3 649		4 537	4 537		4 537	4 537	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 430	3 430		3 972	3 972		3 650	3 650	

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Emissions obligataires
- 1.2 Projet de cession de La Poste Telecom
- 1.3 Cession des activités d'assurance chypriotes
- 1.4 Compte de résultat à périmètre et change constants

1.1 Emissions obligataires

Sur le premier semestre 2024, Le groupe La Poste a procédé à plusieurs émissions obligataires répondant aux critères de classification en instruments de dettes prévus par les normes IFRS 9 et IAS 32.

La Banque Postale Home Loan SFH a émis le 29 janvier 2024 une obligation sécurisée « verte » destinée à financer des accords de prêts « verts ». Cette émission réalisée sous le format *covered bond* s'élève à 750 millions d'euros avec un coupon fixe de 3,125% et sera remboursable en 2034.

La Banque Postale a émis le 13 février 2024 une dette obligataire pour un montant de 750 millions d'euros, avec une maturité à juin 2030 portant intérêt à taux fixe de 3,5%.

La Banque Postale a émis le 17 juin 2024 une dette obligataire pour un montant de 750 millions d'euros, avec une maturité à août 2034 portant intérêt à taux fixe de 3,75%.

1.2 Projet de cession de La Poste Telecom

Le groupe a annoncé, le 22 février 2024, l'entrée en négociation exclusive avec Bouygues Telecom en vue de la cession de La Poste Telecom, 1^{er} opérateur virtuel du marché français sous la marque La Poste Mobile, dans le cadre d'une nouvelle phase de développement de la société.

Ainsi, La Poste et Bouygues envisagent de nouer un partenariat stratégique fort et durable qui s'appuiera sur les complémentarités des deux groupes et portera notamment sur :

- L'acquisition par Bouygues Telecom de 100% du capital de La Poste Telecom détenu à 51% par le groupe La Poste et à 49% par SFR ;
- La conclusion d'un partenariat de distribution exclusif dans le réseau postal ;
- La conclusion d'un contrat de licence permettant une consolidation de la marque La Poste Mobile, qui resterait la propriété de La Poste.

La valeur de 100% des titres La Poste Telecom dans le cadre de l'opération s'élève à 950 millions d'euros.

Ce projet sera soumis aux instances représentatives du personnel de La Poste Telecom, puis aux instances de gouvernance du groupe La Poste, au droit de préemption de SFR et aux autorités compétentes.

1.3 Cession des activités d'assurance chypriotes

Le groupe a annoncé, le 9 juillet 2024, la signature de la cession de sa filiale chypriote. Le prix de cession s'élève à 182 millions d'euros et la moins-value de cession a été estimée à environ 11 millions d'euros.

La finalisation de cette transaction attendue pour le début de l'année 2025, reste soumise aux conditions suspensives habituelles comme l'obtention des autorisations réglementaires.

Les montants ayant été reclassés en actifs et passifs destinés à être cédés sont nets des opérations intra-groupes entre Cyprus Insurance Holdings et les autres entités du Groupe et s'élèvent respectivement à 808 et 624 millions d'euros.

L'annonce de la signature de ce contrat de cession est mentionnée dans la note 27 Evènements postérieurs à la clôture.

1.4
Compte de résultat à périmètre et change constants

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	S1 2024	S1 2023	S1 2024	S1 2023
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires et PNB	16 985	17 086	16 887	17 042
Achats et autres charges	(7 563)	(7 624)	(7 552)	(7 617)
Charges de personnel	(7 078)	(6 794)	(7 036)	(6 763)
Impôts et taxes	(214)	(363)	(213)	(362)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(1 253)	(1 419)	(1 247)	(1 342)
Autres charges et produits opérationnels	241	295	243	287
Résultat des cessions d'actifs	(11)	(24)	(11)	(23)
Charges opérationnelles nettes	(15 878)	(15 929)	(15 815)	(15 821)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	20	9	20	9
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	1 127	1 166	1 092	1 229

NOTE 2 BASE DE PREPARATION ET METHODES COMPTABLES

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère de **La Poste Groupe** («Le groupe La Poste» ou «le groupe»), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une **Société Anonyme**, dont le siège social est situé **9 rue du colonel Pierre Avia, 75015 Paris, France**.

Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales. Le groupe La Poste est un grand **groupe multi-métier de services**.

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe au 30 juin 2024 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 1^{er} août 2024).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2024 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site [EUR-Lex - 02023R1803-20240109 - EN - EUR-Lex \(europa.eu\)](http://eur-lex.europa.eu/20240109-EN-EUR-Lex).

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2024 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe au 31 décembre 2023. À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2024 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2023 et exposés en note 3 des états financiers du groupe au 31 décembre 2023.

2.1.1 Norme et amendements appliqués par le groupe à compter du 1^{er} janvier 2024

Les amendements applicables à compter du 1^{er} janvier 2024, présentés ci-après, ont un périmètre restreint et n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes du groupe La Poste arrêtés au 30 juin 2024.

Amendement IAS 1 – Classement des emprunts assortis de clauses restrictives (ou covenant)

Cet amendement concerne les dettes pouvant devenir immédiatement exigibles si une condition (ou covenant) n'est pas respectée à une date postérieure à l'arrêté. Le non-respect de cette condition à la date d'arrêté n'entraîne pas le déclassement de la dette en courant mais impose d'expliquer le risque de non-remboursement dans les douze mois suivants.

Amendements IAS 7 et IFRS 7 – Affacturage inversé

Ces amendements renforcent les informations à publier concernant les accords d'affacturage inversé, dans lesquels le paiement du fournisseur est réalisé grâce au financement d'une banque, et leurs effets sur les flux de trésorerie d'une entité ou son exposition au risque de liquidité. Ces informations concernent notamment, les principales caractéristiques des accords de

financement des fournisseurs, les montants versés aux fournisseurs et les délais de paiement des dettes fournisseurs.

Amendements IFRS 16 – Opérations de cession-bail et loyers variables

Cet amendement ne concerne que les opérations de cession-bail. Il confirme notamment la prise en compte de la cession à hauteur des droits effectivement cédés tout en instaurant la prise en compte des loyers variables pour l'évaluation de la dette locative.

2.1.2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieure au 30 juin 2024

Le groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune des normes ou interprétations dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2024.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La préparation des états financiers amène le Groupe à retenir des hypothèses et à procéder à des estimations qui sont les meilleures possibles compte tenu des informations disponibles à la date de clôture et des jugements effectués. Néanmoins, elles peuvent présenter des incertitudes plus ou moins significatives quant à leur réalisation dans le futur en fonction de nombreux facteurs comme par exemple la fluctuation des taux d'intérêt et/ou cours de change.

De ce fait, les montants effectivement réalisés pourront se révéler différents des estimations et hypothèses retenues. Les principaux éléments concernés sont :

- le calcul des engagements envers le personnel ;
- l'estimation des provisions pour risques et charges,
- le calcul des droits d'utilisation et des passifs de location ;
- l'évaluation des écarts acquisition et des différents actifs ou passifs lors des regroupements d'entreprises ;
- les hypothèses retenues notamment pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles ;
- la valorisation des contrats d'assurance en application de la norme IFRS 17 ;
- l'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés ;
- les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit ;
- les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place.

Plus particulièrement, ces dernières années, le groupe a élaboré un cadre général visant l'identification et la maîtrise des risques induits par le changement climatique. Il permet notamment de tenir compte de manière pertinente des incertitudes liées au risque climatique dans l'élaboration des différentes estimations réalisées.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2023.

Ter semestre 2024 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public et Numérique	Immobilier	Supports et structures	Non affecté (a)	Éliminations	TOTAL GROUPE
	Chiffre d'affaires & PNB Externe	3 956	7 678	3 625	1 589	59	2	75	
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	1 027	63	23	1 620	411	688		(3 832)	
Produits opérationnels	4 983	7 741	3 649	3 209	470	690	75	(3 832)	16 985
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		(1)	14	10	(3)				20
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(42)	333	1 111	61	16	(159)	(155)	(39)	1 127
Résultat financier							(137)		(137)
Impôt sur le résultat							(369)		(369)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		4		(2)	1	(1)			2
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE									623
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(123)	(402)	(348)	(51)	(233)	(96)			(1 253)
Actifs sectoriels	3 275	13 097	726 982	2 379	4 134	13 098	(8 885)		754 079

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

Ter semestre 2023 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public et Numérique	Immobilier	Supports et structures	Non affecté (a)	Éliminations	TOTAL GROUPE
	Chiffre d'affaires & PNB Externe	3 953	7 583	3 840	1 587	54	1	68	
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	1 036	56	24	1 750	387	669		(3 923)	
Produits opérationnels	4 989	7 639	3 864	3 337	441	670	68	(3 923)	17 086
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		(1)	2	8	(0)				9
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	134	19	1 326	138	7	(116)	(340)	(2)	1 166
Résultat financier							(111)		(111)
Impôt sur le résultat							(455)		(455)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		(27)		(1)	1	0			(27)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE									573
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(132)	(594)	(329)	(50)	(238)	(75)			(1 419)
Actifs sectoriels	3 535	12 768	750 594	2 197	3 973	13 260	(8 168)		778 158

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

L'information sectorielle du 1^{er} semestre 2023 a été retraitée afin de prendre en compte le transfert, intervenu sur le 1^{er} semestre 2024, de la société Docaposte BPO IS entre le secteur Grand Public et Numérique et le secteur Services-Courrier-Colis.

2023	Services-Courrier-Colis	Geopost	La Banque Postale	Grand Public et Numérique	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	TOTAL GROUPE
<i>(en millions d'euros)</i>									
Chiffre d'affaires & PNB Externe	7 901	15 554	7 185	3 190	107	0	135		34 073
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	2 106	126	70	3 295	791	1 314		(7 702)	
Produits opérationnels	10 007	15 679	7 256	6 485	898	1 314	135	(7 702)	34 073
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		0	24	12	(1)				35
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	0	279	2 121	38	100	(256)	(583)	(20)	1 680
Résultat financier							(239)		(239)
Impôt sur le résultat							(496)		(496)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		(167)		(2)	2	(1)			(169)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ									776
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(297)	(992)	(872)	(112)	(474)	(157)			(2 904)
Actifs sectoriels	3 354	13 020	738 020	2 425	4 068	13 251	(8 613)		765 524

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

L'information sectorielle de l'exercice 2023 a été retraitée afin de prendre en compte le transfert, intervenu sur le 1^{er} semestre 2024, de la société Docaposte BPO IS entre le secteur Grand Public et Numérique et le secteur Services-Courrier-Colis.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	2023
Services-Courrier-Colis	3 956	3 953	7 901
Geopost	7 678	7 583	15 554
Grand Public et Numérique	1 589	1 587	3 190
Immobilier & Supports	137	124	243
TOTAL	13 360	13 246	26 888

Le chiffre d'affaires total comprend notamment sur le premier semestre 2024 :

- la compensation obtenue de l'Etat au titre du service universel postal pour 250 millions d'euros, répartie entre les branches en fonction de leur contribution au coût du service universel postal (144 millions d'euros pour la branche Service Courrier Colis, 91 millions d'euros pour la branche Grand Public Numérique et 15 millions d'euros pour la partie Supports) ;
- la compensation obtenue de l'Etat au titre de l'aménagement du territoire est inscrite sur la ligne « Immobilier et Supports » pour 60 millions d'euros.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit net bancaire du groupe se détaille de la manière suivante:

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	2023
Intérêts et produits assimilés	6 424	5 822	12 984
Intérêts et charges assimilés	(3 859)	(3 422)	(7 454)
Produits de commissions	1 289	1 107	2 310
Charges de commissions	(167)	(160)	(297)
Gains ou pertes nets	6 097	4 373	7 449
- Instruments financiers à la juste valeur par le résultat	6 417	4 955	9 992
- Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	(320)	(580)	(2 543)
- Décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	0	(3)	0
Produits des contrats d'assurance émis ^(a)	6 054	6 020	11 685
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis ^(a)	(4 751)	(4 329)	(8 438)
dont frais généraux rattachables à l'activité d'assurance ^(b)	(870)	(844)	(1 657)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(20)	(109)	(106)
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	(7 486)	(6 013)	(11 352)
Produits financiers ou charges financières des contrats de réassurance détenus	64	529	888
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance ^(c)	(7)	9	4
Produits des autres activités	486	562	937
Charges des autres activités	(497)	(548)	(1 423)
TOTAL	3 625	3 840	7 185

(a) Voir note 29.1.

(b) Dont notamment, lorsqu'ils sont rattachables aux activités d'assurances, les achats et autres charges, les charges de personnel, les impôts et taxes ainsi que les dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

(c) Le coût du risque des activités d'assurance est dû aux actifs à la juste valeur par capitaux propres en bucket 1 à hauteur de 7 millions d'euros.

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	2023
Services extérieurs et sous-traitance générale	2 148	2 221	4 900
Achats	579	629	1 278
Sous-traitance transport	4 017	3 870	7 978
Prestations du courrier international	237	263	505
Locations ^(a)	260	263	513
Entretiens et réparations	375	339	736
Frais de télécommunications	86	96	190
Déplacements, missions	78	88	179
Autres charges	264	325	759
TOTAL AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	8 046	8 094	17 039
Achats et autres charges afférents aux contrats d'assurance reclassés en PNB	(482)	(470)	(986)
TOTAL	7 563	7 624	16 053

(a) Cette ligne ne comprend que les loyers relatifs à des contrats de location non retraités dans le cadre d'IFRS 16 (contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur principalement), ainsi que les charges locatives (voir note 13.3).

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût:

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	2023
Salaires, traitements, primes et indemnités	5 651	5 528	11 080
Cotisations retraites	233	253	560
Autres charges sociales	1 117	1 077	2 086
Prestations d'actions sociales	137	139	256
Variation des provisions postérieures à l'emploi ^(a)	(10)	(345)	(352)
Variation des provisions sur risques sociaux et litiges personnel	9	(2)	14
Variation des autres provisions sur le personnel ^(b)	(198)	24	(284)
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	402	376	710
TOTAL AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	7 341	7 050	14 070
Charges afférentes aux contrats d'assurance reclassées en PNB	(263)	(257)	(465)
TOTAL	7 078	6 794	13 605
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	226 587	234 145	232 726

(a) A l'exception des écarts actuariels comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global (voir tableau de variation des capitaux propres). Dont au premier semestre 2023, un produit de 303 millions au titre de la fin de la rémunération des dépôts à vue des retraités et un produit de 36 millions d'euros au titre de l'incidence de la réforme des retraites sur les indemnités de départ à la retraite des salariés.

(b) Dont au premier semestre 2023, une charge de 312 millions d'euros au titre de l'incidence de la réforme des retraites sur les dispositifs de fin de carrière.

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis 2006, date de mise en place

du dispositif actuel de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	2023
Impôts locaux	(84)	(86)	(121)
Autres impôts et taxes ^(a)	(214)	(361)	(522)
IMPOTS ET TAXES AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	(298)	(447)	(644)
Impôts et taxes afférents aux contrats d'assurance reclassés en PNB	84	84	138
TOTAL IMPÔTS ET TAXES	(214)	(363)	(505)
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs	48	(82)	(238)
- écarts d'acquisition ^(b)	(5)	(13)	(49)
- droits d'utilisation ^(c)	10	(7)	43
- immobilisations corporelles et incorporelles ^(c)	77	(20)	(184)
- actif circulant	(35)	(42)	(49)
Amortissements nets ^(c)	(1 265)	(1 204)	(2 469)
Provisions pour risques et charges ^(d)	24	(67)	(63)
Coût du risque des activités bancaires ^(e)	(100)	(101)	(201)
AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET PERTES DE VALEUR AVANT AFFECTATION AUX CONTRATS D'ASSURANCE	(1 294)	(1 453)	(2 971)
Amortissements, provisions et pertes de valeurs afférents aux contrats d'assurance reclassés en PNB	40	34	68
TOTAL AMORTISSEMENTS, PROVISIONS et PERTES DE VALEUR	(1 253)	(1 419)	(2 904)
Production immobilisée ^(f)	181	202	506
Redevances	(45)	(42)	(90)
Autres produits et charges opérationnels courants	105	135	273
TOTAL AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS	241	295	689

(a) Dont au premier semestre 2024, 44 millions d'euros au titre de la TVA non déductible sur les contrats de location et dont 41 millions d'euros au premier semestre 2023 et 76 millions d'euros en 2023 (voir note 13.3).

(b) Les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont détaillées en note 11.

(c) Une ventilation des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est présentée dans les notes 12 et 13.

(d) Les mouvements de provisions pour risques et charges sont détaillés dans la note 17.

(e) Dont 84 millions d'euros sur les encours en bucket 3 en 2024 (versus 103 millions d'euros en 2023).

(f) La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

NOTE 9 RESULTAT FINANCIER

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	2023
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(111)	(89)	(198)
Charges d'intérêts sur passifs de location	(68)	(53)	(119)
Variation de la juste valeur des emprunts ^(b) et des swaps liés à la dette	3	12	2
Produits de trésorerie ^(c)	59	47	105
TOTAL	(117)	(84)	(211)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Hors effet de la variation du risque de crédit propre sur les emprunts, comptabilisé en « Autres éléments du résultat global ».

(c) Y compris variation de juste valeur d'actifs de trésorerie ou d'actifs financiers.

9.2 Autres éléments financiers

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	2023
Charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel et rendement des actifs de régime	(19)	(32)	(53)
Gains ou pertes nets de change	(1)	0	(2)
Autres produits et charges financiers	0	4	28
TOTAL	(20)	(27)	(28)

NOTE 10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt se compose de la charge d'impôt courant et de la charge d'impôt différé, calculées en fonction des règles en vigueur dans les différents pays et des conventions spécifiques.

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023	2023
Résultat net part du groupe	495	461	514
Quote-part des sociétés mises en équivalence	(23)	19	135
Impôt sur le résultat	369	455	496
Part revenant aux minoritaires	128	112	262
Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence	970	1 047	1 406
Taux d'IS	25,83%	25,83%	25,83%
Charge d'impôt théorique ^(a)	(250)	(270)	(363)
Reprise d'impôts différés passif liée à la fin du groupe d'intégration fiscale de CNP Assurances			48
Déficits créés non utilisés ou déficits anciens utilisés (hors intégration fiscale)	(34)	(83)	(108)
Différentiel de taux des filiales étrangères	(51)	(48)	(94)
Autres éléments	(34)	(54)	21
Retraitements de l'impôt	(119)	(185)	(133)
IMPOT SUR LE RESULTAT	(369)	(455)	(496)

(a) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

UGT <i>(en millions d'euros)</i>	Secteur	30/06/2024	31/12/2023
DPD Europe	Geopost	3 399	3 387
Numérique	Grand Public et Numérique	859	858
Gestion d'Actifs ^(a)	La Banque Postale	612	612
Asendia	Geopost	484	473
Pôle Santé	Services-Courrier-Colis	269	269
Mediaposte	Services-Courrier-Colis	88	87
EDE	Services-Courrier-Colis	67	67
CNP Assurances Prévoyance	La Banque Postale	59	59
Lenton Group	Geopost	51	49
MWPI	Immobilier et Supports	25	25
JadLog	Geopost	24	26
Autres UGT Geopost	Geopost	17	16
Autres UGT Services-Courrier-Colis	Services-Courrier-Colis	8	13
TOTAL		5 961	5 942
Services-Courrier-Colis		432	436
Geopost		3 974	3 952
La Banque Postale		671	671
Grand Public et Numérique		859	858
Immobilier et Supports		25	25

(a) L'UGT Gestion d'Actifs de La Banque Postale inclut les activités de La Financière de l'Echiquier, de Tocqueville Finance (absorbée au premier semestre 2024 par La Financière de l'Echiquier) et de La Banque Postale Asset Management.

Évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Solde en début de période	5 942	5 092
dont : Valeur brute	6 277	5 396
Dépréciation	(335)	(303)
Acquisitions ^(a)	2	902
Écarts de conversion	22	5
Pertes de valeur ^(b)	(5)	(49)
Autres	0	(8)
Sorties	0	0
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	5 961	5 942
dont : Valeur brute	6 452	6 277
Dépréciation	(491)	(335)

(a) Dont en 2023 :

- dans le secteur Grand Public et Numérique, l'acquisition de Maincare pour 280 millions d'euros ;
- dans le secteur de La Banque Postale, l'acquisition de la Financière de l'Echiquier pour 564 millions d'euros.

(b) Dont au cours du premier semestre 2024 :

- dans le secteur Services-Courrier-Colis, dépréciation de l'écart d'acquisition de Geoptis pour 4 millions d'euros.

Dont en 2023 :

- dans le secteur Geopost, dépréciation, avant cession, de l'écart d'acquisition de Stuart pour 13 millions d'euros ;
- dans le secteur de La Banque Postale, dépréciation de l'écart d'acquisition de la SCI Lamartine pour 36 millions d'euros.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>			
VALEURS BRUTES			
Solde Au 31/12/2023	11 309	16 094	27 403
Acquisitions	283	360	643
Cessions	(85)	(256)	(341)
Variations de périmètre			0
Ecart de conversion	(353)	7	(346)
Transferts et autres mouvements	(52)	27	(25)
SOLDE AU 30/06/2024	11 102	16 231	27 334
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde Au 31/12/2023	(5 796)	(9 229)	(15 025)
Amortissement de la période	(384)	(426)	(810)
Pertes de valeur	(25)	(26)	(50)
Reprises de perte de valeur	78	49	127
Reprises sur cessions	73	237	309
Variations de périmètre			(0)
Ecart de conversion	64	(4)	60
Transferts et autres mouvements	56	(14)	43
SOLDE AU 30/06/2024	(5 934)	(9 412)	(15 346)
VALEURS NETTES			
Au 31/12/2023	5 513	6 865	12 378
AU 30/06/2024	5 168	6 818	11 986

Les lignes « Transferts » correspondent aux mises en service d'immobilisations et à des reclassements vers d'autres postes d'actifs.

Les actifs « Droits d'utilisation », résultant de l'application de la norme IFRS 16, sont détaillés en note 13.

NOTE 13 CONTRATS DE LOCATION (preneur)

- 13.1 Droits d'utilisation
- 13.2 Passifs de location
- 13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat
- 13.4 Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

13.1 Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation se détaillent comme suit par nature d'actifs loués :

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres	Valeur Nette
Solde Au 31/12/2023	2 961	255	405	7	3 628
Augmentation	410	25	45	1	480
Diminution	(35)	(0)	(7)	(0)	(42)
Amortissement	(341)	(37)	(76)	(2)	(456)
Provision pour dépréciation	10	0	0		10
Variations de périmètre et écarts de conversion	13	2	7	0	22
Autres	2		(2)		
SOLDE AU 30/06/2024	3 020	245	371	6	3 642

13.2 Passifs de location

Les éléments relatifs aux passifs de location sont présentés en note 18 pour les activités industrielles et commerciales. Les passifs de location des activités bancaires s'élèvent à 179 millions d'euros (175 millions d'euros en 2023) et sont intégrés dans le poste « Autres passifs financiers et compte de régularisation » des « Passifs financiers des activités bancaires et d'assurance » (voir note 22).

13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Charges opérationnelles nettes	748	757
Loyers des locations de courte durée	83	63
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	42	33
Charges locatives	104	141
TVA non déductible sur loyers	44	41
Amortissement des droits d'utilisation	456	447
Dépréciation (reprise de dépréciation) des droits d'utilisation	(10)	7
Autres (a)	30	25
Coût de l'endettement financier net	68	53
Charges d'intérêts sur passifs de location	68	53
TOTAL	817	810

(a) Montants principalement issus de CNP Assurances.

13.4 Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	303	303
Loyers des locations de courte durée	83	63
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	42	33
Charges locatives	104	141
TVA non déductible sur loyers	44	41
Autres	30	25
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	505	498
Intérêts financiers versés sur passifs de location	68	53
Remboursements des passifs de location (yc provenant de la branche La Banque Postale)	437	444
TOTAL DECAISSEMENT	808	801

NOTE 14 SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Holding d'Infrastructures Gazières ^(a)	Arial CNP Assurances	XSS Administradora de consórcio	Autres filiales Assurances	Aramex PJSC	Ninja Logistics	Yurtici Kargo Servişi A.S.	Pôle immobilier	Autres	TOTAL Titres mis en équivalence (actif)	La Poste Telecom ^(b)
Secteur d'activité	La Banque Postale	La Banque Postale	La Banque Postale	La Banque Postale	Geopost	Geopost	Geopost	Immobilier			Grand Public et Numérique
Nature du contrôle	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprise associée	Entr. associées ou contr. conj.			Contrôle conjoint
Solde Au 31/12/2023	839	167	57	42	364	237	23	29	53	1 811	(37)
Résultats de l'exercice	31	4	4	6	9	(22)	17	(2)	(3)	43	10
Distributions de dividendes			(3)				(18)	(1)	(0)	(23)	
Var. JV sur instr. financiers		0			(0)					0	
Var. de périm. et % de contrôle									7	7	
Augmentation de capital									2	2	
Autres variations	(2)		0	(0)	0		(1)	4	0	1	
Ecart de conversion			(5)	(4)	9	6	15		1	22	
SOLDE AU 30/06/2024	868	171	52	44	382	221	36	30	58	1 863	(27)

(a) Cette participation constitue un placement des activités d'assurance et son résultat est présenté en PNB.

(b) Comptabilisé en « Passifs destinés à être cédés » (voir note 23).

NOTE 15 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2024		31/12/2023	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets	0	412	0	403
Instruments financiers dérivés	1	4	1	7
Actifs financiers de placement de la trésorerie (a)	161	0	208	0
Autres actifs financiers nets	90	187	74	172
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	252	603	283	582
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	169		185	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	40		30	
TOTAL STOCKS ET ENCOURS	209		215	
Créances clients et comptes rattachés nets	3 753		3 904	
Créances sur opérations du courrier international (b)	453		637	
Créances sur l'Etat sur les compensations obtenues au titre des missions de service public (c)	810		500	
Autres créances	645		628	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	5 661		5 670	
Équivalents de trésorerie	2 351		2 287	
Caisse et disponibilités	1 079		1 363	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 430		3 650	

(a) Les actifs financiers de placement de trésorerie sont constitués intégralement d'OPCVM au 30 juin 2024 et au 31 décembre 2023.

(b) Les créances du courrier international (453 millions d'euros) sont détenues essentiellement envers les offices postaux étrangers au titre de la distribution en France du courrier confié par ces offices postaux.

(c) Les créances sur l'Etat sur les compensations obtenues au titre des missions de service public correspondent à la compensation au titre du service universel postal pour le premier semestre 2024 et l'année 2023 et à la compensation au titre de l'aménagement du territoire pour le premier semestre 2024.

NOTE 16 ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Caisse (y compris encaisse des bureaux de poste)	1 332	1 127
Banques centrales	29 953	39 450
Caisse, banques centrales	31 285	40 577
Instruments de dettes	177 267	180 540
Instruments de capitaux propres	18 950	18 823
Prêts et avances	5 698	7 383
Instruments dérivés	4 775	5 238
Titres et valeurs reçus en pension livrée	8 160	6 106
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	214 850	218 089
Instruments de taux d'intérêts	640	570
Instruments de devises	96	107
Instruments dérivés de couverture	736	677
Actions et autres titres à revenu variable	14 304	15 705
Autres titres détenus à long terme	3	4
Effets publics et valeurs assimilés ^(a)	92 044	95 671
Obligations et autres titres de dettes ^(a)	104 561	101 297
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	210 914	212 678
Effets publics et valeurs assimilés	30 107	29 296
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 892	3 752
Titres subordonnés	64	56
Titres au coût amorti ^(b)	34 062	33 104
Comptes et prêts sur établissements de crédit à vue	1 715	2 150
Comptes et prêts sur établissements de crédit à terme	68 044	68 685
Prêts subordonnés	79	79
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti ^(b)	69 839	70 914
Prêts et créances sur la clientèle à vue	5 178	5 495
Prêts et créances sur la clientèle à terme	119 667	116 705
<i>dont crédits à l'habitat et crédits immobilisiers (hors dépréciation)</i>	94 099	93 343
Opérations de location financement	3 804	3 776
Prêts subordonnés à la clientèle	16	23
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti ^(b)	128 666	125 999
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	(110)	181
Contrats d'assurance émis - Actif - BBA / VFA	995	1 176
Contrats d'assurance émis - Actif - PAA	204	166
Frais d'acquisition non encore affectés aux contrats - Actif	0	0
Contrats d'assurance émis - Actif	1 199	1 343
Contrats de réassurance détenus - Actif - BBA / VFA	6 126	8 556
Contrats de réassurance détenus - Actif - PAA	308	319
Actifs relatifs à des contrats financiers cédés (sans part discrétionnaire) - Réassurance	15	15
Contrats de réassurance détenus - Actif	6 450	8 891
Actifs financiers	9 248	6 628
Comptes de régularisation	2 651	1 968
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	11 900	8 596
Immeubles de placement au coût amorti	874	930
Immeubles de placement à la juste valeur	6 169	6 332
Immeubles de placement	7 043	7 262
ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE	716 834	728 311

(a) Voir note 28.1 b) pour plus de détails sur le risque de crédit.

(b) Voir note 28.1 a) pour plus de détails sur le risque de crédit.

NOTE 17 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Au 30 juin 2024, les **provisions pour risques et charges** se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	17	6	102	126
Provisions courantes	63	285	480	827
Solde au 31/12/2023	80	291	582	953
Dotations de la période	28	29	152	209
Reprises pour utilisation	(16)	(32)	(213)	(261)
Reprises de provisions devenues sans objet	(3)	(11)	5	(9)
Autres mouvements	(0)	(11)	1	(10)
Provisions non courantes	16	7	96	119
Provisions courantes	73	259	430	762
SOLDE AU 30/06/2024	89	266	526	881

Les provisions pour litiges sociaux concernent tous les litiges salariaux (prud'hommes, etc.) ainsi que les redressements ou litiges en cours avec des organismes sociaux.

Les provisions pour autres litiges sont relatives à des litiges portés devant les juridictions administratives, civiles ou commerciales.

Les autres provisions comprennent notamment au 30 juin 2024 :

- le risque résiduel lié aux sociétés Stuart pour 27 millions d'euros ;
- divers risques liés à l'activité opérationnelle du groupe.

NOTE 18 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIERES

18.1 Détail des dettes financières

18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée

18.3 Instruments dérivés liés à l'activité industrielle et commerciale

18.1 Détail des dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2024		31/12/2023	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	2 173	9 681	1 390	10 431
Emprunts obligataires	1 749	9 520	1 000	10 261
Bons La Poste	50		51	
Billets de trésorerie	200		200	
Concours bancaires courants	95		68	
Dépôts et cautionnements reçus	4	52	6	52
Autres dettes au coût amorti	75	109	65	118
Emprunts obligataires en juste valeur sur option	(0)		(0)	
Emprunts couverts		(0)		(0)
Dette subordonnée		(0)		(0)
Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire	19	2	11	1
Intérêts courus non échus sur emprunts	86		112	
Totaux	2 278	9 683	1 513	10 432
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET DETTES FINANCIERES	11 961		11 945	
Passifs de location (a)	819	3 283	812	3 266
PASSIFS DE LOCATION	4 102		4 078	

(a) La répartition des passifs de location par devises au 30 juin 2024 est la suivante : euros 2 821 millions d'euros, livres sterling 922 millions d'euros, autres devises 359 millions d'euros.

La répartition des passifs de location par devises au 31 décembre 2023 est la suivante : euros 2 829 millions d'euros, livres sterling 913 millions d'euros, autres devises 336 millions d'euros.

18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée

Les emprunts obligataires et les titres subordonnés, hors intérêts non échus, ont évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur sur option	Dette subordonnée couverte	TOTAL
Solde au 31/12/2023	11 261	(0)	(0)	11 261
Nouveaux emprunts				
Remboursements				
Variation du risque de crédit				
Autres variations	8			8
SOLDE AU 30/06/2024	11 269	(0)	(0)	11 269

18.3 Instruments dérivés liés à l'activité industrielle et commerciale

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2024		Juste valeur au 31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable				
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe				
Total				
Dérivés de couverture				
Couverture de flux de trésorerie	1		1	
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE	1		1	
Autres				
Instruments dérivés de change	4	21	7	12
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITES BANCAIRES	5	21	8	12
Reserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	3		3	

NOTE 19 DETTE NETTE DU GROUPE

19.1 Situation de la dette nette du groupe

19.2 Evolution de la dette nette du groupe

19.1 Situation de la dette nette du groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2024	31/12/2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	15	3 430	3 650
Dérivés actifs associés à la dette		5	8
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif		18	8
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	15	161	208
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale		90	152
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 704	4 026
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	18.1	9 683	10 432
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	18.1	2 278	1 513
Passifs de location	18.1	4 102	4 078
Dette brute (2)		16 063	16 023
DETTE NETTE (2)-(1)		12 359	11 997
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2024		362	

19.2 Évolution de la dette nette du groupe

(en millions d'euros)	Renvois	30/06/2024	31/12/2023
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT ^(a)	851	1 536
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(598)	(1 503)
Neutralisation var. actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	(48)	(380)
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie ^(b)		(646)	(1 883)
Augmentation de capital minoritaires	TFT	41	1
Dividendes versés aux actionnaires et rémunération des titres subordonnés hybrides	TFT	(25)	(135)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(21)	(63)
Charge nette d'intérêts financiers		(115)	(198)
Variation de juste valeur des dettes et dérivés		6	2
Incidence des variations de périmètre et change sur dette brute (y.c. passifs de location)		(41)	(12)
Variation non cash des dettes de location (IFRS 16)		(415)	(1 051)
Dette nette de filiales destinées à être cédées		9	(8)
Engagement de versement de dividendes aux minoritaires			3
Autres éléments		(7)	2
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(567)	(1 460)
Diminution (augmentation) de la dette nette depuis le 1^{er} janvier		(362)	(1 806)
Dette nette à l'ouverture		(11 997)	(10 191)
Dette nette à la clôture		(12 359)	(11 997)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Activités industrielles et commerciales » du tableau des flux de trésorerie des états financiers consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du tableau des flux de trésorerie par l'exclusion de la « Variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

NOTE 20 AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2023		Variation de périmètre	Augmentation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Coût financier net	Autres variations	30/06/2024	
	Courant	Non courant							Courant	Non courant
Indemnités de départ à la retraite	23	581	0	46	(27)	(0)	5	(9)	23	595
Autres avantages postérieurs à l'emploi ^(a)	2	47	0	1	(1)	(32)	0	(1)	1	15
Avantages postérieurs à l'emploi	25	628	0	47	(28)	(32)	6	(10)	24	611
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	385	575	0	45	(232)	0	13	0	318	467
Indemnités de rupture	69	31	0	0	(0)	0	0	0	70	30
Congés longue maladie / longue durée	31	19	0	0	(8)	0	0	0	25	19
Compte Epargne temps	153	153	0	4	(7)	0	0	0	151	152
Autres avantages à long terme	1	73	0	4	(1)	0	0	0	0	77
Autres avantages du personnel	254	277	0	9	(16)	0	0	0	246	278
TOTAL	663	1 480	0	100	(276)	(32)	19	(10)	588	1 355
	2 143								1 944	

(a) Dont une reprise sans objet de 32 millions au premier semestre 2024 au titre de la fin d'un engagement postérieur à l'emploi des salariés de La Poste en lien avec la mise en place d'un CSE en fin d'année 2024 conformément aux dispositions légales concernant la société La Poste.

NOTE 21 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 256	5 769
Dettes fiscales et sociales	2 456	2 421
Dettes fournisseurs d'immobilisations	403	597
Dettes sur opérations du courrier international	513	728
Avances et acomptes clients	174	183
Autres dettes d'exploitation	408	442
TOTAL	9 211	10 140

NOTE 22 PASSIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Dettes représentées par un titre	4 763	3 869
Instruments dérivés	3 781	4 041
Titres et valeurs donnés en pension livrée	8 075	5 675
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	16 620	13 585
Instruments dérivés de couverture	1 848	2 183
Banques centrales		
Dettes envers les établissements de crédit à vue	1 357	1 308
Dettes envers les établissements de crédit à terme	26 375	32 268
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée</i>	24 447	29 097
Dettes envers les banques centrales, les établissements de crédit et assimilés	27 732	33 576
Comptes d'épargne à régime spécial	123 421	124 219
<i>dont Livret A</i>	69 259	68 696
<i>dont PEL et CEL</i>	23 424	25 447
Dettes envers la clientèle à vue	82 600	84 877
<i>dont comptes ordinaires créditeurs à vue</i>	77 062	78 410
Dettes envers la clientèle à terme	20 603	15 899
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée à terme</i>	18 304	11 410
Dettes envers la clientèle	226 622	224 995
Dettes représentées par un titre	28 494	34 314
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(328)	(331)
Contrats d'assurance émis - Passif - BBA / VFA	372 738	374 415
Contrats d'assurance émis - Passif - PAA	1 525	1 620
Frais d'acquisition non encore affectés aux contrats - Passif		
Passifs relatifs à des contrats financiers cédés (sans part discrétionnaire) - Assurance	2 249	2 395
Contrats d'assurance émis - Passif	376 513	378 430
Contrats de réassurance détenus - Passif - BBA	15	35
Contrats de réassurance détenus - Passif - PAA	12	20
Passifs relatifs à des contrats financiers cédés (sans part discrétionnaire) - Réassurance		
Contrats de réassurance détenus - Passif	27	55
Contrats d'assurance émis et de réassurance détenus	376 539	378 485
Comptes de régularisation	2 178	1 352
<i>dont produits constatés d'avance</i>	474	470
<i>dont autres comptes de régularisation</i>	1 704	882
Dettes de titres	55	42
Dépôts de garantie reçus	1 023	1 246
Créditeurs divers	2 454	4 403
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	2	6
Provision Epargne Logement	93	102
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	5 806	7 151
Dettes subordonnées	9 401	9 450
PASSIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE	692 734	703 408

NOTE 23 ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES

Ces actifs et passifs proviennent principalement de filiales dont la cession est prévue dans les prochains mois ainsi que d'immeubles sous compromis de vente.

A fin juin 2024, les actifs et passifs destinés à être cédés intègrent la quote-part de situation nette négative de la société mise en équivalence La Poste Télécom pour 27 millions d'euros ainsi que les actifs et passifs de la société chypriote CNP Cyprus Insurance Holdings et de ses filiales pour respectivement 808 millions d'euros et 624 millions d'euros.

La Poste Télécom

Voir 1.2 des faits significatifs du semestre.

Activités d'assurance chypriotes

Voir 1.3 des faits significatifs du semestre.

DPD Russie

En raison des événements touchant la Russie, le Groupe avait annoncé au cours du premier semestre 2022 sa volonté de se retirer du marché russe.

Ainsi, la totalité des actifs et passifs de cette société étaient classés en actifs et passifs destinés à être cédés depuis le 30 juin 2022. Compte tenu des doutes sur la pérennité de l'entreprise à cette date et des incertitudes sur le prix de cession, le goodwill ainsi que toutes les immobilisations incorporelles et corporelles de DPD Russie avaient été intégralement dépréciés à fin juin 2022 (soit un montant converti en euros de 149 millions d'euros) et les dépréciations avaient été maintenues en 2023.

La cession de DPD Russie n'a pas pu être réalisée en l'absence des conditions de réalisation d'une cession dans le cadre de conformité fixé par le Groupe

Par conséquent, les actifs et passifs de cette société ne sont plus reclassés au 30 juin 2024 en actifs et passifs destinés à être cédés. Par ailleurs, compte tenu de la capacité bénéficiaire de l'entreprise, les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles ont été reprises à hauteur de 22 millions d'euros au cours du premier semestre 2024.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 24 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

24.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

24.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

24.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

SI 2024	Produits/ (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Décompta- bilisation et dividendes	Gain/ (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres		
<i>(en millions d'euros)</i>					
Actifs et passifs évalués au coût amorti	569				569
Actifs évalués à la juste valeur par OCI	2 169		(4 699)		(2 530)
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		5 726		692	6 417
Opérations de couverture	(172)		(9)		(181)
TOTAL	2 566	5 726	(4 708)	692	4 275
SI 2023					
Actifs et passifs évalués au coût amorti	456			(3)	453
Actifs évalués à la juste valeur par OCI	1 940		4 622	(580)	5 982
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		4 267		698	4 965
Opérations de couverture	4	1	(15)		(10)
TOTAL	2 400	4 268	4 607	115	11 390

24.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

30/06/2024	Hiérarchie de juste valeur ^(b)				
<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur au bilan	Juste valeur ^(a)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	214 850	214 850	151 355	41 362	22 134
Instruments dérivés de couverture	736	736		736	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	210 914	210 914	195 991	12 678	2 245
Titres au coût amorti	34 062	30 267	29 313	672	282
Prêts et créances sur les établissements de crédit	69 839	69 873		68 638	1 235
Prêts et créances sur la clientèle	128 666	119 690		105 110	14 581
Immeubles de placement au coût amorti	874	1 012		1 012	
Immeubles de placement à la juste valeur	6 169	6 169		6 169	
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	603	603		191	412
Créances clients et autres créances	5 661	5 661			
Autres actifs financiers courants	252	252	161	91	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 430	3 430	1 720	1 710	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	16 620	16 620	342	16 277	
Instruments dérivés de couverture	1 848	1 848		1 848	
Dettes envers les banques et les établissements de crédit	27 732	27 736		26 586	1 150
Dettes envers la clientèle	226 622	226 042		224 723	1 319
Dettes représentées par un titre	28 494	29 679	17 797	11 882	
Dettes subordonnées	9 401	8 925	2 487	6 439	
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires, dettes financières	11 961	11 048		11 048	
Dettes fournisseurs et autres dettes	9 211	9 211			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti.

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur.

31/12/2023	Hiérarchie de juste valeur ^(b)				
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur ^(a)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	218 089	218 089	150 882	45 810	21 397
Instruments dérivés de couverture	677	677		677	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	212 679	212 679	204 513	6 066	2 100
Titres au coût amorti	33 104	30 114	28 839	978	297
Prêts et créances sur les établissements de crédit	70 914	70 915		70 581	334
Prêts et créances sur la clientèle	125 999	116 734		102 133	14 601
Immeubles de placement au coût amorti	930	1 079		1 079	
Immeubles de placement à la juste valeur	6 332	6 332		6 332	
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	582	582		195	387
Créances clients et autres créances	5 670	5 670			
Autres actifs financiers courants	283	283	208	75	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 650	3 650	2 457	1 193	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	13 585	13 585	79	13 505	1
Instruments dérivés de couverture	2 183	2 183		2 183	
Dettes envers les banques et les établissements de crédit	33 576	33 290		33 249	41
Dettes envers la clientèle	224 995	224 525		223 092	1 434
Dettes représentées par un titre	34 314	35 694	14 463	17 237	3 993
Dettes subordonnées	9 450	8 893	2 521	6 371	
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires et dettes financières	11 945	11 127		11 127	
Dettes fournisseurs et autres dettes	10 140	10 140			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti.

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur.

Justes valeurs de niveau 3 : Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture (activités bancaires)

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	TOTAL
Ouverture	21 397	2 370	23 768
Gains et pertes enregistrés en résultat	278		278
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres		15	15
Achats	1 110	249	1 359
Ventes	(304)	(46)	(350)
Remboursements	(350)		(350)
Transferts vers ou hors niveau 3	19	(82)	(63)
Autres mouvements	(17)	(1)	(18)
CLÔTURE	22 134	2 504	24 638

NOTE 25 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2023 (voir note 42 des états financiers consolidés au 31 décembre 2023).

NOTE 26 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2023 (voir note 38 des états financiers consolidés au 31 décembre 2023).

NOTE 27 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Cession des activités d'assurance chypriotes

Voir la note 1.3 des faits significatifs.

Accord de distribution exclusif de CNP Assurances avec Banco de Brasília

CNP Assurances poursuit le développement de ses activités au Brésil.

Le 1^{er} juillet 2024, les deux filiales brésiliennes de CNP Assurances, CNP Consórcio et CNP Capitalização, ont signé un accord de distribution exclusive de certains produits dans le réseau de la principale institution financière du district fédéral de Brasília, Banco de Brasília (BRB). Selon les termes de cet accord, les produits consórcio de CNP Consórcio et les produits épargne de CNP Capitalização seront distribués en exclusivité pendant 20 ans par BRB auprès de ses 7,8 millions de clients.

Cet accord reste soumis aux conditions suspensives habituelles comme la validation de l'autorité de la concurrence brésilienne.

Le paiement de cet accord s'élèverait à un montant global estimé de 150 millions de BRL (soit environ 24,6 millions) dont 100 millions de BRL seraient versés à l'initiation. Le versement des 50 millions de BRL restant serait conditionné à l'atteinte d'objectifs commerciaux (20 millions de BRL en année 3 et 30 millions de BRL en année 5).

Accord entre CNP Assurances et La Mutuelle Générale pour la mise en place d'un partenariat dans le domaine de la protection sociale

Le 15 juillet, CNP Assurances et La Mutuelle Générale, LMG, ont annoncé la signature d'accords engageants pour la mise en place d'un partenariat structurant dans le domaine de la protection sociale (santé et prévoyance individuelle et collective) dont l'ambition est de créer un acteur de premier plan sur ce marché.

Ce projet, encore soumis à l'obtention des agréments et autorisations des autorités compétentes, entraînera la prise de contrôle exclusif par CNP Assurances d'une filiale de LMG au sein de laquelle LMG aura préalablement transféré ses activités d'assurance santé et prévoyance existantes (hors contrats statutaires et activités mutualistes).

Cette société, s'appuiera sur les équipes et les outils apportés par La Mutuelle Générale, et les synergies générées par les expertises et savoir-faire combinés des deux partenaires. Les complémentarités existantes entre les deux partenaires lui permettront de proposer une offre en phase avec les besoins croissants et les opportunités de développement du marché de la protection sociale en France.

Emission par CNP Assurances d'une obligation subordonnée Tier 2 de 500 millions d'euros

Le 10 juillet 2024, CNP Assurances a finalisé l'émission d'une dette obligataire subordonnée pour un montant de 500 millions d'euros, avec une maturité 30 ans et rémunérée au taux fixe de 4,875% jusqu'en juillet 2034. Ces obligations remplissent les critères d'une dette subordonnée Tier 2 conformément aux critères prudentiels du secteur de l'assurance définis par la directive Solvabilité 2 et deviennent remboursables au gré de l'émetteur dans 9,5 ans.

NOTE 28 EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT

28.1 Classification par type d'actifs

- a) Actifs financiers évalués au coût amorti
- b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables
- c) Hors bilan (engagements de financement et de garantie)

28.2 Pertes de crédit attendues – Forward looking

La qualité du portefeuille de crédit reste relativement constante sur le premier semestre 2024 : il n'est pas observé de mouvement majeur d'augmentation de la sinistralité sur la clientèle de détail. Néanmoins, quelques indicateurs laissent anticiper une matérialisation plus visible du risque sur le crédit à la consommation pour le second semestre 2024.

Sur le portefeuille de crédits aux Personnes Morales, les premiers signaux de dégradation constatés en 2023 se confirment en ce début 2024 avec la progression des encours suivis en *watchlist*, affaires spéciales et contentieux.

A ce stade, il n'est pas intégré de composante climatique spécifique dans le calcul des ECL de La Banque Postale. Des travaux ont été initiés au regard des attendus importants de la part des régulateurs et

superviseurs bancaires sur ce volet. Ces travaux sont complexes et nécessitent pour certains d'entre eux de constituer des bases de données d'observations d'aléas climatiques, à la fois pertinentes et en quantité suffisante, pour intégrer cette composante directement dans les paramètres de risque utilisés dans le calcul des ECL, en ayant pour objectif de limiter les approches par *overlays*. Des approches collectives complémentaires pourront être également envisagées si le cadre normatif et réglementaire se stabilise (Taxonomie européenne des actifs verts), dès lors que des informations pertinentes seront disponibles (CSRD) ou en s'appuyant sur d'autres travaux (analyse de plans de transition, etc.). Certains de ces travaux devraient livrer des résultats au cours du second semestre 2024.

28.1 Classification par type d'actifs

a) Actifs financiers évalués au coût amorti

	30/06/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation	Valeur nette ^(a)	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Réévaluation	Valeur nette ^(a)
<i>(en millions d'euros)</i>								
Titres	34 135	(30)	(43)	34 062	33 158	(31)	(23)	33 104
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	69 840	(1)		69 839	70 914	(1)		70 914
Prêts et créances sur la clientèle	130 295	(1 628)	(1)	128 666	127 575	(1 575)	(1)	125 999
TOTAL	234 270	(1 658)	(44)	232 567	231 648	(1 607)	(24)	230 016

(a) Voir note 16.

	Actifs soumis à une ECL 12 mois (bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (bucket 2)		Actifs dépréciés (bucket 3)		TOTAL		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (1)	Correction de valeur pour pertes (2)	Valeur Nette comptable (1) + (2)
(en millions d'euros)									
Au 31 décembre 2023	214 877	(173)	14 242	(527)	2 504	(908)	231 623	(1 607)	230 016
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(512)	6	201	(15)	311	(69)		(79)	(79)
Transferts vers ECL Maturité (bucket 2)	(3 398)	13	3 558	(117)	(160)	32		(72)	(72)
Transferts vers ECL 12 mois (bucket 1)	3 118	(10)	(3 013)	75	(105)	17		82	82
Transferts vers actifs dépréciés (bucket 3) ^(a)	(232)	3	(344)	27	577	(117)		(88)	(88)
Total après transferts	214 365	(167)	14 443	(542)	2 815	(977)	231 623	(1 686)	229 937
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	2 969	(23)	(115)	11	(208)	40	2 646	27	2 673
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... ^(b)	19 421	(66)	1 326	(104)	260	(94)	21 006	(264)	20 743
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(16 451)	43	(1 441)	114	(423)	92	(18 315)	249	(18 066)
Passage à perte					(44)	42	(44)	42	(2)
Modifications des flux ne donnant pas lieu à une décomptabilisation					(1)		(1)		(1)
Variations de périmètre									
Autres		(0)		0	0	0	(0)	(0)	(0)
Total	217 334	(191)	14 328	(531)	2 607	(936)	234 270	(1 658)	232 611
Réévaluations							(44)		(44)
Au 30 Juin 2024							234 226	(1 658)	232 567

(a) Les transferts vers le bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en bucket 1 ayant été déclassés soit directement en bucket 3, soit d'abord en bucket 2 puis en bucket 3.

(b) Les montants présentés sur la ligne Nouvelle production en bucket 2 et bucket 3 peuvent inclure des encours originés en bucket 1 puis reclassés en bucket 2 ou bucket 3 au cours du même exercice.

b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	30/06/2024			31/12/2023		
	Valeur comptable brute	Gains/pertes latents	Juste valeur ^(a)	Valeur comptable brute	Gains/pertes latents	Juste valeur ^(a)
<i>(en millions d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées		(21 989)	92 045		(18 569)	95 671
Obligations et autres titres de dette		(8 879)	104 561		(8 128)	101 297
TOTAL	227 997	(30 867)	196 605	224 103	(26 697)	196 970

(a) Voir note 16.

	Actifs soumis à une ECL 12 mois		Actifs soumis à une ECL à maturité		Actifs dépréciés		TOTAL	
	<i>(bucket 1)</i>		<i>(bucket 2)</i>		<i>(bucket 3)</i>			
<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2023	224 032	(298)	68			(2)	224 101	(300)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	19		(19)					
Transferts vers ECL Maturité (bucket 2)								
Transferts vers ECL 12 mois (bucket 1)	19		(19)					
Transferts vers Actifs dépréciés (bucket 3)								
Total après transferts	224 051	(298)	51			(2)	224 102	(300)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	3 940	(5)	(44)			2	3 896	(3)
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	30 015		1				30 016	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(25 647)		(43)				(25 690)	
Variations de périmètre								
Autres	(428)	(5)				2	(431)	(4)
Au 30 Juin 2024	227 991	(304)	7				227 997	(304)

c) Hors bilan (Engagements de financement et de garantie)

Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements de hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

	30/06/2024			31/12/2023		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
<i>(en millions d'euros)</i>						
Engagements de financement et de garantie ^(a)	30 871			26 130		
Provisions pour engagement de financement et de garantie ^(b)		(152)			(146)	
TOTAL	30 871	(152)	30 719	26 130	(146)	25 985

(a) Dont 28 852 millions d'euros en bucket 1 et 1 817 millions d'euros en bucket 2 en 2024 (versus 24 024 millions d'euros en bucket 1 et 1 986 millions d'euros en bucket 2 en 2023). A noter que sur le bucket 1 en 2024, la nouvelle production s'est élevée à 10 472 millions d'euros et les décomptabilisations se sont élevées à (5 648) millions d'euros.

(b) Dont (35) millions d'euros en bucket 1 et (74) millions d'euros en bucket 2 en 2024 (versus (36) millions d'euros en bucket 1 et (79) millions d'euros en bucket 2 en 2023).

28.2 Pertes de crédit attendues – Forward looking

Le groupe calcule les pertes de crédit attendues (*expected credit losses* ou ECL) en utilisant 3 principales composantes : la probabilité par défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition au défaut. Les ECL doivent également prendre en compte les effets de la conjoncture économique future ou *Forward Looking*. Pour intégrer cette composante Forward-Looking, le Groupe retient 3 scénarios : un scénario central, un scénario alternatif favorable et un scénario alternatif dégradé. Ces scénarios comportent des projections pour l'ensemble des variables macroéconomiques nécessaires au fonctionnement des modèles développés afin d'obtenir des probabilités de défaut à maturité et pertes en cas de défaut à maturité.

Les principales caractéristiques de ces scénarios sont les suivantes :

- l'horizon des prévisions de la conjoncture économique futures est de 3 ans ;
- ils sont définis par le département des Etudes Economiques de la Direction Stratégique du groupe, à partir de scénarii déterminés par la Caisse des Dépôts et Consignations.
- les scénarios retenus sont des scénarios économiques globaux et cohérents s'appliquant uniformément avec des impacts potentiellement opposés sur certains segments de produits ou de clientèle. Ils reflètent ainsi la diversification du portefeuille (à titre d'illustration, il n'est pas possible, dans un scénario donné, de disposer d'une projection de taux d'intérêt différent pour mesurer les probabilités de défaut à maturité de la clientèle de détail et celles de la clientèle souveraine) ;
- les scénarios proposés ne sont pas nécessairement des scénarios adverses sur le strict volet du risque de crédit : à travers les scénarios IFRS 9, le groupe ne cherche pas à quantifier des risques de pertes dans un environnement très dégradé dont la probabilité d'occurrence serait très faible, mais plutôt à définir des scénarios plausibles d'une manière générale dont la probabilité d'occurrence s'écarte d'un écart type de la probabilité d'occurrence du scénario central ;
- les scénarios ne sont pas nécessairement construits pour avoir un impact fort sur la composante spécifiquement crédit : des scénarios dégradés dont la probabilité d'occurrence est élevée peuvent être retenus alors même que leur impact principal est sur la composante « taux » ;
- les scénarios retenus sont les scénarios utilisés dans d'autres processus régaliens de l'établissement (plan stratégique, budget, exercices de stress tests de l'ICAAP, reportings réglementaires).

Dans le contexte des incertitudes économiques et géopolitiques, le groupe revoit régulièrement ses prévisions macroéconomiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination du risque de crédit.

Au 30 juin 2024, il a été estimé que l'évolution de la situation macro-économique et les incertitudes pesant sur la croissance mondiale n'ont pas significativement évolué depuis le 31 décembre 2023.

Les pondérations de chacun de ces scénarios ont donc été confirmées :

Scénarios	Scénarios en vigueur en 2024	Scénarios 2023
Central	60%	60%
Adverse	30%	30%
Favorable	10%	10%

Au titre du premier semestre 2024, les scénarios intégrés par La Banque Postale dans ses traitements de calcul des provisions en norme IFRS 9 sont les suivants :

Scénario central : le scénario intègre une prévision de croissance pour la France en 2024 stable par rapport aux précédentes anticipations. Toutefois, l'activité y serait toujours contrainte par : i) certaines contraintes d'offre persistantes se conjuguaient avec un affaissement de la demande, ii) la désinflation seulement progressive continuerait de limiter la consommation des ménages, iii) les conditions de financement encore défavorables, iv) le contexte géopolitique/énergétique/climatique demeurant un point de vigilance.

La désinflation s'est confirmée, et plusieurs effets désinflationnistes vont continuer : nombre de désordres créés dans la chaîne de formation des prix par le Covid19 et la guerre en Ukraine vont poursuivre leur résorption en amont des prix à la consommation. De plus, les entreprises qui avaient augmenté leur taux de marge favorisant ainsi l'inflation, font désormais face à un affaissement de la demande. Cependant, la désinflation pourrait être entravée par un contexte de difficultés de recrutement toujours prégnantes bien qu'en reflux. Ainsi, la hausse des salaires, bien qu'en phase de modération, demeure un point de vigilance, de même que la dynamique des gains de productivité qui détermine celle des coûts salariaux unitaires et le comportement de marge des entreprises.

Ce scénario est proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations et les projections de certaines de ses variables sont détaillées ci-dessous :

Variables	Scénario en vigueur au 30/06/2024					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,7	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,8	6,8	6,7	6,7	6,7	6,7
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	2,88	2,84	2,74	2,64	2,54	2,50
Inflation France (variation)	2,5	2,3	2,2	2,2	2,2	2,2

Variables	Scénario en vigueur au 31/12/2023					
	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,8	0,7	1,1	1,1	1,0	1,0
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,5	6,8	6,8	6,7	6,7	6,7
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	2,95	2,94	2,84	2,74	2,64	2,54
Inflation France (variation)	5,0	2,7	2,3	2,1	2,0	2,0

Scénario adverse : ce scénario correspond à un scénario stressé inflationniste qui illustre une configuration du type « crise des dettes souveraines en zone euro » avec, l'année du choc de nouvelles tensions sur le marché des matières premières dans un contexte de tensions géopolitiques, entraînant un choc récessif sur le PIB mondial. Une boucle prix-salaires s'installerait de manière durable en zone euro, entraînant une hausse de l'inflation sous-jacente, l'inflation totale persistant au-dessus de la cible des banques centrales. En réaction, celles-ci positionneraient leurs taux directeurs au-dessus des taux neutres, sans parvenir à stabiliser la dynamique des prix, et impliquant des taux obligataires très élevés. Dans ce scénario, la Transition Énergétique et Environnementale se ferait, par rapport au scénario central, de manière désordonnée, contribuant à des tensions sur les prix et les taux, et à une perte de croissance potentielle à moyen terme (perte de productivité).

Ce scénario est proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations et les projections de certaines de ses variables sont détaillées ci-dessous :

Scénario en vigueur au 30/06/2024						
Variables	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,7	-1,5	0,0	0,5	0,6	0,6
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,8	8,3	9,1	9,4	9,5	9,5
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	2,88	4,96	5,50	5,50	5,50	5,50
Inflation France (variation)	2,5	5,5	4,0	3,5	3,5	3,5

Scénario en vigueur au 31/12/2023						
Variables	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,8	-1,5	0,0	0,5	0,6	0,6
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,5	8,4	9,2	9,5	9,6	9,6
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	2,95	4,56	5,50	5,50	5,50	5,50
Inflation France (variation)	5	5,8	4,2	3,7	3,0	3,0

Scénario favorable : dans ce scénario, il est fait l'hypothèse d'une désinflation un peu plus rapide et marquée que dans le scénario central. Cela permettrait un rebond un peu plus prononcé de la consommation (baisse un peu plus rapide du taux d'épargne) et donc de la croissance économique. Dans ce contexte, l'investissement et l'emploi se montreraient résilients. La normalisation des taux directeurs serait un peu plus rapide, se reflétant transitoirement sur les taux longs, dont la cible de moyen terme ne se serait pas modifiée. Cela créerait un environnement positif pour les marchés boursiers. Les atterrissages seraient identiques à ceux du scénario central.

Ce scénario est proposé par le département des Etudes Economiques. Les projections de certaines de ses variables sont détaillées ci-dessous :

Scénario en vigueur au 30/06/2024						
Variables	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,7	1,5	1,5	1,3	1,1	1,0
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,8	6,7	6,4	6,3	6,2	6,2
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	2,88	2,7	2,5	2,5	2,5	2,5
Inflation France (variation)	2,5	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0

Scénario en vigueur au 31/12/2023						
Variables	T0	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
PIB France (taux de croissance annuel)	0,8	1,5	1,5	1,3	1,2	1,1
Taux de chômage zone euro (taux moyen annuel)	6,5	6,9	6,7	6,6	6,5	6,5
OAT 10 ans (moyenne annuelle)	2,95	2,7	2,5	2,5	2,5	2,5
Inflation France (variation)	5,0	2,3	2,0	2,0	2,0	2,0

Analyse de sensibilité des scénarios macroéconomiques sur les pertes attendues

Les analyses de sensibilités ont été conduites sur les paramètres des ECL statistiques (soit hors provisions à dire d'expert s'agissant de la clientèle Personnes Morales).

La sensibilité des pertes de crédit attendues, ECL, sur la clientèle de détail est relativement modérée avec une amplitude de [-1% ; +2%] d'ECL autour du scénario central selon les scénarios, avant pondération.

La sensibilité des pertes de crédit attendues, ECL, sur la clientèle de personnes morales est plus marquée avec une amplitude de [-10% ; + 23%] d'ECL autour du scénario central selon les scénarios, avant pondération. La volatilité est plus élevée sur les expositions du segment des grandes entreprises.

NOTE 29 CONTRATS D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE

29.1 Informations sur le compte de résultat

- a) Produits des contrats d'assurance émis
- b) Charges afférentes aux contrats d'assurance émis

29.2 Activités d'assurance

- a) Marge financière
- b) Compte de résultat assurance

29.3 Placements des activités d'assurance

- a) Actifs financiers à la juste valeur par résultat
- b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

29.4 Informations sur les passifs d'assurance

- a) Contrats d'assurance et de réassurance par modèles d'évaluation
- b) Contrats d'assurance et de réassurance par composantes comptables
- c) Marge sur services contractuels (CSM) : analyse par maturités

29.1 Informations sur le compte de résultat

a) Produits des contrats d'assurance émis

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA	5 240	5 231
Montants relatifs aux variations du passif au titre de la couverture restante liés à :	4 459	4 368
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat en raison de la fourniture de services au cours de la période	1 085	1 145
Relâchement de l'ajustement au titre du risque non financier	133	151
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis attendues au cours de la période nettes de l'amortissement de la composante de perte	2 974	2 830
Ajustements liés à l'expérience sur les primes reçues et les frais d'acquisition	266	242
Frais d'acquisitions alloués à la période	781	863
Contrats comptabilisés selon le modèle PAA	814	789
TOTAL	6 054	6 020

b) Charges afférentes aux contrats d'assurance émis

(en millions d'euros)	Contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA	Contrats comptabilisés selon le modèle PAA	30/06/2024
Sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités d'assurance	(4 265)	(623)	(4 888)
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(781)	(10)	(792)
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	932	20	951
Pertes et reprises sur les groupes de contrats déficitaires	(22)	(0)	(22)
TOTAL	(4 137)	(614)	(4 751)

(en millions d'euros)	Contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA	Contrats comptabilisés selon le modèle PAA	30/06/2023
Sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités d'assurance	(3 919)	(532)	(4 451)
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(863)	(82)	(945)
Ajustements des passifs pour sinistres survenus	1 078	6	1 083
Pertes et reprises sur les groupes de contrats déficitaires	(15)	-	(16)
TOTAL	(3 720)	(609)	(4 329)

Le montant des charges afférentes aux contrats d'assurance émis contient la marge perçue par le groupe au titre de la gestion et de la distribution des contrats d'assurance des filiales. Elle est calculée comme la différence entre les commissions perçues et les frais sous-jacents déterminés à l'aide d'un coefficient d'exploitation analytique spécifique aux activités d'assurance.

29.2 Activités d'assurance

a) Marge financière

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par résultat	6 446	4 935
Total	6 446	4 935
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(820)	(1 002)
Intérêts calculés selon la méthode TIE	2 008	1 812
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(4 180)	2 938
Dépréciation	(6)	11
Total	(2 998)	3 760
Actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets des actifs financiers au coût amorti	(0)	(321)
Intérêts calculés selon la méthode TIE	127	121
Dépréciation	(1)	(2)
Total	126	(202)
Actifs financiers à la juste-valeur par capitaux non recyclables		
Revenus comptabilisés en résultat	435	448
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	267	2 097
Total	702	2 546
Immeubles de placement		
Gains ou pertes nets des immeubles de placement (nets de dépréciation)	(33)	(45)
Total	(33)	(45)
Autres éléments des revenus nets de placement	35	10
Revenus des placements (impact résultat et capitaux propres)	4 280	11 003
Effets de désactualisation et intérêts accumulés sur les contrats d'assurance	(225)	110
Changement de juste valeur des éléments sous-jacents	(7 131)	(5 986)
Changements de taux et d'environnement économique	3 882	(4 527)
Effet de l'atténuation du risque	(113)	(11)
Ecart de change dans les charges financières d'assurance	(0)	(0)
Produits ou charges financières d'assurance	(3 587)	(10 414)
<i>dont comptabilisés directement en capitaux propres</i>	3 899	(4 401)
<i>dont comptabilisés au compte de résultat</i>	(7 486)	(6 013)
Effets de désactualisation et Intérêts accumulés sur les contrats de réassurance détenus	321	192
Changements de taux et d'environnement économique	(246)	552
Autres effets financiers sur les contrats de réassurance détenus	8	(240)
Produits financiers ou charges financières afférents aux contrats de réassurance détenus	84	504
<i>dont comptabilisés directement en capitaux propres</i>	20	(25)
<i>dont comptabilisés au compte de résultat</i>	64	529
MARGE FINANCIERE	776	1 093
<i>dont comptabilisés directement en capitaux propres</i>	6	609
<i>dont comptabilisés au compte de résultat</i>	770	483

b) Compte de résultat assurance

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2024	30/06/2023
Produits des contrats d'assurance émis	6 054	6 020
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	(4 848)	(4 418)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(20)	(109)
Résultat des activités d'assurance	1 186	1 493
Produits des placements nets de charges	3 045	3 467
Plus ou moins-values de cession des placements	(785)	(1 337)
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	5 547	3 936
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance	(21)	9
Intérêts calculés selon la méthode TIE	153	(138)
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	(7 486)	(6 013)
Produits financiers ou charges financières afférents aux contrats de réassurance détenus	64	529
Produits financiers nets de charges	516	449
Charges et produits des autres activités	44	43
Autres produits et charges opérationnels courants	(397)	(410)
Autres produits et charges courants	(354)	(366)
Résultat opérationnel courant	1 348	1 575
Autres produits et charges opérationnels non courants	(2)	7
Résultat opérationnel	1 346	1 583
Charges de financement	(83)	(72)
Variation de valeurs des actifs incorporels		(0)
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	14	2
Impôts sur les résultats	(390)	(492)
Résultat après impôt des activités destinées à être cédées ou abandonnées	(11)	
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	877	1 021
Participations ne donnant pas droit au contrôle	119	129
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	758	892

29.3 Placements des activités d'assurance

Ventilation par catégories comptables

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	201 825	205 383
Instruments dérivés de couverture	96	58
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	14 042	15 461
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	185 050	185 470
Titres au coût amorti	2 775	2 083
Immeubles de placement	7 043	7 262
Participations dans les entreprises mises en équivalence	1 134	1 104
PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE	411 965	416 821

Les lignes Actifs financiers à la juste valeur par résultat et les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables et non recyclables sont détaillées ci-après :

a) Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Instruments de dettes	181 572	185 051
Effets publics et valeurs assimilées	2 731	2 751
Obligations et autres titres à revenu fixe	18 343	26 269
OPCVM	63 371	59 581
Actifs représentatifs de contrats en UC	92 514	91 603
Prêts et avances	4 614	4 845
Instruments de capitaux propres	18 856	18 729
Actions et autres titres à revenu variable	15 333	15 580
Actifs représentatifs de contrats en UC	3 523	3 149
Instruments dérivés	1 397	1 603
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	201 825	205 383

b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2024		31/12/2023	
	Juste valeur	Gains / pertes latents	Juste valeur	Gains / pertes latents
Effets publics et valeurs assimilées	91 298	(21 988)	95 134	(18 570)
Obligations et autres titres à revenu fixe	93 752	(8 896)	90 336	(8 135)
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES	185 050	(30 884)	185 470	(26 705)
Impôts		8 368		7 309
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		(22 516)		(19 395)
Actions, autres titres à revenu variable et autres titres détenus à long terme	14 042	3 339	15 445	3 868
Titres de participation non consolidés			16	
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES	14 042	3 339	15 461	3 868
Impôts		(636)		(773)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (nets d'impôts)		2 704		3 096

29.4 Informations sur les passifs d'assurance

a) Contrats d'assurance et de réassurance par modèles d'évaluation

	30/06/2024		
	Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	Contrats évalués selon le modèle PAA	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>			
Au titre de la couverture restante	1 189	203	1 392
Contrats évalués selon le modèle PAA		203	203
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	1 189		1 189
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	1 504		1 504
Ajustement au titre du risque non financier	(63)		(63)
Marge sur services contractuels	(251)		(251)
Au titre des sinistres survenus	(194)	1	(193)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	(190)	1	(189)
Ajustement au titre du risque non financier	(4)		(4)
Contrats d'assurance émis - actif (1)	995	204	1 199
Au titre de la couverture restante	366 090	778	366 868
Contrats évalués selon le modèle PAA		778	778
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	366 090		366 090
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	345 534		345 534
Ajustement au titre du risque non financier	1 881		1 881
Marge sur services contractuels	18 675		18 675
Au titre des sinistres survenus	6 649	746	7 395
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	6 594	703	7 297
Ajustement au titre du risque non financier	54	44	98
Contrats d'assurance émis - passif (2) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	372 738	1 525	374 263
Contrats d'assurance (affaires directes et acceptations) (2) - (1)	371 744	1 321	373 064
Au titre des opérations d'assurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire) (3)			2 249
CONTRATS D'ASSURANCE EMIS - PASSIF (2) + (3) - voir note 22			376 513
Au titre de la couverture restante	5 622	61	5 684
Contrats évalués selon le modèle PAA		61	61
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	5 622		5 622
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	4 973		4 973
Ajustement au titre du risque non financier	90		90
Marge sur services contractuels	559		559
Au titre des sinistres survenus	504	247	751
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	498	238	736
Ajustement au titre du risque non financier	6	9	15
Contrats de réassurance détenus - Actif (1) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	6 126	308	6 435
Au titre des opérations de réassurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire)			15
Contrats de réassurance détenus - actif			6 450
Au titre de la couverture restante	18	12	29
Contrats évalués selon le modèle PAA		12	12
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	18		18
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	22		22
Ajustement au titre du risque non financier	(12)		(12)
Marge sur services contractuels	7		7
Au titre des sinistres survenus	(3)		(3)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	(3)		(3)
Ajustement au titre du risque non financier	(0)		(0)
Contrats de réassurance détenus - Passif (2) - voir note 22 (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	15	12	27
CONTRATS DE REASSURANCE DETENUS NETS (1) - (2)	6 111	297	6 408

	31/12/2023		
	Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	Contrats évalués selon le modèle PAA	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>			
Au titre de la couverture restante	1 389	165	1 554
Contrats évalués selon le modèle PAA		165	165
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	1 389		1 389
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	1 746		1 746
Ajustement au titre du risque non financier	(75)		(75)
Marge sur services contractuels	(282)		(282)
Au titre des sinistres survenus	(213)	1	(212)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	(208)	1	(207)
Ajustement au titre du risque non financier	(5)		(5)
Contrats d'assurance émis - actif (1)	1 177	166	1 343
Au titre de la couverture restante	368 836	825	369 661
Contrats évalués selon le modèle PAA		825	825
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	368 836		368 836
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	348 273		348 273
Ajustement au titre du risque non financier	1 895		1 895
Marge sur services contractuels	18 668		18 668
Au titre des sinistres survenus	5 578	795	6 374
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	5 521	749	6 269
Ajustement au titre du risque non financier	58	47	104
Contrats d'assurance émis - passif (2) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	374 415	1 620	376 035
Contrats d'assurance (affaires directes et acceptations) (2) - (1)	373 238	1 454	374 692
Au titre des opérations d'assurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire) (3)			2 395
CONTRATS D'ASSURANCE EMIS - PASSIF (2) + (3) - voir note 22			378 430
Au titre de la couverture restante	8 060	82	8 142
Contrats évalués selon le modèle PAA		82	82
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	8 060		8 060
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	7 457		7 457
Ajustement au titre du risque non financier	91		91
Marge sur services contractuels	512		512
Au titre des sinistres survenus	496	237	734
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	490	227	717
Ajustement au titre du risque non financier	6	10	16
Contrats de réassurance détenus - Actif (1) (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	8 556	319	8 875
Au titre des opérations de réassurance relatives à des contrats financiers (sans participation discrétionnaire)			15
Contrats de réassurance détenus - actif			8 891
Au titre de la couverture restante	43	20	63
Contrats évalués selon le modèle PAA		20	20
Contrats évalués selon les modèles BBA et VFA	43		43
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	39		39
Ajustement au titre du risque non financier	(17)		(17)
Marge sur services contractuels	20		20
Au titre des sinistres survenus	(8)		(8)
Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	(8)		(8)
Ajustement au titre du risque non financier	(0)		(0)
Contrats de réassurance détenus - Passif (2) - voir note 22 (hors contrats financiers sans participation discrétionnaire)	35	20	55
CONTRATS DE REASSURANCE DETENUS NETS (1) - (2)	8 521	299	8 820

b) Contrats d'assurance et de réassurance par composantes comptables

Courbes des taux

Les courbes de taux, utilisées pour actualiser les estimations des flux de trésorerie futurs qui ne varient pas en fonction des rendements des éléments sous-jacents, sont présentées dans les tableaux ci-dessous :

	Devise	30/06/2024				
		1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
Groupe CNP Assurances	EUR	4,20%	3,40%	3,40%	3,30%	3,10%
Filiales du pôle assurance non vie	EUR	[3,8% ; 3,9%]	[3,1% ; 3,3%]	[3,0% ; 3,1%]	[2,9% ; 3,1%]	[2,8% ; 2,9%]
Filiales Europe hors France	EUR	[3,8% ; 5,2%]	[3,0% ; 4,4%]	[2,9% ; 4,4%]	[2,8% ; 4,3%]	[2,8% ; 4,0%]
Filiales Brésiliennes	BRL	[10,6% ; 11,0%]	[11,7% ; 12,1%]	[12,1% ; 12,5%]	[10,8% ; 11,2%]	[9,4% ; 9,7%]

	Devise	31/12/2023				
		1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
Groupe CNP Assurances	EUR	4,29%	3,19%	3,21%	3,21%	3,09%
Filiales du pôle assurance non vie	EUR	[4,0% ; 4,2%]	[3,1% ; 3,3%]	[3,1% ; 3,3%]	[3,1% ; 3,3%]	[3,0% ; 3,2%]
Filiales Europe hors France	EUR	[3,9% ; 5,2%]	[3,0% ; 4,4%]	[3,0% ; 4,4%]	[3,0% ; 4,3%]	[2,9% ; 4,0%]
Filiales Brésiliennes	BRL	[10,8% ; 11,1%]	[10,8% ; 11,2%]	[11,4% ; 11,8%]	[10,5% ; 10,8%]	[9,2% ; 9,4%]

Marge intra-groupe

La Banque Postale distribue et gère des contrats d'assurance pour le compte de ses filiales. Cette activité génère des frais de distribution et de gestion dans les comptes aux bornes du groupe. Les filiales d'assurance versent des commissions à La Banque Postale, au titre de la distribution et de la gestion des contrats d'assurance. Ces commissions incorporent une marge facturée par La Banque Postale.

Sous IFRS 17, la composante représentant l'engagement de l'assurance envers ses assurés, la valeur actuelle des flux futurs ou Best Estimate, incorpore notamment l'ensemble des frais rattachables aux activités d'assurance dont les frais de distribution et de gestion des contrats d'assurance.

Au niveau du groupe, la marge perçue représente un profit et non un coût, et ne peut être incorporée dans le Best Estimate. Elle doit donc être intégrée dans la marge sur services contractuels (ou CSM, c'est-à-dire les profits futurs).

Par conséquent, la CSM en vision groupe diffère de la CSM aux bornes des filiales d'assurance, i.e. la CSM en vision assurance. La CSM groupe intègre une composante représentative de la marge intragroupe déterminée en appliquant un coefficient d'exploitation estimé aux commissions de distribution et de gestion. Cette marge est intégrée dans la CSM aux bornes du groupe.

(en millions d'euros)	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	TOTAL (b)
SOLDE NET DE CLOTURE - VISION ASSURANCE (a) Au 30 juin 2024	352 526	2 003	17 215	371 744
Commissions de distribution et de gestion des contrats d'assurance - Eliminations intragroupes	(1 711)		1 711	
SOLDE NET DE CLOTURE - VISION GROUPE Au 30 juin 2024	350 815	2 003	18 926	371 744
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION ASSURANCE (a) Au 31 décembre 2023	353 844	2 032	17 362	373 238
Commissions de distribution et de gestion des contrats d'assurance - Eliminations intragroupes	(1 588)		1 588	
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION GROUPE Au 31 décembre 2023	352 256	2 032	18 950	373 238
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION ASSURANCE (a) Au 31 décembre 2022	341 814	1 863	15 522	359 199
Commissions de distribution et de gestion des contrats d'assurance - Eliminations intragroupes	(1 320)		1 320	
SOLDE NET D'OUVERTURE - VISION GROUPE Au 31 décembre 2022	340 494	1 863	16 842	359 199

(a) Fait l'objet des analyses par composantes et par périodes de couverture.

(b) Au 31 décembre 2022 : comptes retraités en application de la norme IFRS 17.

Analyse par composante comptable des contrats comptabilisés selon les modèles BBA et VFA - Assurance (vision assurance)

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	30/06/2024
Solde des actifs à l'ouverture	(1 538)	79	282	(1 176)
Solde des passifs à l'ouverture	355 367	1 953	17 080	374 400
SOLDE NET D'OUVERTURE	353 829	2 032	17 362	373 224
Variations liées aux services futurs	(1 159)	151	1 054	46
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	(181)	39	161	18
Changements dans les estimations qui entraînent des pertes et reprises de pertes sur les groupes de contrats déficitaires	(8)	6		(2)
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(970)	107	893	30
Variations liées aux services rendus au cours de la période	1 063	(113)	(1 085)	(135)
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net			(1 085)	(1 085)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(113)		(113)
Ajustements liés à l'expérience	1 063			1 063
Variations liées aux services passés	(910)	(21)		(932)
Ajustements des sinistres survenus	(910)	(21)		(932)
Résultat des activités d'assurance	(1 005)	17	(32)	(1 020)
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance	1 014	(3)	(55)	956
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance ^(a)	3 386	13	167	3 565
Effets des différences de change	(2 373)	(16)	(221)	(2 609)
Total issu des variations du résultat global	8	14	(86)	(64)
Flux de trésorerie reçus ou payés sur les contrats d'assurance	(1 281)			(1 281)
Total des flux de trésorerie	(1 281)			(1 281)
Frais d'acquisition reportés – Affectation aux contrats d'assurance				
Autres mouvements de consolidation	(31)	(43)	(61)	(135)
SOLDE NET DE CLOTURE	352 526	2 003	17 215	371 744
Solde des actifs à la clôture	(1 313)	67	251	(995)
Solde des passifs à la clôture	353 839	1 936	16 963	372 738

(a) Hors différence de change.

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	31/12/2023
Solde des actifs à l'ouverture	(2 423)	354	725	(1 343)
Solde des passifs à l'ouverture	344 237	1 508	14 797	360 542
SOLDE NET D'OUVERTURE	341 814	1 863	15 522	359 199
Variations liées aux services futurs	(4 243)	404	3 919	80
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	(2 159)	162	2 013	15
Changements dans les estimations qui entraînent des pertes et reprises de pertes sur les groupes de contrats déficitaires	(15)	52		38
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(2 069)	190	1 906	28
Variations liées aux services rendus au cours de la période	737	(262)	(2 212)	(1 737)
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net			(2 212)	(2 212)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(262)		(262)
Ajustements liés à l'expérience	737			737
Variations liées aux services passés	(1 049)	(37)		(1 087)
Ajustements des sinistres survenus	(1 049)	(37)		(1 087)
Résultat des activités d'assurance	(4 555)	105	1 708	(2 743)
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance	24 754	61	127	24 942
Produits financiers (ou charges financières) d'assurance ^(a)	23 657	56	55	23 768
Effets des différences de change	1 097	5	72	1 174
Total issu des variations du résultat global	20 199	166	1 835	22 199
Flux de trésorerie reçus ou payés sur les contrats d'assurance	(8 140)			(8 140)
Total des flux de trésorerie	(8 140)			(8 140)
Frais d'acquisition reportés – Affectation aux contrats d'assurance				
Autres mouvements de consolidation	(44)	4	5	(35)
SOLDE NET DE CLOTURE	353 829	2 032	17 362	373 224
Solde des actifs à la clôture	(1 538)	79	282	(1 176)
Solde des passifs à la clôture	355 367	1 953	17 080	374 400

(a) Hors différence de change.

Analyse par composante comptable des contrats comptabilisés selon le modèle BBA - Réassurance détenue

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	30/06/2024
Solde des actifs à l'ouverture	7 990	97	512	8 599
Solde des passifs à l'ouverture	(32)	17	(20)	(35)
SOLDE NET D'OUVERTURE	7 958	114	492	8 564
Variations liées aux services futurs	(69)	2	66	(0)
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	(67)	1	66	(0)
Changements d'estimations entraînant des pertes et des reprises sur les contrats onéreux sous-jacents				
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(2)	1	1	(0)
Variations liées aux services rendus au cours de la période	66	(3)	(15)	48
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net			(15)	(15)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(3)		(3)
Ajustements liés à l'expérience	66			66
Variations liées aux services passés	(62)	(2)		(64)
Ajustement des sinistres survenus	(62)	(2)		(64)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(65)	(3)	51	(17)
Produits financiers (ou charges financières) des contrats de réassurance	67	1	2	70
Total des variations du résultat global	2	(2)	53	53
Flux de trésorerie	(2 510)			(2 510)
Total des flux de trésorerie	(2 510)			(2 510)
Autres mouvements de consolidation	2	(4)	7	4
SOLDE NET DE CLOTURE	5 452	108	552	6 111
Solde des actifs à la clôture	5 471	96	559	6 126
Solde des passifs à la clôture	(19)	12	(7)	(15)

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	31/12/2023
Solde des actifs à l'ouverture	7 171	108	624	7 903
Solde des passifs à l'ouverture	(43)	22	1	(20)
SOLDE NET D'OUVERTURE	7 127	131	625	7 883
Variations liées aux services futurs	68	(17)	(49)	2
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	71	(22)	(48)	(0)
Changements d'estimations entraînant des pertes et des reprises sur les contrats onéreux sous-jacents				
Effet des contrats comptabilisés au cours de la période	(3)	5	(1)	2
Variations liées aux services rendus au cours de la période	43	(8)	(72)	(38)
Montant de la marge sur services contractuels comptabilisé en résultat net			(72)	(72)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier		(8)		(8)
Ajustements liés à l'expérience	43			43
Variations liées aux services passés	(28)	(3)		(30)
Ajustement des sinistres survenus	(28)	(3)		(30)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	83	(28)	(121)	(66)
Produits financiers (ou charges financières) des contrats de réassurance	881	12	3	896
Total des variations du résultat global	965	(16)	(118)	830
Flux de trésorerie	(157)			(157)
Total des flux de trésorerie	(157)			(157)
Autres mouvements de consolidation	24	(0)	(14)	9
SOLDE NET DE CLOTURE	7 958	114	492	8 564
Solde des actifs à la clôture	7 990	97	512	8 599
Solde des passifs à la clôture	(32)	17	(20)	(35)

c) Marge sur services contractuels (CSM) : analyse par maturités

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2024			
	Moins de 5 ans	5 à 10 ans	Plus de 10 ans	TOTAL
Contrats d'assurance (1)	7 511	4 141	5 562	17 215
Contrats de réassurance (2)	124	98	330	552
TOTAL (1) - (2)	7 387	4 044	5 232	16 663

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2023			
	Moins de 5 ans	5 à 10 ans	Plus de 10 ans	TOTAL
Contrats d'assurance (1)	7 352	4 155	5 855	17 362
Contrats de réassurance (2)	136	99	257	492
TOTAL (1) - (2)	7 216	4 056	5 598	16 870

A large, stylized number '3' is rendered in a light green color, serving as a background element on the left side of the page. The number is composed of several overlapping, semi-transparent shapes that create a sense of depth and movement.

**RAPPORT DES
COMMISSAIRES
AUX COMPTES
SUR
L'INFORMATION
FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE**



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Forvis Mazars
Tour EXALTIS
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense
France

La Poste

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière
semestrielle 2024**

Période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024
La Poste
9 rue du colonel Pierre Avia 75015 PARIS



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Forvis Mazars
Tour EXALTIS
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense
France

La Poste

9 rue du colonel Pierre Avia 75015 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2024

Période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société, relatifs à la période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 2 août 2024

KPMG SA

FORVIS MAZARS

Stéphanie Millet
Associée

Xavier de Coninck
Associé

Gonzague Senlis
Associé

Charles de Boisriou
Associé

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en section I du présent rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels consolidés et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 août 2024

Le Président – directeur général

Philippe Wahl

DIRECTION FINANCIÈRE ET DU DÉVELOPPEMENT
9 rue du Colonel Pierre Avia - 75757 PARIS CEDEX 15
Tél : +33 (0)1 55 44 00 00
www.lapostegroupe.com